

N. 22

SEANCE DE L'APRES-MIDI — NAMIDDAGVERGADERING

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 35 m.
De vergadering wordt geopend om 14 h 35 m.

CONGES — VERLOF

M. Goossens, pour raisons professionnelles, demande un congé.

Verlof vraagt: de heer Goossens, om beroepsredenen.

— Ce congé est accordé.

Dit verlof wordt toegestaan.

MM. Anthuenis, Collignon, Grosjean, pour d'autres devoirs, et De Backer, à l'étranger, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Anthuenis, Collignon, Grosjean, wegens andere plichten, en De Backer, in het buitenland.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

BOODSCHAPPEN — MESSAGES

De Voorzitter. — Bij boodschappen van 15 mei 1992 zendt de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de Senaat, zoals zij ter vergadering van die dag werden aangenomen:

1° De Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1992;

Par messages du 15 mai 1992, la Chambre des représentants transmet au Sénat, tels qu'ils ont été adoptés en sa séance de ce jour:

1° Le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1992;

— Verwezen naar de commissie voor de Financien.

Renvoi à la commission des Finances.

2° Het ontwerp van Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1992.

2° Le projet de budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1992.

— Verwezen naar de respectievelijk bevoegde commissies.

Renvoi aux commissions respectivement compétentes.

PROPOSITION DE LOI RELATIVE AU DROIT D'AUTEUR, AUX DROITS VOISINS ET A LA COPIE PRIVÉE D'ŒUVRES SONORES ET AUDIOVISUELLES

Reprise de la discussion générale et vote d'articles

VOORSTEL VAN WET BETREFFENDE HET AUTEURS-RECHT, DE NABURIGE RECHTEN EN HET KOPIEREN VOOR EIGEN GEBRUIK VAN GELUIDS- EN AUDIOVISUELE WERKEN

Hervatting van de algemene beraadslaging en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale de la proposition de loi relative au droit d'auteur, aux droits voisins et à la copie privée d'œuvres sonores et individuelles.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het voorstel van wet betreffende het auteursrecht, de naburige rechten en het kopiëren voor eigen gebruik van geluids- en audiovisuele werken.

La parole est à M. Vaes.

M. Vaes. — Monsieur le Président, bien que le gouvernement ne soit pas directement concerné par la proposition de loi qui nous occupe, il s'y intéresse certainement puisqu'il sera impliqué par les mesures d'application considérables qui en découleront.

Je tiens à souligner l'intérêt et le soutien que le groupe Ecolo apporte à cette importante proposition de loi qui traite de matières culturelles. A nos yeux, ces matières revêtent le plus haut intérêt, car une société qui ne vit que sur la base de calculs comptables, sans manifester d'intérêt pour l'aspect qui constitue son renouvellement, est en danger de mort. Dès lors, cette proposition de loi nous permet de nous associer à l'ensemble des parlementaires pour confirmer l'importance des enjeux de qualité que revêt la protection des artistes et de ceux qui y ont été heureusement et progressivement associés et que l'on pourrait qualifier « d'auxiliaires de la création », lesquels sont actuellement couverts par les « droits voisins ».

Il est néanmoins indiscutable que les interprètes musicaux ou théâtraux sont des acteurs et des créateurs dont le travail est parfois aussi essentiel que celui des auteurs. Par conséquent, à ce titre, nous sommes heureux d'avoir pu contribuer à l'avancement de cette législation. Nous y avons modestement participé à l'occasion de contacts avec nos collègues parlementaires et avec des acteurs de terrain.

Je m'associe également aux hommages rendus à M. Erdman et au personnel du Sénat. Le travail de rédaction du rapport était, en effet, difficile, complexe et fouillé. Complété par de nombreuses annexes utiles, cet excellent rapport permettra à nos collègues de la Chambre d'entrer directement dans le vif du sujet.

J'énoncerai tout d'abord quelques faits qui me frappent. Comme vous le savez, cette législation date du 22 mars 1886. Il était essentiel de l'adapter, non pas dans ses principes de base puisqu'à l'époque déjà, les auteurs étaient reconnus comme étant des personnes dont les droits intellectuels importants méritaient d'être protégés, mais en ayant conscience d'un certain nombre de phénomènes qui, durant plus d'un siècle, ont marqué l'évolution de notre culture et de notre civilisation.

A cet égard, j'attire votre attention sur la massification de la consommation culturelle. Actuellement, grâce aux nouvelles techniques de communication, un nombre très important de personnes — en Belgique, à l'étranger et dans le monde entier — est concerné par l'utilisation, le contact et l'exploitation des œuvres artistiques et scientifiques.

L'aspect international est également essentiel dans ce débat. Les droits de traduction, notamment, ont suivi une croissance exponentielle. Il est donc indispensable d'harmoniser la législation sur le plan international puisque la diffusion n'est plus limitée au pays dans lequel l'auteur a vu le jour et exerce ses talents.

En outre, les innovations technologiques sont multiples. Je pense notamment aux techniques de diffusion : télé- ou radiodiffusion, satellites, etc. Ces progrès influencent aussi la nature des œuvres nouvelles ; il suffit de penser aux logiciels informatiques pour en être convaincus. La technologie se trouve donc au cœur de cette réflexion puisqu'elle est nécessaire à la diffusion.

Ces divers aspects — massification, internationalisation, nouvelles technologies — ont des implications importantes sur les masses financières en jeu. En raison de ces énormes enjeux financiers, deux phénomènes font leur apparition. Tout d'abord, il s'avère dorénavant indispensable de créer des sociétés de gestion, de perception et de répartition des droits d'auteur puisque les créateurs ne parviennent plus à protéger correctement leurs propres droits.

Par ailleurs, les enjeux financiers ont également contribué au développement de la piraterie, c'est-à-dire de l'exploitation « au noir » du travail des créateurs et des scientifiques.

En fonction de ce qui précède, il était très important de redéfinir les modalités de contrôle afin d'obtenir une plus grande transparence de l'ensemble du système. Il fallait rendre les sanctions plus dissuasives pour ceux qui veulent réaliser illégalement des profits par l'exploitation des droits d'auteur.

Ce besoin d'adaptation a donc été confirmé par une analyse macro-sociale de l'évolution en ce domaine.

J'en arrive à une seconde réflexion. Je voudrais attirer l'attention de l'assemblée sur un élément important qui n'a pas été souligné par d'autres collègues. Nous discutons aujourd'hui sur les droits d'auteur, les droits voisins, le problème de la copie privée, des logiciels, etc. Cependant, il est essentiel que les statuts social et fiscal des artistes soient également débattus. A cet égard, la Communauté française a pris une initiative à laquelle nous nous sommes associés : organiser une table ronde dans le but d'adapter ces statuts ; je précise d'ailleurs que les travaux progressent de façon satisfaisante. En effet, si nous réglons au Sénat la question des droits moraux, pécuniaires et patrimoniaux des artistes, nous ne nous sommes pas encore penchés sur la situation de ces derniers une fois qu'ils ont touché leur rémunération. Comme vous le savez, celle-ci est inégale, aléatoire et souvent non permanente. Le problème du contrat d'emploi — notamment pour les artistes interprètes — se pose donc aussi de façon accrue.

J'attire donc votre attention sur le fait que, dans quelques mois, nous aurons à nous prononcer sur de nouvelles propositions de loi destinées, dans l'intérêt des artistes, à régler la question de ce statut social et fiscal.

Revenant au projet d'aujourd'hui, je voudrais également rappeler l'essentiel des droits moraux et pécuniaires accordés aux artistes car ils peuvent donner lieu à un certain nombre de réflexions sur les difficultés que pose parfois leur application.

Je rappelle que les droits moraux — c'est-à-dire attachés directement à leur personne — des auteurs d'œuvres originales sont protégés. Il s'agit à la fois d'un droit et d'une responsabilité, ce qui constitue un aspect important du problème. En effet, un auteur bénéficie du droit — inaliénable, personnel, moral — suivant : il est le seul régulateur de l'utilisation de son œuvre. Cependant, il en porte également l'entière responsabilité. Certains dessinateurs satiriques, par exemple, sont responsables d'un certain regard sur les événements du monde, regard qui ne plaît pas nécessairement à tous, mais dont ils assument l'entière responsabilité...

Le droit à la paternité de l'œuvre, c'est-à-dire le droit de pouvoir y attacher son nom, est important. Cela veut dire également qu'un artiste peut choisir un pseudonyme et qu'il n'est pas obligé par la loi de donner son vrai nom.

Le droit au respect de l'œuvre est l'aspect le plus complexe du droit moral puisqu'il porte sur le problème de l'intégrité de l'œuvre et sur l'autorisation à donner pour l'adapter, la transformer ou la traduire. C'est probablement à ce niveau que les développements de la jurisprudence ont été les plus importants ces dernières années. Je pense notamment au coloriage des films, à l'interruption d'œuvres cinématographiques par la publicité ou l'information et à la juxtaposition d'œuvres photographiques. Tous ces phénomènes nouveaux qui se développent sont liés au problème du respect de l'intégrité de l'œuvre.

Enfin, je crois qu'il faut réintroduire dans le droit moral la possibilité, pour l'artiste, de revoir son engagement avec un éditeur ou un producteur. Le droit de repentir peut être intégré soit dans les droits moraux, soit dans les droits patrimoniaux. Il s'agit là d'une faculté importante, reconnue par la loi en discussion aujourd'hui, et qui consiste à permettre à l'artiste de revenir sur une convention s'il estime, en fonction de ses propres exigences, qu'il ne doit plus diffuser au public ses œuvres de jeunesse par exemple parce qu'elles ont pris un autre sens.

J'en viens aux droits patrimoniaux. Il s'agit du droit d'obtenir une rémunération lorsqu'on autorise l'exploitation de son œuvre.

Le premier droit patrimonial est le droit de vente, puisque l'artiste est propriétaire de sa propre œuvre. Il a ensuite droit à une rémunération lorsqu'il autorise la représentation et la reproduction de son œuvre. Je crois qu'il faut également assimiler le droit de suite — qui présente aussi un intérêt — au droit patrimonial. Un artiste qui a vendu une première fois son œuvre plastique, une peinture ou une sculpture, peut donc bénéficier ultérieurement d'une plus-value à la revente de cette œuvre lorsque celle-ci a été mise en vente publique. Des discussions sont intervenues — nous y reviendrons plus tard — sur l'opportunité de lever un droit de suite et de déterminer son montant.

La proposition de loi en discussion effectue un certain nombre de choix politiques et d'arbitrages entre tous les acteurs, dont MM. Lallemand, Erdman, Cerexhe et d'autres ont évoqué l'existence et les pressions. Il est clair que des choix politiques sont impliqués par le présent projet et je voudrais souligner ici la solidarité et l'appui des écologistes à l'égard de certains principes qui déterminent les choix faits par la loi, à savoir que, dans notre droit, nous considérons que le droit moral est attaché aux personnes et non pas aux organismes ou aux personnes morales ou collectives. Il s'agit d'un droit personnel. Nous voulons affirmer ces droits mais, en même temps, protéger les droits pécuniaires qui y sont liés.

On continue également à reconnaître le droit de libre convention, avec quelques restrictions, mais le principe de base reste la libre convention personnelle ou collective concernant les différentes modalités d'application des droits d'auteur et des droits pécuniaires. Je trouve intéressant de souligner également le fait que nous croyons, en accord avec l'ensemble des formations politiques, devoir faire preuve d'un certain réalisme. L'application

d'un système aussi complexe doit en effet tenir compte d'un certain nombre de réalités de la vie: les difficultés de coproduction, les problèmes de preuve de la date de première diffusion, les possibilités de révision d'anticipations erronées — jeu de la clause du succès — etc.

Il s'agit d'une nécessité pour rendre l'application du système praticable. Une de nos préoccupations a été également de soutenir les activités d'intérêt collectif qui ne sont pas de l'ordre de la création mais de l'ordre du soutien de la diffusion culturelle. Je pense, par exemple, aux restrictions concernant les rémunérations à payer par les médiathèques ou par les organismes publics de location de cassettes, de vidéocassettes ou de disques.

Pourquoi? Ce n'est pas directement la création qui est visée, mais bien l'effet social de la création à travers sa diffusion. Je crois donc également que lorsqu'on permet, sans autorisation de l'auteur, de courtes citations d'œuvres littéraires ou scientifiques, des reprises de dessins ou de cartes géographiques, à des fins culturelles et éducatives, on reste dans un ordre logique de politique générale d'intérêt collectif, où la diffusion de la culture est absolument complémentaire aux objectifs de création et de soutien à la création.

Dans plusieurs dispositions, notamment celles concernant la répartition du fonds de création décidée à l'article 66 et autres, apparaît une volonté de trouver des ressources supplémentaires pour soutenir la politique de stimulation des auteurs belges ou de ceux qui ont choisi la Belgique pour éditer ou produire leurs œuvres.

A ce propos, je rappelle les 30 p.c. réservés au fonds. Il importe donc de bien situer les responsabilités collectives et de donner, en même temps, un certain nombre d'impulsions à la politique culturelle, au lieu de se limiter à protéger les intérêts personnels des artistes. Les deux aspects sont complémentaires; dans ce cadre, un certain nombre de débats restent ouverts et sont d'ailleurs sujets à interprétation par le juge.

En effet, la loi n'est pas à ce point précise en termes juridiques qu'elle ne laisse plus de marge d'interprétation au niveau de la justice. Ainsi, l'article 56 fait mention d'une rémunération équitable des artistes et interprètes. La loi et les commentaires précisent la pensée du législateur, mais beaucoup d'éléments restent des éléments de fait qui peuvent être invoqués devant le juge parce qu'ils sont sujets à interprétation. A nouveau, notre législation est un équilibre entre une loi-cadre et une loi relativement précise permettant de garantir la certitude et la sécurité juridiques et, en même temps, vu l'évolution des choses et la spécificité d'un certain nombre de situations de fait, de pouvoir recourir au juge pour défendre les droits personnels dans des conditions particulières.

La proposition de loi dont nous discutons aujourd'hui a été élaborée dans cet esprit, de manière à pouvoir en référer au juge, notamment pour le problème de la rémunération équitable.

Je rappelle qu'en matière de rémunération, question centrale pour les artistes, se posent plusieurs problèmes, notamment celui de savoir quel est le niveau correct de la rémunération. Le principe de base est la libre négociation pour déterminer le prix. On reconnaît donc d'une certaine manière le jeu du marché. Mais à l'heure actuelle, beaucoup d'artistes se trouvent dans un rapport de force défavorable face à des industries culturelles très puissantes. La présente législation doit donc veiller à donner aux artistes une possibilité de contrôle et de meilleure négociation avec les entreprises culturelles, et ce notamment au moyen de conventions collectives, et de la transparence de la distribution des rémunérations.

Un autre problème lié à la complexité du système est celui de la juste répartition des droits d'auteurs et des droits voisins perçus par les sociétés de gestion. Les sociétés de droits d'auteur ont été critiquées sur ce point en raison du manque de transparence tant pour ce qui concerne les droits d'auteurs perçus que pour leur répartition. Les décisions prises par les différents articles du chapitre VI concernant les sociétés de perception et de répartition des droits d'auteur sont opportunes dans la mesure où elles déterminent avec plus de précision le processus permettant d'assurer la transparence et la communication aux auteurs concernés des critères de répartition des droits d'auteur ou des droits voisins.

Je voudrais maintenant évoquer brièvement le droit de suite. Depuis longtemps, certains, dont M. Hatry, suggèrent de ne pas lever ce droit en Belgique. La raison évoquée à cet égard est la distorsion de concurrence selon la place dans le monde où les œuvres sont mises en vente publique. Ce droit de suite augmente, en effet, le prix à payer par l'acheteur de 3, 5, 6 voire 8 p.c., selon les cas. La présente proposition prévoit quant à elle 6, 5 ou 3 p.c., selon la valeur des œuvres.

Il fallait procéder à cet arbitrage entre l'intérêt des artistes à bénéficier de la plus-value de leur œuvre et l'intérêt des salles de vente à obtenir un prix compétitif pour maintenir un certain chiffre d'affaires en vente publique ou éviter l'évasion de notre patrimoine vers l'étranger. Nous soutenons donc l'arbitrage prévu dans la proposition de loi.

Un autre problème d'arbitrage difficile concerne le statut des travailleurs face à leur employeur. Il y a quelques minutes, nous discutons d'un dernier amendement à l'article 2, qui règle partiellement ce problème. S'il faut reconnaître que l'employeur est concerné par la création des travailleurs qu'il a rémunérés pour cela, il ne faut rien remettre en cause des prérogatives du droit d'auteur. C'est ce compromis qui sera soumis à notre vote dans le cadre de l'article 2, lequel prévoit également la possibilité de négociations collectives pour renforcer précisément le droit de défense de chaque personne face à de grandes entreprises de télédiffusion, de radiodiffusion, de production ou d'édition d'œuvres littéraires, artistiques ou musicales.

Un problème politique important subsiste au niveau de l'article 66, lequel met en jeu les Communautés. Celles-ci vont bénéficier globalement de 30 p.c. des rémunérations forfaitaires perçues sur les supports et les appareils d'enregistrement d'œuvres musicales. Il serait intéressant de lancer une discussion sur la façon de répartir ce produit entre les Communautés et, ultérieurement, un débat politique au sein de chaque Communauté pour déterminer à quelles impulsions de politique culturelle il convient d'affecter ces recettes supplémentaires. A mon sens, il ne faut pas fusionner les recettes de ce fonds avec le budget général d'une Communauté, car, ce faisant, on s'éloignerait de l'esprit du législateur qui veut réserver ces sommes à l'impulsion culturelle.

Je termine par un point de conception juridique générale, en insistant sur un élément qui n'a pas été relevé par mes collègues, mais auquel je suis sensible, à savoir le problème de l'accès à la justice et la manière dont on régle le système judiciaire lié aux obligations de la loi. Etablir une loi sans envisager la manière de régler juridiquement les problèmes qui peuvent se poser en cas de conflit n'est pas faire œuvre de législation.

En l'occurrence, je désire attirer l'attention sur un certain nombre d'éléments qui me semblent importants et qui sont des innovations par rapport au régime antérieur. Je pense particulièrement aux aspects suivants.

En premier lieu, les sociétés de droit d'auteur se voient reconnaître, par l'article 81, le droit d'ester en justice au nom des auteurs. Cette mesure est similaire à ce qui a été reconnu pour les associations de consommateurs ainsi que les associations représentatives des immigrés. Il est important de faciliter l'accès à la justice en cas de conflit, en permettant aux sociétés d'auteurs de représenter ces derniers.

En deuxième lieu, les agents assermentés faisant partie de ces sociétés peuvent prendre tous éléments de preuve valables en justice, au même titre que les officiers de police judiciaire. En d'autres termes, on dispose d'un meilleur personnel de contrôle de la nature des prestations, représentations ou communications qui font l'objet de droits d'auteurs, ce qui est important pour la mise en pratique de la loi.

Les articles 87 et suivants ont révisé les sanctions pour les rendre plus dissuasives, notamment vis-à-vis de la piraterie. Elles ont été alourdies aussi bien en termes financiers que de durée d'emprisonnement. La confiscation des objets est possible, de même que la saisie sur recettes de représentations illicites ou non autorisées. Plus important encore, l'article 94 permet de saisir en référé le président du tribunal de première instance pour agir en cessation d'actes privant les auteurs de l'exercice légitime de leur droit d'auteur ou à rémunération.

Enfin, pour des raisons pratiques, il est assez normal — et l'on se réfère ici au droit commun — de rendre les personnes morales responsables des actes de leurs préposés qui auraient pu mettre en cause la réalité et la légitimité de droits d'auteur moraux ou patrimoniaux.

Il est important d'attirer l'attention sur cette cohérence juridique qui montre jusqu'où on veut rendre praticable et efficace la loi concernant les droits d'auteur moraux et patrimoniaux.

Je souhaiterais, pour terminer, faire quelques suggestions, peut-être modestes, mais non dépourvues de sens. Comme vous le savez, cette proposition va être transmise à la Chambre. J'espère que les débats dans l'autre assemblée ne mettront pas en cause fondamentalement l'esprit de travail des partis qui ont participé aux travaux au niveau du Sénat. Cependant, je souhaiterais que la Chambre répertorie, à titre indicatif, l'ensemble des 12 ou 13 sociétés de perception et de gestion des droits d'auteur qui existent en Belgique, car toutes ces sociétés n'ont pas nécessairement les mêmes statuts, le même objet ou le même fonctionnement.

A cet égard, je vous signale qu'en France, la commission de la Culture a consacré dernièrement un rapport entier à l'analyse du fonctionnement de l'objet social et de la gestion patrimoniale assurée, dans ce pays, par 36 sociétés différentes de gestion des droits d'auteur.

Par ailleurs, il serait opportun de communiquer dès que possible, et comme je l'ai déjà demandé aux membres de la Chambre, les données statistiques relatives aux ventes actuelles de supports magnétiques d'appareils, tant pour l'enregistrement sonore que pour l'enregistrement graphique d'œuvres diverses. Comme vous le savez, un chapitre important est consacré aux copies privées d'œuvres sonores et un autre à la reprographie d'œuvres graphiques. Si ces données statistiques sont transmises à temps aux membres de la Chambre qui devront discuter de cette proposition, elles permettront de mieux situer l'enjeu économique des relations organisées par la proposition de loi qui nous est soumise aujourd'hui.

Pour soutenir l'efficacité de la loi, nous demandons que le ministre de tutelle ayant sous sa responsabilité le droit d'auteur — à l'heure actuelle, le ministre de la Justice — fasse diligence afin que les arrêtés royaux et les circulaires ministérielles utiles à l'application de la loi soient pris en temps voulu. En effet, le problème du respect des délais ayant été techniquement oublié, il me paraissait utile de compléter la loi dans ce sens.

Voilà les réflexions que mon groupe souhaitait émettre à propos de cette importante proposition de loi, fruit d'un long travail — je le souligne — auquel j'ai eu le plaisir d'être associé.

Par ailleurs, je voulais également attirer l'attention sur le lien entre cette proposition et le statut social et fiscal des artistes, qui est encore à venir, ainsi que sur les enjeux communautaires induits qui nous forceront à redéfinir plus clairement les impulsions de politique de diffusion culturelle, impulsions qui seront liées à la disposition de fonds supplémentaires prévus par la loi. *(Applaudissements.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Verreycken.

De heer Verreycken. — Mijnheer de Voorzitter, de al lange lijdensweg van het wetsvoorstel dat wij nu bespreken lijkt ten einde te lopen. Het had inderdaad nogal wat voeten in de aarde om de auteurs, de uitvoerders, de kunstenaars, kortom al degenen die cultureel creatief zijn, samen met de uitdenkers van computerprogramma's, een redelijke vergoeding te waarborgen. Misschien is creativiteit wel onbetaalbaar, maar het gaat niet op dat piraten wel veel geld verdienen aan andermans scheppende geest. Het was klaarblijkelijk de intentie van de indieners om kunstenaars te beschermen tegen piraterij.

Alleen reeds deze vaststelling zorgt ervoor dat dit wetsvoorstel het verdient om positief te worden behandeld. Het is nu maar te hopen dat dit wetsvoorstel niet zal worden onderworpen aan een pingpongspel tussen de Kamers. Mijn opmerkingen moeten dan ook in het licht van de voorkoming daarvan worden gezien. Het is inderdaad het beste om een onaanvechtbaar werkstuk aan de Kamer over te zenden.

Gezien de blijkbaar uitvoerige en grondige commissie-besprekingen die aan de openbare behandeling van dit wetsvoorstel voorafgingen, wil ik mij beperken tot randvragen ter verduidelijking van sommige visies en tegelijk ook tot opmerkingen bij de nieuwe heffing, die het Vlaams Blok trouwens in amendementen heeft verwoord.

Ik merk dat de computerprogramma's via de artikelen 13 tot 17 een lovenswaardige bescherming zullen genieten. De schrijvers, de uitdenkers van nieuwe computertoepassingen, zijn inderdaad ook « makers » in de volwaardigste betekenis van het woord. Het zal de leden van de commissie echter niet onbekend zijn dat net computerprogramma's, meer nog dan geluidswerken of audiovisuele werken, worden gekopieerd. Alle bezitters van spelcomputers, alle bezitters van PC's, gebruiken programma's waarvoor zij geen cent betaalden. Voor het maken van dergelijke kopieën volstaat het bezit van één zachte schijf, en één instructie aan de spelcomputer of aan de PC volstaat dan weer om probleemloos en correct te kopiëren.

Als in artikel 63 een vergoeding, een extra heffing wordt opgelegd voor dragers en toestellen, waarvan men veronderstelt dat zij zeker zullen worden gebruikt voor het vervaardigen van kopieën, dan rijst toch de vraag waarom informaticadragers en informatietoestellen worden uitgesloten.

Een eerste concrete vraag luidt: wordt geen bewuste ongelijkheid in het leven geroepen door de informaticadragers en toestellen niet te onderwerpen aan de nieuwe belasting?

Ik stel er prijs op heel duidelijk te zijn: wij vragen niet naar een nieuwe belasting op eender welke drager, noch naar een extra belasting op eender welk toestel. Het is namelijk onze overtuiging dat de 8 pct. er enkel toe zal leiden dat de recente BTW-aanpassing via een ander kanaal zal worden teruggevorderd. Wat de Staat geeft, neemt de Staat immers steeds dubbel terug. In de veronderstelling dat zulks niet de initiële bedoeling was van het wetsvoorstel, blijft toch de vaststelling dat deze « teruggrijping » van verloren BTW-inkomsten wel degelijk het gevolg zal zijn.

Zonder dus op enige wijze te pleiten voor een nieuwe heffing, vraag ik me enkel af of het creëren van twee soorten begunstigten voor creatieve bezigheden wel aanvaardbaar is en verenigbaar met het gelijkheidsbeginsel. Wie een culturele creatie, in de gangbare zin van het woord, aanbiedt, wordt vergoed vanuit beheersverenigingen via een nieuwe belasting op dragers en toestellen. Wie een informatica-creatie aanbiedt, moet die specifieke vergoeding derven.

Een tweede opmerking bij het reeds aangehaalde artikel 63, en aansluitend tegelijk bij artikel 64, betreft de voorziene vergoeding op dragers en apparaten. Waar in deze artikelen verwezen wordt naar de niet-belastbaarheid van dragers en apparaten indien deze, zoals bepaald in artikel 61, vijfde lid, enkel dienen voor eigen gebruik, blijkt nergens uit de redactie van de artikelen 63 en 64 welke dragers of welke toestellen worden belast, respectievelijk niet-belast.

De loutere vermelding « gebruikt kunnen worden voor het reproduceren van werken » laat de interpretatiemogelijkheid open dat ook het materiaal voor hobby-cineasten, die reproducties maken van familiebeeldjes, zal worden onderworpen aan de nieuwe heffing. Het is dus niet ondenkbaar dat ook de dragers en de toestellen belast zullen worden die uitsluitend gebruikt worden door de hobby-cineast. Ik denk aan de systemen VHS-C en 8 mm en aan de bijhorende toestellen. Ook de montagetafels — en we praten over een exploderende markt — worden niet uitgesloten.

Teneinde alle twijfel weg te nemen, lijkt het me dan ook aangewezen om nu vast te stellen dat dragers en apparaten, gebruikt voor hobby-beeldcamera's, worden vrijgesteld van deze 8 pct. heffing.

Ook hier heb ik een concrete vraag: worden dragers en apparaten, meestal gebruikt voor beeldcamera's, al dan niet onderworpen aan de 8 pct. heffing?

Indien op deze vraag het antwoord ja is, dan jagen wij de kopers van dergelijke systemen in een sneltreinvaart naar de buurlanden. Want de 8 pct. heffing zal — let op: niet kan, maar zal — doorgerekend worden aan de hobby-verbruiker, die dus 19,5 pct. BTW

zal betalen plus de 8 pct. Het zal hem zeer snel duidelijk worden dat in geen enkel buurland enige heffing werd ingevoerd op apparaten, terwijl de BTW-aanslagvoet bij onze burelen maximaal 13,5 pct. bedraagt. De grensoverschrijdende publiciteit via de beeldmedia zal zeer snel deze lokroep naar de buurlanden stimuleren. Ik hoop dus dat mijn vrees ongegrond is en dat de minister zal kunnen antwoorden dat de verwijzing in de artikelen 63 en 64 naar het vijfde lid van artikel 61 wel degelijk een heffing op hobby-apparaten uitsluit. Indien de minister mij niet kan geruststellen, stel ik voor om de onterechte handicap voor de eigen bedrijfswereeld, samen met de hopelijk niet bedoelde extra belasting voor hobby-cineasten, te schrappen uit de tekst. Wij dienen hiervoor een amendement in.

Bij het artikel 69 vraag ik me af wat de bedoeling is van de omschrijving « korte fragmenten ». Het lijkt me de intentie te zijn om het kopiëren van volledige werken, volledige boeken, brochures en dergelijke, niet langer toe te staan. Wordt echter door dit verbod niet expliciet te vermelden geen mogelijkheid geboden om straffeloos volledige partituren te kopiëren? Net in deze materie wordt immers meestal een volledig werk gekopieerd. Of wordt automatisch aangenomen dat partituren steeds worden gekopieerd voor eigen of voor intern gebruik? Deze laatste veronderstelling lijkt me niet correct te zijn. Partituren, die de geschreven neerslag zijn van kunstwerken, worden veelvuldig gekopieerd, ook voor uitvoeringen, en niet enkel voor eigen gebruik. Enige verduidelijking lijkt me hier toch aangewezen.

Ook in artikel 70 wordt opnieuw enkel uitgegaan van het begrip « korte fragmenten » terwijl bij dit artikel nog een andere bedenking hoort aangaande het aantal kopieën. Het is u ongetwijfeld bekend dat vele kantoren beschikken over een zogenaamde « bureel-offset ». Het betreft een kleine drukpers met alle mogelijkheden van haar grotere broers. Op een zeer eenvoudige wijze worden de drukplaten vervaardigd. Via een gewoon fotokopieerapparaat wordt een papieren drukplaat gemaakt, vertrekkend van eender welk kopieerbaar origineel. Het gebruik van dit algemeen gangbare procédé, laat toe om haast eindeloos afdrukken te maken. Daarbij rijst onmiddellijk de vraag of dan ook de bureeloffsetpersen, die net zoals de audiovisuele apparaten kunnen worden gebruikt voor het kopiëren van kunstwerken, niet moeten worden onderworpen aan de 8 pct.-norm? Die 8 pct.-norm zou beter uit het wetsvoorstel verdwijnen. Dat is dan ook de strekking van mijn amendement.

Ik vat ook deze argumentatie samen in concrete vragen.

Ten eerste, waarom wordt bij de bescherming van grafische vastleggingen enkel over korte fragmenten gesproken?

Ten tweede, wordt de reeds eerder aangehaalde ongelijkheid niet bestendigd door de bureeldrukpersen, de kopiedragers en de drukplaten, evenmin te onderwerpen aan de nieuwe belasting?

Ten derde, moet de mogelijkheid niet in de wet worden ingebouwd om, zonder afbreuk te doen aan het recht op vergoeding vanwege de auteurs, geen ongelijke behandeling toe te staan van de verschillende fabrikanten?

Ten vierde, ware het inderdaad niet beter de 8 pct.-norm uit te stellen, tot klaarheid is gerezen over de verschillende situaties?

Mijnheer de Voorzitter, de grootste vraagtekens plaatst het Vlaams Blok bij artikel 76, waarin een zogenaamde adviescommissie wordt opgericht. Ook uit het verslag blijkt trouwens dat zelfs de indiener onderstreept dat de samenstelling van deze commissie zeker bespreekbaar is. De samenstelling van deze adviescommissie uit onder meer vakbondsafgevaardigden lijkt mij onverantwoord. Deze vakbondsvinger in de pap is totaal overbodig en kan enkel de werking van de beheersvennootschappen in belangrijke mate hinderen.

De minister kan tegelijk zijn zuilinvloed aanwenden om, via politiek aangestelde commissieleden te bepalen aan welk soort cultuur hij de voorkeur geeft. Twee vakbondsafgevaardigden, afgevaardigden dus van politieke zuilen, kunnen immers de hele commissie opdragen om adviezen uit te brengen. Deze adviezen zullen de vennootschap die de rechten van de kunstenaars beheert, in elke gewenste richting kunnen sturen.

De ervaringen in de Vlaamse Raad, het hemelsbrede verschil in aanpak van culturele aangelegenheden tussen de vorige en de huidige minister, tonen aan dat de persoonlijke interessesfeer van de minister wel degelijk bepalend kan zijn voor een cultureel beleid. De parlementaire controle als stok achter de deur is in dat geval duidelijk onwerkzaam gebleken. Omwille van de vrees voor politieke beïnvloeding van een beheersvennootschap diende ik dan ook een amendement in dat ertoe strekt dit artikel 76 te schrappen. Een beheersvennootschap, die kunstenaars moet beoordelen heeft geen politiek geïnspireerde schoonmoeders nodig.

De controle op de werking van de beheersvennootschappen wordt trouwens verzekerd door een vertegenwoordiger van de minister, volgens artikel 84, waarbij opnieuw moet worden gewaakt voor de onafhankelijkheid van de beheersvennootschappen. In geen enkel geval mag de vertegenwoordiger van de minister de culturele werking beïnvloeden, noch sturen, noch de beheersgelden dirigeren. Zijn opdracht moet duidelijk en welomschreven beperkt blijven tot een toezichthoudende taak. Indien een vertegenwoordiger van de minister mocht ingrijpen in de verdelingsregels, teneinde sommige cultuuruitingen te bevoordelen, dan meen ik dat het een parlementaire opdracht is om vertegenwoordiger en minister onmiddellijk terug te fluiten.

Mijn laatste vraag tracht hierin duidelijkheid te krijgen, ten behoeve van de latere interpretatie-mogelijkheden: zal het Parlement de vertegenwoordiger van de minister bij de beheersvennootschappen kunnen controleren, en eventueel zelfs vervangen, indien deze blijkt geeft van politiek gekleurde bevoordeling van sommige kunstuitingen?

De grond van dit voorstel is hier al uitvoerig toegelicht zodat ik mij, zoals beloofd, kan beperken tot randopmerkingen. Ik wens alleen nog maar mijn aanvangsvaststelling te herhalen. Deze wet beantwoordt aan een noodzaak, en ik meen inderdaad dat het hoog tijd werd om auteurs te beschermen tegen misbruik van hun scheppingen. Het stemgedrag van het Vlaams Blok wil ik echter afhankelijk maken van de antwoorden op mijn verschillende concrete vragen. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Loones.

De heer Loones. — Mijnheer de Voorzitter, samen met de auteurswereld en de juridische wereld verheugt de Volksunie zich over dit voorstel van de heer Lallemand dat het auteursrecht ingrijpend wijzigt.

De punten die de commentatoren van de rechtswereld in dit voorstel het meest opvallen zijn de volgende:

— De beschermingsduur wordt op zeventig jaar *post mortem* gebracht;

— De morele rechten worden vollediger uitgewerkt;

— Het citaatrecht wordt uitgebreid tot alle werken, naast de letterkundige werken, dus ook de muzikale werken, de beeldende kunstwerken en de audiovisuele werken;

— Enkele grote principes voor een auteurscontractenrecht worden ingevoerd: de contracten moeten schriftelijk worden opgesteld, alle afgestane exploitatievormen moeten uitdrukkelijk worden vermeld met de specifieke vergoeding voor elke exploitatievorm, enzovoort;

— De software wordt opgenomen onder de door het auteursrecht beschermde werken;

— Het voorstel bevat belangrijke nieuwe hoofdstukken: de bescherming van de naburige rechten, een systeem van vergoeding voor de thuiskopie, de beheersverenigingen.

Hoewel wij het voorstel positief beoordelen, willen wij toch een aantal opmerkingen formuleren.

Oorspronkelijk was bepaald dat een gedeelte, zelfs tot de helft van de vergoeding voor de thuiskopies die inderdaad, zoals de heer Verreycken zegde, wordt geïnd via de fabrikanten van de dragers, niet zou worden gegeven aan de rechthebbende, maar zou worden overgedragen aan de Gemeenschappen voor storting in fondsen ter bevordering van de schepping en de verspreiding van kunstwerken en de opleiding van kunstenaars.

Deze overdracht werd bestempeld als een verkapte belasting en dat was ze eigenlijk ook. In een later stadium is dit punt dan weggevallen, maar het is nu via artikel 66, paragraaf 2, teruggekomen, zij het in een gewijzigde vorm. 30 pct. van die opbrengst wordt toch nog ingehouden, maar dat de Koning na advies van de Gemeenschapsexecutieven, de toewijzingsregeling zal bepalen». De Volksunie staat zeer aarzelend, zelfs afwijzend tegenover een dergelijk dubbelzinnig systeem dat eigenlijk aan de Koning de bevoegdheid geeft om de middelen vast te leggen die nodig zijn voor de uitoefening van gemeenschapsbevoegdheden. Dat is zeker niet de goede richting.

Hetzelfde voorbehoud maakt de Volksunie bij de regeling aangaande de beheersverenigingen. Die krijgen wel een zeer grote rol toebedeeld, maar worden ook onderworpen aan een zeer vergaand overheidstoezicht. De commentatoren spreken ter zake over een echt ingrijpen in het beheer van die verenigingen in plaats van het uitoefenen van toezicht. De minister moet niet alleen de voorafgaande vergunningen leveren, hij moet ook de statuten goedkeuren en eveneens, volgens mij het belangrijkste, de repartitiereglementen goedkeuren. Naast deze vergaande ministeriële controle wordt bovendien voor elke vereniging een adviescommissie in het leven geroepen met daarin de onvermijdelijke vertegenwoordigers van de vakbonden.

Men spreekt van een vergaande discretionaire macht in handen van de minister. Wij zijn eerder voorstander van een werkelijk toezicht in plaats van het op deze manier naar zich toetrekken van de bepaling en de regulering van de auteursrechten. Bij de algemene bespreking hebben wij daarover onze opmerkingen reeds geformuleerd, voornamelijk dan bij het deel over de repartitiereglementen.

Hier sluit ik mij gedeeltelijk aan bij de bezwaren van de heer Verreycken, die het gevaar echter alleen van de adviescommissies ziet komen, terwijl volgens mij de macht om de repartitiereglementen te omschrijven veel verder gaat en het hele cultuurbeleid diepgaand kan beïnvloeden.

De noodzakelijke goedkeuring door de minister van de repartitiereglementen houdt inderdaad in dat bepaalde kunstvormen die de overheid niet aanstaan, aan banden kunnen worden gelegd, wat tot onrechtstreekse censuur kan leiden. Bij de nieuwe algemene bespreking onder deze legislatuur is daarover discussie gevoerd. De heer Lallemand heeft toen onze bezwaren als totaal overdreven afgewimpeld. Wellicht heeft de indiener minder vergaande bedoelingen dan wij hier beschrijven, maar toch ware het goed dat de minister ons hier bij deze algemene bespreking een duidelijke geruststelling geeft dat het zeker niet de bedoeling is om die macht op een dergelijke manier te misbruiken.

Onlangs deze bezwaren heeft de Volksunie niet geargeld om haar steun aan dit wetsvoorstel te geven. Wij hebben dit reeds gedaan via de inzet van de heer Baert, tijdens de talrijke vergaderingen van de commissie onder de vorige legislatuur. Verder hebben wij dit zuiver parlementair initiatief mede ondertekend en wij hopen dan ook dat dit voorstel zo vlug mogelijk wet wordt, zelfs al behoudt het de aangehaalde gebreken. *(Applaus.)*

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord, à titre personnel, féliciter M. Lallemand, coauteur de la proposition de loi, et le rapporteur qui ont mis beaucoup de zèle et d'enthousiasme et consacré beaucoup de temps à faire de cette proposition de loi, qui a déjà maintenant près de quatre ans, un texte qui pourrait devenir rapidement projet et ensuite loi.

J'émets cependant une constatation qui s'adresse plus au président de la commission de la Justice qu'à l'auteur de la proposition de loi. Nous savons tous que, depuis pas mal d'années, le droit de suite sur les œuvres plastiques est inapplicable en Belgique, et ce essentiellement pour deux motifs.

Tout d'abord, il est sensiblement plus élevé que celui prélevé dans les quelques rares pays ayant ratifié les dispositions internationales sur le droit de suite: ce qui est une dissuasion pour attirer les ventes vers la Belgique.

Ensuite, le régime fiscal des ventes publiques est tel que personne n'a intérêt, à l'heure actuelle, à vendre des œuvres en vente publique en Belgique, étant donné que la TVA est perçue sur la valeur totale des objets et non, comme on le fait dans d'autres pays, sur le simple supplément marginal produit par la vente publique, éventuellement sur une base forfaitaire. Résultat: les produits de haute valeur artistique, historique ou culturelle sont vendus à Monaco, à Genève, ou encore à Paris, bien sûr, bref, dans des pays qui pratiquent un régime différent de celui que nous avons essayé d'appliquer.

Nous avons voulu avoir raison contre tout le monde. Or, tout le monde a eu raison contre nous en la matière! Par conséquent, les objets de haute valeur ne se vendent plus en Belgique.

Connaissant cette situation, j'avais essayé d'introduire une proposition de loi au début de la présente législature. Je m'étonne quelque peu qu'elle n'ait pas été jointe au débat et qu'on ne m'ait jamais demandé d'expliquer à la commission de la Justice les raisons qui m'avaient amené à déposer cette proposition. Peut-être le chapitre consacré aux arts plastiques aurait-il pu être modifié en fonction des réalités plutôt qu'en fonction de l'idée que l'on se fait d'un marché de l'art parfait? Je crains quelque peu, en tout cas en ce qui concerne cette partie spécifique du texte, que le texte qui sera voté par le Sénat ne soit pas plus réaliste que la loi actuellement en vigueur.

Mais je laisse de côté mon ambition d'auteur pour passer à un autre exercice, monsieur le Président. Je voudrais souligner que les termes employés dans la proposition ne reflètent pas la réalité. On y baptise généreusement le prélèvement de 8 p.c. de «droit forfaitaire», de «forfait». On dit qu'on va lui appliquer le Code de la TVA sans utiliser le terme TVA, tout cela de façon à baptiser carpe un lapin. Pour parler clairement, cette proposition crée purement et simplement une taxe à la consommation sur un certain nombre de produits. En effet, comment appeler une somme perçue par la même voie que le Code de la TVA, si ce n'est une taxe? Qu'est-ce que cette taxe prélevée sur le consommateur d'appareils audiovisuels, sur les bandes d'enregistrement, si ce n'est une taxe à la consommation?

J'en viens à poser deux questions. La Communauté européenne n'autorise pas la perception d'autres taxes à la consommation que la taxe à la valeur ajoutée et, sur un nombre restreint de produits, d'accises. La taxe dont question doit faire partie de l'une ou l'autre de ces rubriques. Or, l'auteur de la proposition de loi écarte du revers de la main l'assimilation à une taxe. Je me demande dès lors si l'on s'est assuré que les dispositions en matière de taxe à la consommation permettent d'instaurer cette troisième «taxe carpe» qui s'ajoute à la TVA et aux accises.

Par ailleurs, cette taxe fera de la Belgique un cas unique. Notre pays se différenciera ainsi du Luxembourg, des Pays-Bas, de la France et de l'Allemagne. Comptez-vous, dès lors, monsieur le ministre des Affaires économiques, installer des gabelous aux frontières pour veiller à ce que les professionnels, les commerçants et les particuliers qui importeraient des bandes d'enregistrement d'Allemagne ou des appareils enregistreurs de Rotterdam acquittent bien le droit de 8 p.c. dont ils sont redevables aux instances créées par la proposition de loi?

Cette loi, peut-être parfaite sur le plan juridique, risque de se révéler, par l'insertion de cette disposition, aussi peu applicable — certains droits de suite sont encore payés, j'en conviens — que les textes actuellement en vigueur. Son application serait même dangereuse. En effet, si quelques types de taxes à la consommation peuvent être perçues en vertu du droit européen, les autorités autorisées à percevoir des taxes sont également en nombre limité, même s'il est en Belgique fort élevé. Il s'agit de l'Etat national, des Régions, des provinces, de l'Agglomération bruxelloise, des communes et bientôt, vraisemblablement, des Communautés. Le gouvernement belge souhaite ajouter une septième source de taxation, à savoir la Commission européenne. Cette proposition ajouterait une huitième base de taxation et un nouveau percepteur qui n'existerait que dans notre pays. Cela me paraît tout à fait singulier.

Je m'étonne, monsieur le président de la commission de la Justice, que l'avis de la commission des Finances n'ait pas été sollicité. Celle-ci aurait été de bon conseil et le pas de clerc que représente cette perception aurait vraisemblablement pu être évité.

Je souhaite également m'adresser au ministre des Affaires économiques afin qu'une vérification en bonne et due forme soit menée quant à la compatibilité de cette taxe avec les dispositions qui nous régissent en matière d'impôt à la consommation. Cette consultation devrait avoir lieu avant que le projet soit examiné par la Chambre des représentants qui pourra éventuellement constater, sur la base d'un avis autorisé, l'absence de contradictions entre cette disposition et celles du Traité de Rome.

Je vous prie de m'excuser d'intervenir de façon aussi nette et directe, mais je crains que nous ayons commis un certain nombre d'erreurs que je souhaite voir rectifier avant que le texte ne soit déposé à la Chambre. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close, et nous passons à l'examen des articles.

Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen.

Je signale que plusieurs amendements, signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles de la proposition de loi en discussion.

Bij verschillende artikelen van het voorstel van wet dat wij thans bespreken, zijn amendementen ingediend die door minder dan drie leden zijn ondertekend.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés?

Worden deze amendementen gesteund? (*Talrijke leden staan op.*)

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

Aangezien deze amendementen reglementair worden gesteund, maken ze deel uit van de bespreking.

L'article premier est ainsi rédigé:

Chapitre 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, on entend par:

1. « Œuvres »: toutes les créations originales, notamment du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression graphique, audiovisuelle ou autres, telles que: les livres, brochures et autres écrits, les conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature, les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales; les œuvres chorégraphiques et les pantomimes; les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres cinématographiques, auxquelles sont assimilées les œuvres exprimées par un procédé analogue à la cinématographie; les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographie; les œuvres photographiques, auxquelles sont assimilées les œuvres exprimées par un procédé analogue à la photographie; les œuvres des arts appliqués; les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

2. « Œuvre audiovisuelle »: œuvre cinématographique ou œuvre exprimée par un procédé analogue à celui de la cinématographie qui utilise l'image, ou la combinaison du son et de l'image, à l'exclusion de toute reproduction de cette œuvre.

3. « Vidéogramme »: toute fixation audiovisuelle sur cassettes, disques ou autres supports matériels.

4. « Phonogramme »: toute fixation exclusivement sonore des sons provenant d'une exécution ou d'autres sons.

5. « Fixation »: l'incorporation de caractères, de codes, de sons, d'images ou de leur combinaison dans un support matériel permettant leur perception, reproduction ou communication d'une manière quelconque.

6. « Exemplaire »: tout objet matériel incorporant l'empreinte d'une œuvre.

7. « Publication »: l'acte par lequel l'œuvre est rendue accessible au public.

8. « Reproduction »: la réalisation d'un exemplaire ou de plusieurs exemplaires d'une fixation ou d'une partie substantielle de cette fixation.

9. « Copie »: un support contenant des caractères, des codes, des sons, des images ou leur combinaison repris directement ou indirectement d'une fixation.

10. « Distribution au public »: tout acte dont l'objet est d'offrir au public un ou plusieurs exemplaires ou copies d'une œuvre, notamment par la vente, le prêt ou la location.

11. « Communication au public »: tout acte qui a pour objet d'offrir au public une œuvre sous une forme immatérielle, notamment par la représentation, l'exécution ou l'exposition.

12. « Radiodiffusion »: la radiocommunication de sons, d'images ou de leur combinaison aux fins de réception par le public.

13. « Distribution par câble d'une émission de radiodiffusion »: la diffusion par un distributeur, dans son réseau de radio-distribution ou de télédistribution, d'un programme ou d'un élément de programme radiodiffusé.

14. « Producteur d'œuvre audiovisuelle »: la personne physique ou morale qui assume le financement et la responsabilité de l'entreprise qui a pour objet la réalisation de l'œuvre audiovisuelle quel qu'en soit le support, et son exploitation.

15. « Réalisateur d'œuvre audiovisuelle »: la personne physique qui assume la direction de la création et de la réalisation de l'œuvre audiovisuelle.

16. « Producteur de phonogramme »: la personne physique ou morale qui assume le financement et la responsabilité de l'entreprise qui a pour objet la réalisation de la première fixation de sons (bande mère), qu'il s'agisse ou non d'une œuvre au sens du point 1 du présent article.

17. « Producteur de vidéogramme »: la personne physique ou morale qui assume le financement et la responsabilité de l'entreprise qui a pour objet la réalisation de la première fixation d'une séquence ou de plusieurs séquences d'images sonorisées ou non, qu'il s'agisse ou non d'une œuvre au sens du point 1 du présent article.

18. « Artiste-interprète ou exécutant »: toute personne physique qui communique au public, par tous les moyens, une œuvre au sens de l'article 1^{er}, 1. N'est toutefois pas considéré comme artiste-interprète ou exécutant l'artiste de complément, reconnu comme tel par les usages professionnels.

Hoofdstuk 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1. « Werken »: alle oorspronkelijke scheppingen, onder meer op het gebied van letterkunde, wetenschap en kunst, welke ook de wijze of de vorm van uitdrukking zijn — grafisch, audiovisueel of anderszins — zoals boeken, brochures en andere geschriften; lezingen, toespraken, preken en soortgelijke werken; toneelwerken en werken voor het muziektheater; choreografische werken en werken voor het mimetheater; muziekwerken met of zonder woorden; cinematografische werken en werken die tot uitdrukking zijn gebracht via een aan de cinematografie verwant procédé; werken van teken-, schilder-, bouw-, beeldhouw-, graveer- en lithografeerkunst; fotografische werken en werken die tot uitdrukking zijn gebracht via een aan de fotografie verwant procédé; werken van toegepaste kunst; illustraties en aardrijkskundige kaarten; tekeningen, schetsen en plastische werken met betrekking tot de aardrijkskunde, de topografie, de bouwkunde of de wetenschappen.

2. « Audiovisueel werk »: cinematografisch werk of werk tot uitdrukking gebracht via een aan de cinematografie verwant procédé, dat gebruik maakt van beelden, of van de combinatie van beelden en geluiden, met uitsluiting van elke reproductie van dat werk.

3. « Videogram »: elke audiovisuele vastlegging op cassette, plaat of andere materiële drager.

4. « Fonogram » : elke uitsluitend voor het gehoor bestemde vastlegging van geluiden van een uitvoering of van andere geluiden.

5. « Vastlegging » : de opname van tekens, codes, geluiden, beelden, of een combinatie daarvan, op een materiële drager die de waarneming, reproductie of mededeling daarvan op welke wijze dan ook mogelijk maakt.

6. « Exemplaar » : elk materieel voorwerp dat de afdruk van een werk bevat.

7. « Openbaarmaking » : de handeling waardoor het werk voor het publiek toegankelijk wordt gemaakt.

8. « Reproductie » : het maken van een of meer exemplaren van een vastlegging of van een wezenlijk gedeelte van die vastlegging.

9. « Kopie » : een drager die tekens, codes, geluiden, beelden, of een combinatie daarvan bevat, die al dan niet rechtstreeks zijn overgenomen van een vastlegging.

10. « Verspreiding onder het publiek » : elke handeling waarbij een of meer exemplaren of kopieën van een werk aan het publiek worden aangeboden, inzonderheid door verkoop, uitlening of verhuring.

11. « Mededeling/overbrenging aan het publiek » : elke handeling waarbij aan het publiek een werk in een immateriële vorm wordt aangeboden, inzonderheid via een opvoering, uitvoering of tentoonstelling.

12. « Uitzending » : de overbrenging via de ether van geluiden, beelden of een combinatie daarvan voor ontvangst door het publiek.

13. « Kabeldistributie van een uitzending » : de verspreiding via een kabelnet voor radio of televisie van een uitgezonden programma of een deel daarvan.

14. « Producent van audiovisuele werken » : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die de financiële en andere verantwoordelijkheid draagt voor de onderneming die een audiovisueel werk, ongeacht de drager, tot stand brengt en exploiteert.

15. « Regisseur van audiovisuele werken » : de natuurlijke persoon onder wiens leiding een audiovisueel werk wordt gecreëerd en tot stand gebracht.

16. « Producent van fonogrammen » : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die de financiële en andere verantwoordelijkheid draagt voor de onderneming die de eerste vastlegging van geluiden (moederband) vervaardigt, ongeacht of het al dan niet gaat om een werk in de zin van punt 1 van dit artikel.

17. « Producent van videogrammen » : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die de financiële en andere verantwoordelijkheid draagt voor de onderneming die de eerste vastlegging van een of meer al dan niet van geluid voorziene beeldsequenties vervaardigt, ongeacht of het al dan niet gaat om een werk in de zin van punt 1 van dit artikel.

18. « Uitvoerende kunstenaar » : iedere natuurlijke persoon die een werk in de zin van artikel 1, 1, op enigerlei wijze meedeelt aan het publiek. Een aanvullende kunstenaar die volgens de beroepsgebruiken als dusdanig is erkend, wordt echter niet als uitvoerende kunstenaar beschouwd.

M. Lallemand propose l'amendement que voici :

« A cet article, compléter le point 11 par les mots suivants :

« ..., ou encore par radiodiffusion, distribution par câble, etc. »

« Punt 11 van dit artikel aan te vullen met de woorden :

« ..., of nog via een uitzending, via de kabel, enz. »

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, cet amendement vise à compléter l'énumération de l'article 1^{er}. Nous avons pris la précaution de définir un ensemble de notions utilisées dans la proposition et notamment « la communication au public », ceci afin d'éviter les malentendus ou des incompréhensions éventuelles.

Nous avons ajouté aux termes qui caractérisent la communication au public les mots « ou encore par radiodiffusion, distribution par câble, etc. ». Notre amendement entend viser, parmi les exemples de communication au public, les moyens modernes de communication qui n'étaient pas prévus dans une définition qui se référerait aux pratiques traditionnelles.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 1^{er} sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 1 worden aangehouden.

L'article 2 est ainsi rédigé :

Chapitre II. — Du droit d'auteur

Section 1^{re}. — Du droit d'auteur en général

Art. 2. L'auteur d'une œuvre a seul le droit de la fixer, de la reproduire, de la publier, de la distribuer, de la communiquer au public, de l'adapter, de la traduire, sous quelques formes et modalités que ce soit.

L'auteur a seul le droit de divulguer l'œuvre, d'en revendiquer ou d'en refuser la paternité. Il dispose également du droit au respect de son œuvre ainsi que du droit au repentir.

L'existence d'un contrat de louage d'ouvrage ou d'un contrat de travail n'affecte pas la titularité du droit d'auteur.

Toutefois, dans le cas d'une œuvre créée par un auteur dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'un statut réglementaire, les droits patrimoniaux sur cette œuvre peuvent être transférés à l'employeur pour autant que le transfert des droits soit expressément consacré par le contrat ou le statut et que l'activité rentre dans le champ du contrat ou du statut et implique une production régulière et successive d'œuvres.

Les accords collectifs peuvent déterminer le champ d'application de la présente disposition.

Les droits moraux sont inaliénables de même que les droits patrimoniaux visés aux articles 63, 69 et 70 de la loi.

Hoofdstuk II. — Auteursrecht

Afdeling 1. — Auteursrecht in het algemeen

Art. 2. Alleen de maker van een werk heeft het recht om het vast te leggen, te reproduceren, openbaar te maken, te verspreiden, aan het publiek mede te delen, te bewerken, te vertalen op welke wijze of in welke vorm ook.

Alleen de maker heeft het recht te beslissen om het werk bekend te maken en het vaderschap ervan op te eisen of te weigeren. Hij heeft eveneens het recht op eerbied voor zijn werk en het berouwrecht.

Het recht van de maker wordt niet aangetast door een reeds bestaande overeenkomst voor de huur van werk of arbeidsovereenkomst.

Wordt een werk evenwel door de maker tot stand gebracht in het raam van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd of van een reglementair statuut, dan kunnen de vermogensrechten met betrekking tot dat werk overgedragen worden aan de werkgever, voor zover de overeenkomst of het statuut uitdrukkelijk voorziet in de overdracht van de rechten en de werkzaamheden binnen het bereik van het contract of het statuut vallen en bestaan in de regelmatige en opeenvolgende vervaardiging van werken.

Het toepassingsgebied van deze bepaling kan bij collectieve overeenkomst worden vastgelegd.

De morele rechten zijn onvervreemdbaar, evenals de vermogensrechten bedoeld in de artikelen 63, 69 en 70 van de wet.

M. Lallemand et consorts proposent l'amendement que voici :

« A cet article, remplacer les quatrième et cinquième alinéas par les dispositions suivantes :

« Toutefois, dans le cas d'une œuvre créée par un auteur dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'un statut réglementaire, les droits patrimoniaux sur cette œuvre peuvent être transférés à l'employeur pour autant que le transfert des droits soit expressément autorisé par une convention distincte du contrat ou du statut et que l'activité rentre dans le champ du contrat ou du statut et implique une production régulière et successive d'œuvres.

Les accords collectifs peuvent déterminer l'étendue et les modalités du transfert.»

« Het vierde en vijfde lid van dit artikel te vervangen als volgt :

« Wordt een werk evenwel door de maker tot stand gebracht in het raam van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd of van een reglementair statuut, dan kunnen de vermogensrechten met betrekking tot dat werk overgedragen worden aan de werkgever, voor zover de overdracht van de rechten uitdrukkelijk wordt toegestaan in een afzonderlijk contract, los van de arbeidsovereenkomst of het statuut, en voor zover de werkzaamheden binnen het bereik van de arbeidsovereenkomst of het statuut vallen en bestaan in de regelmatige en opeenvolgende vervaardiging van werken.

De strekking van die overdracht en de wijze waarop ze plaats heeft, kunnen bij collectieve overeenkomst bepaald worden. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 2 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 2 worden aangehouden.

Art. 3. Ce droit se prolonge pendant septante ans après le décès de l'auteur, au profit de la personne qu'il a désignée à cet effet ou, à défaut, de ses héritiers conformément à l'article 12.

Art. 3. Na het overlijden van de maker blijft dat recht gedurende zeventig jaar bestaan ten voordele van de persoon die hij daartoe heeft aangewezen of, indien dat niet is gebeurd, ten voordele van zijn erfgenamen, overeenkomstig artikel 12.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Le droit d'auteur est mobilier, cessible et transmissible, en tout ou en partie, conformément aux règles du Code civil. Sous peine de nullité, tous les contrats relatifs à l'exercice de ce droit doivent être établis par écrit. Les dispositions contractuelles relatives aux droits d'auteur et à leurs modes d'exploitation sont de stricte interprétation. Pour chaque mode d'exploitation, la rémunération de l'auteur, l'étendue et la durée de la cession doivent être déterminées séparément.

La cession des droits d'auteur relative à des œuvres futures n'est valable que pour un temps limité et pour autant que les genres des œuvres sur lesquelles porte la cession soient déterminés.

Le cessionnaire est tenu d'assurer l'exploitation de l'œuvre conformément aux usages de la profession.

Nonobstant toute disposition contraire, la cession des droits concernant des modes d'exploitation encore inconnus est nulle.

La cession du droit d'auteur consacré aux articles 63, 69 et 70 est nulle.

Art. 4. Het auteursrecht is een roerend recht dat overgaat bij erfopvolging en vatbaar is voor gehele of gedeeltelijke overdracht, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek. Op straffe van nietigheid moeten alle contracten met betrekking tot de uitoefening van dat recht schriftelijk zijn. De contractuele bedingen met betrekking tot de rechten van de maker en de exploitatiewijze ervan moeten restrictief worden geïnterpreteerd. Voor elke exploitatiewijze moeten de vergoeding voor de maker, de reikwijdte en de duur van de overdracht afzonderlijk worden bepaald.

De overdracht van de auteursrechten betreffende toekomstige werken geldt slechts voor een beperkte tijd en voor zover het genre van de werken waarop de overdracht betrekking heeft, bepaald is.

De verkrijger van het recht moet het werk overeenkomstig de beroepsgebruiken exploiteren.

De overdracht van de rechten betreffende nog onbekende exploitatiewijzen is nietig, niettegenstaande enige daarmee strijdige bepaling.

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session extraordinaire 1991-1992
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Buitengewone zitting 1991-1992

De overdracht van de in de artikelen 63, 69 en 70 bedoelde rechten is nietig.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Les propriétaires d'un ouvrage posthume jouissent du droit d'auteur pendant septante ans à partir du jour où il est publié ou fait l'objet d'un acte quelconque d'exploitation.

Art. 5. De eigenaars van een postuum werk genieten het auteursrecht gedurende zeventig jaar te rekenen van de dag waarop het werk wordt openbaar gemaakt of op enige andere wijze wordt geëxploiteerd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Lorsque l'œuvre est le produit d'une collaboration, le droit d'auteur existe au profit de tous les ayants droit jusque septante ans après la mort du dernier coauteur survivant.

Art. 6. Wanneer een werk door twee of meer personen samen is gemaakt, genieten al hun rechtverkrijgenden het auteursrecht tot zeventig jaar na de dood van de langstlevende der makers.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Lorsque le droit d'auteur est indivis, l'exercice de ce droit est réglé par les conventions. A défaut de conventions, aucun des copropriétaires ne peut l'exercer isolément, sauf aux tribunaux à se prononcer en cas de désaccord.

Toutefois, chacun des propriétaires reste libre de poursuivre, en son nom et sans l'intervention des autres, l'atteinte qui serait portée au droit d'auteur et de réclamer des dommages et intérêts pour sa part.

Les tribunaux pourront toujours subordonner l'autorisation de publier l'œuvre aux mesures qu'ils jugeront utiles de prescrire; ils pourront décider à la demande du copropriétaire opposant, que celui-ci ne participera ni aux frais, ni aux bénéfices de l'exploitation ou que son nom ne figurera pas sur l'œuvre.

Art. 7. Wanneer het auteursrecht onverdeeld is, wordt de uitoefening ervan bij overeenkomst geregeld. Bij gebreke van een overeenkomst mag geen van de medeëigenaars het recht afzonderlijk uitoefenen, behoudens rechterlijke beslissing in geval van onenigheid.

Iedere medeëigenaar blijft echter vrij om, in zijn naam en zonder tussenkomst van de andere eigenaars, wegens inbreuk op het auteursrecht een rechtsvordering in te stellen en voor zijn deel schadevergoeding te eisen.

De rechter kan te allen tijde de machtiging tot openbaarmaking van het werk afhankelijk stellen van de maatregelen die hij nuttig acht; hij kan, op verzoek van de medeëigenaar die zich tegen de openbaarmaking verzet, beslissen dat deze niet zal delen in de kosten en baten van de exploitatie of dat zijn naam niet op het werk zal voorkomen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. L'éditeur d'un ouvrage anonyme ou pseudonyme est réputé, à l'égard des tiers, en être l'auteur.

La durée du droit d'auteur est alors de septante ans, à compter du jour où l'œuvre est publiée ou fait l'objet d'un acte quelconque d'exploitation.

Dès que l'auteur se fait connaître, il reprend l'exercice de son droit. La durée du droit d'auteur est alors déterminée conformément à l'article 3.

Art. 8. Wanneer op een werk de maker niet of niet met zijn ware naam is vermeld, wordt de uitgever tegenover derden geacht de maker te zijn.

In dat geval blijft het auteursrecht bestaan gedurende zeventig jaar te rekenen van de dag waarop het werk wordt openbaar gemaakt of op enige andere wijze wordt geëxploiteerd.

Zodra de maker zich bekend maakt, oefent hij zelf zijn recht uit. In dat geval wordt de duur van het auteursrecht bepaald overeenkomstig artikel 3.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Les œuvres non divulguées sont insaisissables.

Art. 9. Niet bekend gemaakte werken zijn niet vatbaar voor beslag.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. L'auteur jouit du droit au respect de son nom et de son œuvre.

Même après la cession du droit d'auteur, l'auteur a le droit de s'opposer aux actes énoncés à l'article 2, alinéa premier, sans son nom ou sous un autre nom que le sien ainsi qu'à toute déformation, altération ou autre atteinte à l'œuvre.

Art. 10. De maker heeft recht op eerbied voor zijn naam en zijn werk.

Zelfs na de overdracht van het auteursrecht heeft de maker het recht zich te verzetten tegen de in artikel 2, eerste lid, bedoelde handelingen die geschieden zonder vermelding van zijn naam of onder een andere naam dan de zijne, evenals tegen elke misvorming, verminking of andere aantasting van zijn werk.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. Nonobstant la cession des droits, et même postérieurement à la publication de l'œuvre, l'auteur jouit d'un droit de repentir vis-à-vis du cessionnaire. Il ne peut toutefois exercer ce droit qu'à charge d'indemniser préalablement le cessionnaire du préjudice que ce repentir peut lui causer.

Toutefois, ce droit ne porte pas sur la propriété de l'objet matériel sur lequel porte le droit d'auteur, s'il a été aliéné sans réserve.

Lorsque, postérieurement à l'exercice du droit de repentir, l'auteur décide de publier à nouveau son œuvre, il est tenu d'offrir par priorité son droit d'auteur au cessionnaire originaire à des conditions équitables.

Art. 11. Ondanks de overdracht van de rechten en zelfs na de openbaarmaking van het werk heeft de maker een berouwrecht ten aanzien van de verkrijger. Hij kan dat recht evenwel alleen uitoefenen indien hij de verkrijger vooraf heeft vergoed voor de schade die hem daardoor wordt berokkend.

Dat recht betreft echter niet de eigendom van het materiële voorwerp waarop het auteursrecht van toepassing is, indien het zonder voorbehoud werd vervreemd.

Beslist de maker, na uitoefening van het berouwrecht, zijn werk opnieuw openbaar te maken, dan moet hij zijn auteursrecht bij voorrang aan de oorspronkelijke verkrijger aanbieden tegen billijke voorwaarden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 12. Après le décès de l'auteur, les droits déterminés aux articles 2, alinéas premier et second, et 8, troisième alinéa, sont exercés, pendant la durée de protection du droit d'auteur, par la personne qu'il a désignée à cet effet ou, à défaut, par ses héritiers.

En cas de désaccord, il est procédé comme prévu à l'article 7.

Le droit prévu à l'article 11 prend fin au décès de l'auteur.

Art. 12. Na het overlijden van de maker worden de rechten bedoeld in artikel 2, eerste en tweede lid, en in artikel 8, derde lid, tijdens de duur van de bescherming van het auteursrecht, uitgeoefend door de persoon die de maker daartoe heeft aangewezen of, indien dat niet is gebeurd, door zijn erfgenamen.

Bij onenigheid geldt de regeling van artikel 7.

Het recht waarin artikel 11 voorziet, vervalt bij het overlijden van de maker.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 2. — Du droit d'auteur sur les œuvres littéraires

Art. 13. Par œuvres littéraires, on entend les écrits de tout genre, ainsi que les leçons, conférences, discours, sermons ou toute autre manifestation orale de la pensée.

Sont assimilés aux œuvres littéraires les programmes d'ordinateur.

Toutes les dispositions applicables aux œuvres littéraires, y compris la Convention de Berne du 9 septembre 1886 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, leur sont également applicables.

Un programme d'ordinateur est protégé s'il constitue une création intellectuelle propre à l'auteur.

La protection s'étend également au matériel de conception préparatoire ainsi qu'à toute forme d'expression.

Toutefois, les discours prononcés dans les assemblées délibérantes, dans les audiences publiques des cours et tribunaux ainsi que dans celles des juridictions administratives, ou dans les réunions politiques, peuvent être librement reproduits et communiqués au public, mais à l'auteur seul appartient le droit de les tirer à part.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 16, l'auteur ne peut interdire la location ou le prêt des œuvres littéraires à des fins non commerciales, lorsque cette location ou ce prêt sont organisés dans un but éducatif et culturel, par des institutions reconnues officiellement à cette fin par les pouvoirs publics.

L'auteur a droit à une rémunération.

Après consultation des institutions et des sociétés de gestion des droits, le Roi détermine le montant de la rémunération. Celle-ci est perçue par les sociétés de gestion.

Selon les conditions et les modalités qu'il fixe, le Roi peut charger une association ou une société représentatives de l'ensemble des sociétés de gestion des droits d'assurer la perception et la répartition de la rémunération.

Sous réserve des conventions internationales, la rémunération est répartie par les sociétés de gestion des droits entre les auteurs des œuvres éditées pour la première fois en Belgique.

Afdeling 2. — Auteursrecht op werken van letterkunde

Art. 13. Onder werken van letterkunde wordt verstaan de geschriften van welke aard ook, alsmede lessen, voordrachten, redevoeringen, preken of andere mondelinge uitingen van de gedachte.

Computerprogramma's worden gelijkgesteld met werken van letterkunde.

Alle bepalingen die gelden voor werken van letterkunde, met inbegrip van de Conventie van Bern van 9 september 1886 voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst, zijn ook op computerprogramma's van toepassing.

Een computerprogramma geniet bescherming indien het een eigen schepping van de maker is.

Het voorbereidende ontwerp-materiaal en de uitdrukkingwijze, in welke vorm dan ook, genieten eveneens bescherming.

Redevoeringen uitgesproken in vergaderingen van vertegenwoordigende lichamen, in openbare terechtzittingen van hoven en rechtbanken alsook van administratieve rechtscolleges of in politieke bijeenkomsten mogen evenwel vrijelijk worden gereproduceerd en aan het publiek medegedeeld; alleen de maker heeft echter het recht om ze afzonderlijk uit te geven.

Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 16, kan de maker de verhuring of de uitlening, voor niet-commerciële doeleinden, van werken van letterkunde niet verbieden, wanneer die verhuring of die uitlening geschiedt met een educatief en cultureel doel door instellingen die daartoe officieel zijn erkend door de overheid.

De maker heeft recht op een vergoeding.

Na raadpleging van de instellingen en van de vennootschappen voor het beheer van de rechten bepaalt de Koning het bedrag van de vergoeding. Dat bedrag wordt geïnd door de beheersvennootschappen.

De Koning kan, overeenkomstig de voorwaarden en de nadere regels die Hij stelt, een vereniging of vennootschap waarin alle vennootschappen voor het beheer van de rechten vertegenwoordigd zijn, belasten met de inning en de verdeling van de vergoeding.

Onverminderd het bepaalde in internationale overeenkomsten wordt de vergoeding door de vennootschappen voor het beheer van de rechten verdeeld onder de makers van de werken die voor het eerst in België zijn uitgegeven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 14. Les actes officiels de l'autorité ne donnent pas lieu au droit d'auteur.

Toutes autres publications faites par l'Etat ou les administrations publiques donnent lieu au droit d'auteur, soit au profit de l'Etat ou de ces administrations pendant une durée de cinquante ans, à partir de leur date, soit au profit de l'auteur, s'il ne l'a pas aliéné en faveur de l'Etat ou de ces administrations.

Un arrêté royal déterminera la manière dont sera constatée la date de publication.

Art. 14. Er bestaat geen auteursrecht op officiële akten van de overheid.

Op alle andere uitgaven van de Staat of van de openbare besturen bestaat wel auteursrecht, hetzij ten voordele van de Staat of van die besturen gedurende vijftig jaar te rekenen van hun dagtekening, hetzij ten voordele van de maker, indien hij zijn recht niet heeft afgestaan aan de Staat of aan die besturen.

Een koninklijk besluit bepaalt hoe de dagtekening van die uitgaven wordt vastgesteld.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 15. Par dérogation à l'article 2, troisième et quatrième alinéas, et sauf stipulation contraire, l'employeur est seul habilité à exercer l'ensemble des droits patrimoniaux relatifs aux programmes d'ordinateur créés par un ou plusieurs employés dans l'exercice de leurs fonctions ou d'après ses instructions.

Art. 15. In afwijking van artikel 2, derde en vierde lid, en behoudens andersluidend beding is alleen de werkgever bevoegd de vermogensrechten met betrekking tot de computerprogramma's, gemaakt door een of meer werknemers bij de uitoefening van hun taken of in opdracht van hun werkgever, uit te oefenen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 16. § 1^{er}. Sous réserve des dispositions reprises aux paragraphes suivants, et sans préjudice de l'article 2, l'auteur d'un programme d'ordinateur a le droit exclusif d'en faire ou d'en autoriser la reproduction permanente ou provisoire en tout ou en partie, par quelque moyen que ce soit.

La première vente d'une copie d'un programme d'ordinateur dans la Communauté européenne par le titulaire du droit ou avec son consentement épuise le droit de distribution de cette copie dans la Communauté à l'exception du droit de contrôler les locations ultérieures du programme d'ordinateur ou d'une copie de celui-ci.

§ 2. En l'absence de dispositions contractuelles particulières, ne sont pas soumis à l'accord du titulaire du droit d'auteur ou de ses ayants droit, la traduction, l'adaptation, l'arrangement ou toute autre transformation du programme d'ordinateur ainsi que la reproduction permanente ou provisoire, en tout ou en partie, par quelque moyen que ce soit, de celui-ci, lorsque ces actes sont nécessaires pour permettre à l'acquéreur d'utiliser le programme d'ordinateur d'une manière conforme à sa destination, en ce compris la correction des erreurs.

§ 3. L'utilisateur autorisé du programme d'ordinateur ne peut s'en voir interdire la reproduction sous la forme d'une copie de sauvegarde pour autant que cette copie soit nécessaire à l'utilisation du programme.

§ 4. L'utilisateur autorisé d'une copie d'un programme d'ordinateur peut, sans autorisation du titulaire du droit, lorsqu'il effectue toute opération de chargement, d'affichage, de passage, de transmission ou de stockage du programme d'ordinateur qu'il est en droit d'effectuer, observer, étudier ou tester le fonctionnement de ce programme afin de déterminer les idées et les principes qui sont à la base des éléments de ce programme.

§ 5. L'autorisation du titulaire des droits n'est pas requise lorsque la reproduction du code ou la traduction de la forme de ce code est indispensable pour obtenir les informations nécessaires à l'interopérabilité d'un programme d'ordinateur créé de façon indépendante avec d'autres programmes, et pour autant que :

a) Les actes de reproduction et de traduction soient accomplis par le titulaire de la licence ou par une personne jouissant du droit d'utiliser une copie du programme, ou, pour leur compte, par une personne habilitée à cette fin;

b) Les informations nécessaires à l'interopérabilité ne leur aient pas déjà été facilement et rapidement accessibles;

c) La reproduction et la traduction soient limitées aux parties du programme d'origine nécessaires à cette interopérabilité.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne peuvent justifier que les informations obtenues en vertu de leur application :

a) Soient utilisées à d'autres fins que la réalisation de l'interopérabilité du programme créé de façon indépendante;

b) Soient communiquées à des tiers, sauf si ces communications s'avèrent nécessaires à l'interopérabilité du programme d'ordinateur créé de façon indépendante;

c) Soient utilisées pour la mise au point, la production ou la commercialisation d'un programme d'ordinateur dont l'expression est fondamentalement similaire, ou pour tout autre acte portant atteinte au droit d'auteur.

Le présent paragraphe ne peut recevoir d'application qui puisse causer un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du droit, ou porter atteinte à l'exploitation normale d'un programme d'ordinateur.

§ 6. Les dispositions des paragraphes 3 à 5 sont impératives. Il ne peut y être dérogé par des conventions particulières.

Art. 16. § 1. Onverminderd de bepalingen in de volgende paragrafen en onverminderd artikel 2, heeft alleen de maker van een computerprogramma het recht de permanente of tijdelijke reproductie, door enigerlei middel, voor een deel of het geheel van dat programma te maken of toe te staan.

De eerste verkoop van een kopie van een computerprogramma in de Europese Gemeenschap door de rechthebbende of met diens toestemming leidt tot verval van het recht om controle uit te oefenen op de distributie van die kopie in de Europese Gemeenschap, met uitzondering van het recht om controle uit te oefenen op het verder verhuren van het programma of een kopie daarvan.

§ 2. Tenzij bij overeenkomst uitdrukkelijk anders is bedongen, is geen toestemming van de auteursrechthebbende of van zijn rechtverkrijgenden vereist voor het vertalen, bewerken, arrangeren of anderszins veranderen van het computerprogramma, noch

voor de permanente of tijdelijke reproductie, door enigerlei middel, voor een deel of het geheel van dat programma, wanneer deze handelingen voor de verkrijger noodzakelijk zijn om het computerprogramma te kunnen gebruiken voor het beoogde doel, onder meer om fouten te verbeteren.

§ 3. De reproductie in de vorm van een reservekopie door de rechtmatige gebruiker van het computerprogramma mag niet worden verboden, indien die kopie noodzakelijk is om het programma te kunnen gebruiken.

§ 4. De rechtmatige gebruiker van een kopie van een programma is gemachtigd om, zonder toestemming van de rechthebbende, de werking van het programma te observeren, te bestuderen en uit te testen teneinde vast te stellen welke ideeën en beginselen aan elementen van het programma ten grondslag liggen, indien hij dit doet bij het rechtmatig laden of in beeld brengen, de uitvoering, transmissie of opslag van het programma.

§ 5. Er is geen toestemming van de rechthebbende vereist indien de reproductie van de code en de vertaling van de codevorm onmisbaar zijn om de informatie te verkrijgen die nodig is om de compatibiliteit van een onafhankelijk gecreëerd computerprogramma met andere programma's tot stand te brengen, op voorwaarde dat:

a) De reproductie en de vertaling worden verricht door de licentiehouder of door een ander die het recht heeft om een kopie van het programma te gebruiken, of voor hun rekening door een daartoe gemachtigde persoon;

b) De gegevens die nodig zijn om de compatibiliteit tot stand te brengen nog niet eerder snel en gemakkelijk beschikbaar zijn gesteld voor hen;

c) De reproductie en de vertaling beperkt blijven tot die onderdelen van het oorspronkelijke programma die voor het tot stand brengen van compatibiliteit noodzakelijk zijn.

Het bepaalde in het vorig lid biedt niet de mogelijkheid dat de op grond daarvan verkregen informatie:

a) Voor een ander doel dan het tot stand brengen van de compatibiliteit van het onafhankelijk gecreëerde programma wordt gebruikt;

b) Aan derden wordt meegedeeld, tenzij die mededeling noodzakelijk is met het oog op de compatibiliteit van het onafhankelijk gecreëerde programma;

c) Wordt gebruikt voor de ontwikkeling, productie of het in de handel brengen van een qua uitdrukkingwijze in grote lijnen gelijk programma, of voor andere handelingen waarmee inbreuk op het auteursrecht wordt gemaakt.

Deze paragraaf mag niet zodanig worden toegepast dat ongeachtvaardigd nadeel voor de rechtmatige belangen van de rechthebbende ontstaat of het normale gebruik van het computerprogramma belemmerd wordt.

§ 6. De bepalingen van de §§ 3 tot 5 zijn dwingende bepalingen. Er kan niet van worden afgeweken in bijzondere overeenkomsten.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 17. La protection est assurée pendant la durée de vie de l'auteur et pendant cinquante ans après son décès ou après le décès du dernier auteur survivant.

Si le programme d'ordinateur est une œuvre anonyme ou publiée sous un pseudonyme ou si une personne morale est considérée en être l'auteur, la durée de protection est de cinquante ans à compter de la date à laquelle le programme d'ordinateur est licitement rendu accessible au public pour la première fois.

La durée de protection est calculée à partir du premier janvier de l'année qui suit les événements précités.

Art. 17. De bescherming wordt verleend zolang de maker in leven is en tot vijftig jaar na zijn overlijden of na het overlijden van de langstlevende maker.

Indien het computerprogramma anoniem of onder een pseudoniem openbaar gemaakt is, of indien een rechtspersoon geacht wordt het programma gemaakt te hebben, duurt de bescherming vijftig jaar nadat het programma voor het eerst op geoorloofde wijze voor het publiek toegankelijk is gemaakt.

Deze termijn wordt geacht aan te vangen op 1 januari van het jaar dat volgt op bovengenoemde gebeurtenissen.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 3. — Du droit d'auteur sur les œuvres musicales

Art. 18. Lorsqu'il s'agit d'œuvres qui se composent de paroles ou de livrets et de musique, le compositeur et l'auteur ne pourront, sauf convention contraire, traiter de leur œuvre avec un collaborateur nouveau. Néanmoins, ils auront le droit d'exploiter isolément leur contribution.

Sans préjudice de l'article 54, l'auteur ne peut interdire la location ou le prêt, à des fins non commerciales, de la partition des œuvres musicales, lorsque cette location ou ce prêt sont organisés dans un but éducatif et culturel par des institutions reconnues officiellement à cette fin par les pouvoirs publics.

L'auteur a droit à une rémunération qui est fixée et répartie conformément aux alinéas 6 et 7 de l'article 13.

Afdeling 3. — Auteursrecht op muziekwerken

Art. 18. Wanneer het een werk betreft dat bestaat uit muziek en woorden of een libretto, mogen de componist of de schrijver omtrent hun bijdrage geen overeenkomst sluiten met een nieuwe medewerker, tenzij anders is overeengekomen. Niettemin heeft elk van hen het recht om zijn bijdrage afzonderlijk te exploiteren.

Onverminderd het bepaalde in artikel 54 kan de maker de verhuring of de uitlening, voor niet-commerciële doeleinden, van de partituur van muziekwerken niet verbieden, wanneer die verhuring of de uitlening geschiedt met een educatief en cultureel doel door instellingen die daartoe officieel zijn erkend door de overheid.

De maker heeft recht op een vergoeding; deze wordt bepaald en verdeeld overeenkomstig het zesde en het zevende lid van artikel 13.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 4. — Du droit d'auteur sur les œuvres plastiques

Art. 19. L'aliénation à titre gratuit ou onéreux d'un objet d'art n'entraîne pas la cession du droit de reproduction au profit de l'acquéreur.

L'auteur aura accès à son œuvre pour l'exercice du droit de reproduction, s'il s'en est expressément réservé le droit.

Afdeling 4. — Auteursrecht op werken van beeldende kunst

Art. 19. De vervreemding om niet of onder bezwarende titel van een kunstvoorwerp geeft de verkrijger niet het recht om het te reproduceren.

De maker heeft toegang tot zijn werk voor de uitoefening van het reproductierecht, indien hij zich dat recht uitdrukkelijk heeft voorbehouden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 20. Ni l'auteur, ni le propriétaire d'un portrait, ni tout autre possesseur ou détenteur d'un portrait n'a le droit de l'utiliser sans l'assentiment de la personne représentée ou celui de ses ayants droit pendant vingt ans à partir de son décès.

Art. 20. De maker of de eigenaar van een portret dan wel enige andere persoon die een portret bezit of voorhanden heeft, heeft niet het recht het te gebruiken zonder toestemming van de geportretteerde of, gedurende twintig jaar na diens overlijden, zonder toestemming van zijn rechtverkrijgenden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 21. Il est conféré aux auteurs un droit de suite inaliénable perçu sur le prix de vente hors TVA des œuvres d'art plastique, obtenu à la suite d'une mise aux enchères publiques.

L'œuvre prise en considération doit être la création originale de l'auteur ou les exemplaires considérés comme tels selon les usages de la profession.

Ce même droit appartient aux héritiers et aux ayants droit des auteurs conformément aux articles 3 et 12 de la présente loi.

Les auteurs étrangers ne bénéficieront du droit de suite que pour autant que les auteurs belges bénéficient de la réciprocité dans leur pays.

Art. 21. Aan de makers wordt een onvervreemdbaar volgrecht toegekend dat wordt geïnd op de verkoopprijs exclusief BTW van de werken van beeldende kunst die openbaar geveild worden.

Het desbetreffende werk moet een oorspronkelijke schepping zijn van de maker of een exemplaar dat volgens de beroepsgebruiken als dusdanig wordt beschouwd.

Datzelfde recht komt toe aan de erfgenamen en andere rechtverkrijgenden van de makers overeenkomstig de artikelen 3 en 12 van deze wet.

De buitenlandse makers kunnen slechts aanspraak maken op het volgrecht voor zover in hun land het wederkerigheidsbeginsel wordt toegepast op de Belgische makers.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 22. Le droit de suite est calculé sur le prix de vente. Il est fixé à:

- 6 p.c. sur la tranche de 10 000 francs à 200 000 francs;
- 5 p.c. sur la tranche de 200 000 francs à 1 000 000 de francs;
- 3 p.c. sur la tranche supérieure à 1 000 000 de francs.

Art. 22. Het volgrecht wordt berekend op de verkoopprijs. Het wordt bepaald op:

- 6 pct. voor de schijf van 10 000 frank tot 200 000 frank;
- 5 pct. voor de schijf van 200 000 frank tot 1 000 000 frank;
- 3 pct. voor de schijf boven 1 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 23. Les officiers publics intervenant dans les ventes publiques doivent, dans les trois mois de la revente, la notifier à l'auteur, directement ou par l'intermédiaire de la société chargée de la gestion de ses droits, visée au chapitre VI de la présente loi.

Ceux qui perçoivent les sommes produites par la revente doivent retenir, sur le prix de celle-ci, le pourcentage fixé à l'article 22 de la présente loi et en mettre le montant correspondant à la disposition de l'auteur ou de la société chargée de la gestion de ses droits.

L'action en réclamation du droit se prescrit par trois ans à compter de la notification de la revente.

A l'expiration de ce délai, les sommes qui n'ont pu être versées à l'auteur seront redistribuées aux auteurs plasticiens par les sociétés de gestion des droits. Le Roi fixe les modalités de leur répartition aux auteurs plasticiens.

Art. 23. De openbare ambtenaren die bij de openbare veilingen betrokken zijn, moeten de maker, binnen drie maanden na de doorverkoop, rechtstreeks of via de vennootschap belast met het beheer van zijn rechten, bedoeld in hoofdstuk VI van deze wet, in kennis stellen van die doorverkoop.

Zij die het geld uit de doorverkoop ontvangen, moeten op de doorverkoopsprijs het in artikel 22 van deze wet bepaalde percentage inhouden en het daarmee overeenstemmend bedrag ter beschikking stellen van de maker of van de vennootschap belast met het beheer van zijn rechten.

De vordering tot betaling van het recht verjaart door verloop van drie jaren te rekenen van de kennisgeving van de doorverkoop.

Bij het verstrijken van die termijn worden de sommen die niet konden worden uitgekeerd aan de maker, door de vennootschappen voor het beheer van de rechten verdeeld onder de makers van werken van beeldende kunst. De Koning bepaalt de wijze waarop die sommen worden verdeeld onder de makers van werken van beeldende kunst.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 24. Le vendeur, l'acquéreur, l'organisateur ou le responsable de la vente aux enchères et l'officier public procédant à celle-ci sont tenus vis-à-vis de l'auteur ou de ses ayants droit à payer solidairement les droits prévus à l'article 21 de la présente loi.

Art. 24. De verkoper, de koper, de organisator van de veiling of degene die er verantwoordelijk voor is en de ministeriële ambtenaar die tot de veiling overgaat, zijn ten aanzien van de maker of zijn rechtverkrijgenden hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de rechten bedoeld in artikel 21 van deze wet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 25. Un arrêté royal, pris dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, déterminera les règles d'application de l'article 24.

Art. 25. Een koninklijk besluit, te nemen binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet, zal nadere regels stellen voor de toepassing van artikel 24.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 5. — Du droit d'auteur sur des œuvres audiovisuelles

Art. 26. Ont la qualité d'auteur d'une œuvre audiovisuelle, la ou les personnes physiques qui ont apporté une contribution substantielle, de nature créatrice, à la réalisation de cette œuvre.

Sont présumés, sauf preuve contraire, auteurs d'une œuvre audiovisuelle réalisée en collaboration:

- a) Le réalisateur;
- b) L'auteur du scénario;
- c) L'auteur de l'adaptation;
- d) L'auteur des textes;
- e) L'auteur graphique pour les œuvres d'animation ou les séquences d'animation d'œuvres audiovisuelles qui représentent une part importante de cette œuvre;
- f) L'auteur des compositions musicales avec ou sans paroles spécialement réalisées pour l'œuvre.

Lorsque l'œuvre audiovisuelle est une adaptation d'une œuvre ou d'un scénario préexistant encore protégé, les auteurs de l'œuvre originale sont assimilés aux auteurs de l'œuvre nouvelle.

Afdeling 5. — Auteursrecht op audiovisuele werken

Art. 26. Als maker van een audiovisueel werk worden beschouwd de natuurlijke persoon of personen die een wezenlijke bijdrage van scheppende aard hebben geleverd tot het vervaardigen van dat werk.

Behoudens tegenbewijs worden de volgende personen geacht de gezamenlijke makers te zijn van een in samenwerking tot stand gebracht audiovisueel werk:

- a) De regisseur;

b) De scenarioschrijver;

c) De bewerker;

d) De tekstschrijver;

e) De grafische ontwerper van animatiewerken of van animatiesequenties in een audiovisueel werk, die een belangrijk deel van dat werk uitmaken;

f) De maker van muziekwerken met of zonder woorden die speciaal voor het audiovisueel werk gemaakt zijn.

Wanneer het audiovisueel werk een bewerking is van een bestaand en nog steeds beschermd werk of scenario, worden de makers van het oorspronkelijk werk gelijkgesteld met de makers van het nieuwe werk.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 27. L'auteur qui refuse d'achever sa contribution à l'œuvre audiovisuelle ou se trouve dans l'impossibilité de le faire, ne pourra s'opposer à l'utilisation de celle-ci en vue de l'achèvement de l'œuvre.

Il aura, pour cette contribution, la qualité d'auteur et jouira des droits qui en découlent.

Sauf convention contraire, chacun des auteurs de l'œuvre audiovisuelle peut disposer de sa contribution en vue de son exploitation dans un genre différent, à condition qu'il ne soit pas porté préjudice à l'exploitation de l'œuvre réalisée en collaboration.

Art. 27. De maker die weigert zijn bijdrage tot het audiovisueel werk af te maken of niet bij machte is dat te doen, kan zich niet verzetten tegen het gebruik van zijn bijdrage met het oog op de voltooiing van het werk.

Voor die bijdrage wordt hij beschouwd als maker en geniet hij de rechten die daaruit voortvloeien.

Tenzij anders is overeengekomen, kan elk van de makers van een audiovisueel werk beschikken over zijn bijdrage met het oog op de exploitatie ervan in een ander genre, op voorwaarde dat de exploitatie van het in samenwerking tot stand gebracht werk daardoor niet geschaad wordt.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 28. L'œuvre audiovisuelle est réputée achevée lorsque la version définitive a été établie de commun accord entre le réalisateur et le producteur.

Le droit moral des auteurs ne peut être exercé par eux que sur l'œuvre audiovisuelle achevée.

Il est interdit de détruire la matrice de cette version.

Des modifications par addition, suppression ou changement d'un élément quelconque peuvent être apportées lorsqu'elles sont indispensables à l'exploitation de l'œuvre et lorsqu'il ne serait pas raisonnable de s'y opposer. Ces modifications doivent être préalablement autorisées par le réalisateur et le producteur.

Lorsque l'œuvre audiovisuelle a été réalisée en vue d'être communiquée au public sans solution de continuité, toute interruption volontaire, quelle que soit sa nature ou sa durée, n'est permise que moyennant l'autorisation du réalisateur et du producteur ou de leurs mandataires, sauf si cette interruption est motivée par les nécessités de l'information.

Art. 28. Een audiovisueel werk wordt als voltooid beschouwd wanneer de regisseur en de producent de definitieve versie ervan in onderlinge overeenstemming hebben vastgesteld.

De makers kunnen hun morele rechten pas laten gelden na voltooiing van het audiovisueel werk.

Het is verboden de moederband van die versie te vernietigen.

Wijzigingen kunnen worden aangebracht door toevoeging, weglating of verandering van enig onderdeel, wanneer die wijzigingen onontbeerlijk zijn voor de exploitatie van het werk en wanneer het niet redelijk zou zijn zich ertegen te verzetten. Voor deze wijzigingen moet vooraf de toestemming worden verkregen van de regisseur en de producent.

Wanneer een audiovisueel werk is vervaardigd met de bedoeling het zonder onderbreking aan het publiek over te brengen, is opzettelijke onderbreking ervan, van welke aard en duur ook, slechts toegelaten indien de regisseur en de producent of hun gemachtigden ermee instemmen, tenzij het geven van informatie die onderbreking noodzakelijk maakt.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 29. L'octroi du droit d'adaptation audiovisuelle d'une œuvre préexistante doit faire l'objet d'un contrat distinct du contrat d'édition de l'œuvre.

Le bénéficiaire du droit s'engage à exploiter l'œuvre conformément aux usages de la profession et à verser à l'auteur, sauf stipulation contraire, une rémunération proportionnelle aux recettes brutes qu'il a perçues.

Art. 29. Het verlenen van het recht om van een bestaand werk een audiovisuele bewerking te maken, moet geregeld worden in een afzonderlijke overeenkomst, los van het uitgavecontract betreffende het werk.

Degene die het recht heeft verkregen, verbindt zich het werk overeenkomstig de beroepsgebruiken te exploiteren en, behoudens andersluidend schriftelijk beding, aan de maker een vergoeding uit te keren die in verhouding staat tot zijn bruto-ontvangsten.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 30. Sauf stipulation contraire, les auteurs d'une œuvre audiovisuelle ainsi que les auteurs d'un élément créatif licitement intégré ou utilisé dans une œuvre audiovisuelle, à l'exception des auteurs de compositions musicales qui n'ont pas été conçues expressément pour le film, cèdent aux producteurs le droit exclusif de l'exploitation audiovisuelle de l'œuvre, y compris les droits nécessaires à cette exploitation tels que le droit d'ajouter des sous-titres ou de doubler l'œuvre, sans préjudice des dispositions de l'article 28 de la présente loi.

Art. 30. De makers van een audiovisueel werk alsmede de makers van een creatief element dat op geoorloofde wijze in een audiovisueel werk is opgenomen of erin is verwerkt, met uitzondering van de makers van muziekwerken die niet speciaal voor de film ontworpen zijn, dragen, behoudens andersluidend beding, aan de producenten het exclusieve recht op de audiovisuele exploitatie van het werk over, met inbegrip van de rechten die voor deze exploitatie noodzakelijk zijn, zoals het recht van ondertiteling of nasynchronisatie, onverminderd de bepalingen van artikel 28 van deze wet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 31. Pour chaque mode d'exploitation, les auteurs ont droit à une rémunération distincte. Le montant de la rémunération est, sauf stipulation contraire, proportionnel aux recettes brutes résultant de l'exploitation.

Si, compte tenu du succès de l'œuvre, la rémunération forfaitaire convenue se trouve manifestement disproportionnée par rapport au profit tiré de l'exploitation de celle-ci, le producteur est tenu, à la demande d'un coauteur, de consentir une modification de la rémunération pour accorder à l'auteur une participation équitable au profit. L'auteur ne peut renoncer anticipativement au bénéfice de ce droit.

Le producteur fera, nonobstant toute convention contraire, parvenir à tous les auteurs, au moins une fois l'an, un relevé des recettes qu'il aura perçues selon chaque mode d'exploitation. La rémunération sera perçue soit directement auprès des utilisateurs de l'œuvre audiovisuelle sur la base de contrats généraux conclus avec des sociétés de gestion des droits, soit par l'intermédiaire du producteur.

Art. 31. De makers hebben, voor elke wijze van exploitatie, recht op een afzonderlijke vergoeding. Behoudens andersluidend schriftelijk beding wordt het bedrag van de vergoeding bepaald in verhouding tot de bruto-ontvangsten die uit de exploitatie voortvloeien.

Is de bedongen forfaitaire vergoeding, gelet op het succes van het werk, kennelijk niet evenredig aan de winst bij de exploitatie van dat werk, dan moet de producent, op verzoek van een van de makers, de vergoeding wijzigen ten einde hem op billijke wijze te laten delen in de winst. De maker kan niet vooraf afstand doen van dat recht.

Niettegenstaande enige daarmee strijdige overeenkomst moet de producent, ten minste eenmaal per jaar, aan alle makers een overzicht zenden van hetgeen hij voor elke wijze van exploitatie heeft ontvangen. De vergoeding wordt geïnd, hetzij rechtstreeks bij de gebruikers van het audiovisueel werk op grond van algemene overeenkomsten gesloten met de vennootschappen voor het beheer van de rechten, hetzij via de producent.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 32. La faillite du producteur, l'octroi d'un concordat ou la mise en liquidation de son entreprise n'entraînent pas la résiliation des contrats avec les auteurs de l'œuvre audiovisuelle.

Lorsque la réalisation ou l'exploitation de l'œuvre est continuée, le curateur ou le liquidateur, selon le cas, est tenu au respect de toutes les obligations du producteur à l'égard des auteurs.

En cas de cession de tout ou partie de l'entreprise ou de sa liquidation, le liquidateur ou le curateur, selon le cas, est tenu d'établir un lot distinct pour chaque œuvre audiovisuelle dont les droits d'exploitation peuvent faire l'objet d'une cession ou d'une vente aux enchères.

Il a l'obligation d'aviser, à peine de nullité, chacun des autres producteurs de l'œuvre, par lettre recommandée, un mois au moins avant la cession ou avant toute autre procédure de vente ou de licitation.

L'acquéreur est tenu des obligations du cédant.

Le réalisateur et, à son défaut, les autres auteurs possèdent un droit de préférence sur l'œuvre, sauf si le producteur ou l'un des coproducteurs s'en déclare acquéreur. A défaut d'accord, le prix d'achat est fixé par décision de justice.

Si le producteur ou l'un des coproducteurs ne s'est pas déclaré acquéreur dans un délai de 30 jours à partir de la notification qui lui a été faite, le réalisateur pourra exercer son droit de préférence pendant un délai d'un mois. Passé ce délai, les coauteurs disposent d'un mois pour exercer leur droit de préférence.

L'exercice de ce droit se fait par exploit d'huissier ou par lettre recommandée adressée au curateur ou au liquidateur, selon le cas.

Les bénéficiaires d'un droit de préférence peuvent y renoncer par exploit d'huissier ou par lettre recommandée adressée au curateur.

Lorsque l'activité du producteur a cessé depuis plus de 12 mois ou lorsque la liquidation est publiée sans qu'il ait été procédé à la vente de l'œuvre audiovisuelle plus de 12 mois après sa parution, chaque auteur de l'œuvre audiovisuelle peut demander la résiliation de son contrat.

Art. 32. Het faillissement van de producent, het gerechtelijk akkoord dat hij heeft verkregen of de invereffeningstelling van zijn bedrijf hebben niet de ontbinding van de contracten met de makers van het audiovisueel werk tot gevolg.

Wanneer de vervaardiging of de exploitatie van het werk wordt voortgezet, moet de curator of de vereffenaar, naar gelang van het geval, alle verplichtingen van de producent ten aanzien van de makers nakomen.

Wordt het bedrijf geheel of gedeeltelijk overgedragen dan wel vereffend, dan moet de curator of de vereffenaar, naar gelang van het geval, een afzonderlijke kavel opmaken voor elk audiovisueel werk waarvan de exploitatierechten kunnen worden overgedragen of geveild.

Hij moet, op straffe van nietigheid, elke andere producent van het werk bij aangetekende brief op de hoogte brengen, ten minste één maand vóór de overdracht tot stand komt of vóór enige andere verkoop- of veilingprocedure wordt ingezet.

De koper is tot dezelfde verplichtingen gehouden als de overdrager.

De regisseur en, bij diens ontstentenis, de andere makers hebben een recht van voorrang op het werk, behalve indien de producent of een van de coproductanten verklaart koper te zijn. Bij gebreke van overeenstemming wordt de koopprijs vastgesteld bij rechterlijke beslissing.

Heeft de producent of een van de coproductanten niet verklaard koper te zijn binnen 30 dagen te rekenen van de kennisgeving, dan kan de regisseur gedurende een maand zijn recht van voorrang uitoefenen. Na het verstrijken van die termijn hebben de gezamenlijke makers een maand om hun recht van voorrang uit te oefenen.

Uitoefening van dat recht geschiedt bij deurwaardersexploot of bij aangetekende brief gericht aan de curator of de vereffenaar, naar gelang van het geval.

Degenen die een recht van voorrang genieten, kunnen daarvan afzien bij deurwaardersexploot of bij aangetekende brief gericht aan de curator.

Wanneer de producent zijn werkzaamheden sedert meer dan 12 maanden heeft stopgezet of wanneer de vereffening is bekendgemaakt en meer dan 12 maanden na de bekendmaking nog niet is overgegaan tot de verkoop van het audiovisueel werk, kan elk van de makers van dat werk de ontbinding van zijn contract vorderen.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 6. — Dispositions communes aux sections 1^{re} à 5, à l'exception des programmes d'ordinateur

Art. 33. Les courtes citations, tirées d'une œuvre licitement publiée, effectuées dans un but de critique, de polémique ou d'enseignement, ou dans des travaux scientifiques, conformément aux bons usages et dans la mesure justifiée par le but poursuivi, ne portent pas atteinte au droit d'auteur.

Les citations visées à l'alinéa précédent devront faire mention de la source et du nom de l'auteur.

Afdeling 6. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de afdelingen 1 tot 5, met uitsluiting van de computerprogramma's

Art. 33. Korte aanhalingen uit een werk dat reeds op goorloofde wijze openbaar is gemaakt, ten behoeve van kritiek, polemiek of onderwijs, of in het kader van wetenschappelijke werkzaamheden, maken geen inbreuk op het auteursrecht, voor zover zulks geschiedt overeenkomstig de heersende gebruiken en het beoogde doel zulks wettigt.

De aanhalingen bedoeld in het vorige lid moeten de bron en de naam van de maker vermelden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 34. Lorsque l'œuvre a été licitement publiée, l'auteur ne peut interdire:

1. La fixation, la reproduction, la distribution et la communication au public, dans un but d'information, de courts fragments d'œuvres, à l'occasion de comptes rendus d'événements de l'actualité, effectués selon quelque procédé que ce soit;

2. L'exécution gratuite et privée effectuée dans le cercle de famille;

3. La reproduction de courts fragments d'œuvres fixées sur un support graphique ou analogue, effectuée à l'aide d'un appareil permettant la reproduction pour autant que celle-ci soit faite exclusivement pour l'usage personnel d'une personne physique ou pour l'usage interne d'une personne morale;

4. Les reproductions des œuvres sonores et audiovisuelles, réservées à l'usage privé de la personne physique qui les réalise;

5. La reproduction, la distribution et la communication au public, effectuées dans le but visé au 1, d'une œuvre plastique dans son intégralité;

6. La reproduction de l'œuvre exposée dans un lieu accessible au public, lorsque le but de la reproduction n'est pas l'œuvre elle-même mais le lieu où elle figure;

7. La caricature, la parodie ou le pastiche, compte tenu des usages.

Dans les cas visés aux 1 et 5, le nom de l'auteur et le titre de l'œuvre reproduite ou citée doivent être mentionnés.

Art. 34 Wanneer het werk op geoorloofde wijze openbaar is gemaakt, kan de maker zich niet verzetten tegen:

1. De vastlegging, de reproductie, de verspreiding onder het publiek en de mededeling aan het publiek, met het oog op informatie, van korte fragmenten uit werken in een verslag dat, volgens welk procédé ook, over actuele gebeurtenissen wordt uitgebracht;

2. De kosteloze privé-uitvoering in familiekring;

3. De reproductie van korte fragmenten uit werken die op grafische of soortgelijke wijze zijn vastgelegd, met behulp van een apparaat dat reproductie mogelijk maakt, op voorwaarde dat dit uitsluitend gebeurt voor eigen gebruik van een natuurlijke persoon of voor intern gebruik van een rechtspersoon;

4. De reproductie van geluids- en audiovisuele werken, uitsluitend bestemd voor eigen gebruik van de natuurlijke persoon die ze maakt;

5. De reproductie, de verspreiding onder het publiek en de mededeling aan het publiek van een integraal werk van beeldende kunst, wanneer dat gebeurt met het onder 1 beoogde doel;

6. De reproductie van een werk tentoongesteld in een voor het publiek toegankelijke plaats, wanneer het doel van de reproductie niet het werk zelf is, maar de plaats waar het zich bevindt;

7. Een karikatuur, een parodie of een pastiche, rekening houdend met de heersende gebruiken.

In de gevallen bedoeld onder 1 en 5 moeten de naam van de maker en de titel van het gereproduceerde of aangehaalde werk worden vermeld.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 7. — Du contrat d'édition

Art. 35. Le contrat d'édition est le contrat par lequel l'auteur d'une œuvre ou ses ayants droit cèdent à une personne, ci-après dénommée éditeur, contre une rémunération dont le montant ou le mode de calcul sont convenus, le droit de reproduire ou de faire reproduire l'œuvre en un nombre suffisant d'exemplaires, à charge pour l'éditeur d'en assurer l'édition et la distribution au public.

Ne constitue pas un contrat d'édition le contrat à compte d'auteur, contrat par lequel l'auteur ou ses ayants droit versent à l'éditeur une rémunération, à charge pour ce dernier de reproduire des exemplaires de l'œuvre et éventuellement d'en assurer la distribution au public.

Le contrat à compte d'auteur est régi par les dispositions relatives au louage d'ouvrage, et ne peut comprendre la cession des droits d'auteur.

Afdeling 7. — Het uitgevecontract

Art. 35. Het uitgevecontract is het contract waarbij de maker van een werk of zijn rechtverkrijgenden aan een persoon, hierna de uitgever genoemd, het recht overdragen om tegen een vergoeding waarvan het bedrag of de berekeningswijze wordt overeengekomen, een voldoende aantal exemplaren van het werk te reproduceren of te laten reproduceren, waarbij de uitgever de verplichting op zich neemt te zorgen voor de uitgave en de verspreiding van het werk onder het publiek.

Als een uitgevecontract wordt niet beschouwd, het contract betreffende een uitgave in eigen beheer, waarbij de maker of zijn rechtverkrijgenden aan de uitgever een vergoeding betalen voor het reproduceren van exemplaren van het werk en eventueel voor de verspreiding ervan onder het publiek.

Voor contracten betreffende uitgaven in eigen beheer geldt de regeling inzake huur van werk. Deze contracten mogen niet voorzien in de overdracht van de rechten van de makers.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 36. Le contrat d'édition doit indiquer le nombre d'exemplaires constituant le premier tirage.

Toutefois, cette obligation ne s'applique pas au contrat prévoyant un minimum garanti de droits d'auteur à charge de l'éditeur.

Art. 36. Het uitgevecontract moet bepalen uit hoeveel exemplaren de eerste oplage zal bestaan.

Deze verplichting geldt evenwel niet voor de contracten waarin bedongen is dat een gewaarborgd minimum van auteursrechten ten laste komt van de uitgever.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 37. L'éditeur doit produire les exemplaires dans le délai convenu pour autant qu'il ait reçu l'objet de l'édition en temps utile.

A défaut d'avoir été fixé par contrat, le délai visé à l'alinéa 1^{er} sera déterminé conformément aux usages de la profession.

Art. 37. De uitgever moet de exemplaren binnen de overeengekomen termijn produceren voor zover hij het uit te geven voorwerp tijdig heeft ontvangen.

Is in het contract geen termijn overeengekomen, dan wordt de termijn bedoeld in het eerste lid bepaald overeenkomstig de beroepsgebruiken.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 38. § 1^{er}. Le contrat d'édition ne peut prévoir la cession, au profit de l'éditeur, des autres droits de l'auteur, à l'exception, pour les œuvres littéraires, des droits de traduction et d'adaptation limités au genre littéraire.

§ 2. La cession de tous autres droits au profit de l'éditeur doit faire l'objet d'un contrat distinct. Le cessionnaire s'engage à exploiter les droits cédés dans un délai raisonnable et à verser, sauf convention contraire, à l'auteur une rémunération proportionnelle aux recettes brutes qu'il a perçues.

Si tout ou partie de ses droits ne sont pas exercés par l'éditeur dans un délai raisonnable, l'auteur pourra en reprendre l'usage, après une mise en demeure, adressée par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, et restée sans effet pendant six mois.

Si l'auteur a cédé à l'éditeur les droits d'édition, à de telles conditions que, compte tenu du succès de l'œuvre, la rémunération forfaitaire convenue se trouve manifestement disproportionnée par rapport au profit tiré de l'exploitation de celle-ci, l'éditeur est tenu, à la demande de l'auteur, de consentir une modification de la rémunération pour accorder à l'auteur une participation équitable au profit. L'auteur ne peut renoncer anticipativement au bénéfice de ce droit.

Art. 38. § 1. Het uitgevecontract mag niet voorzien in de overdracht aan de uitgever van de andere rechten van de maker, met uitzondering van de rechten van vertaling en literaire bewerking indien het om een werk van letterkunde gaat.

§ 2. Voor de overdracht van alle andere rechten aan de uitgever moet een afzonderlijk contract worden gesloten. De verkrijger verbindt zich de overgedragen rechten binnen een redelijke termijn te exploiteren en aan de maker, tenzij anders is overeengekomen, een vergoeding uit te keren die in verhouding staat tot zijn bruto-ontvangsten.

Indien de uitgever al zijn rechten of een deel ervan niet binnen een redelijke termijn heeft uitgeoefend, kan de maker ze terugnemen indien binnen zes maanden geen gevolg is gegeven aan een ingebrekestelling die bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs is opgestuurd.

Indien de maker de uitgaverechten aan de uitgever heeft overgedragen op zodanige voorwaarden dat, gelet op het succes van het werk, de bedongen forfaitaire vergoeding kennelijk niet evenredig is aan de winst bij de exploitatie van dat werk, moet de uitgever, op verzoek van de maker, de vergoeding wijzigen teneinde hem op billijke wijze te laten delen in de winst. De maker kan niet vooraf afstand doen van dat recht.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 39. En cas de contrat à durée déterminée, les droits de l'éditeur s'éteignent de plein droit à l'expiration du délai, sous réserve des dispositions adoptées en vue de la réédition de l'ouvrage paru.

Toutefois, dans les trois ans qui suivent l'expiration du contrat, l'éditeur pourra procéder à l'écoulement, au prix normal, des exemplaires restant en stock, à moins que l'auteur ne préfère racheter ces exemplaires moyennant un prix qui, à défaut d'accord, sera fixé par un expert désigné par le président du tribunal de première instance, saisi par une requête de la partie la plus diligente.

Art. 39. Bij een contract voor bepaalde tijd vervallen de rechten van de uitgever van rechtswege bij het verstrijken van de termijn, onder voorbehoud van hetgeen bedongen is met het oog op het heruitgeven van het verschenen werk.

Niettemin kan de uitgever, na afloop van het contract, gedurende drie jaar de exemplaren die hij nog voorradig heeft, blijven verkopen tegen de normale prijs, tenzij de maker verkiest die exemplaren zelf op te kopen tegen een prijs die, bij gebreke van overeenstemming, vastgesteld wordt door een deskundige aangewezen door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg waarbij de zaak aanhangig is gemaakt op verzoek van de meest gereede partij.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 40. Nonobstant toute convention contraire, l'éditeur fera parvenir à l'auteur, au moins une fois l'an, un relevé des ventes, des recettes et des cessions réalisées selon chaque mode d'exploitation.

Art. 40. Niettegenstaande enige daarmee strijdige overeenkomst moet de uitgever, ten minste eenmaal per jaar, aan de maker een overzicht zenden van hetgeen hij voor elke wijze van exploitatie heeft verkocht, ontvangen en overgedragen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 41. Indépendamment de toutes autres causes justifiant la résolution du contrat, l'auteur pourra réclamer celle-ci lorsque l'éditeur aura procédé à la destruction totale des exemplaires.

Toutefois, le fait pour l'auteur de réclamer la résolution ne pourra porter atteinte aux droits valablement cédés par l'éditeur.

Art. 41. Afgezien van alle andere redenen die de ontbinding van het contract rechtvaardigen, kan de maker de ontbinding inroepen wanneer de uitgever overgaat tot de volledige vernietiging van de exemplaren.

Het inroepen van de ontbinding kan evenwel nooit de rechten aantasten die door de uitgever op geldige wijze zijn overgedragen.

— Adopté.

Aangenomen.

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session extraordinaire 1991-1992
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Buitengewone zitting 1991-1992

Art. 42. En cas de faillite ou de concordat de l'éditeur, l'auteur de l'œuvre peut dénoncer immédiatement la convention originale, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Tous les exemplaires, copies ou reproductions qui font l'objet du droit d'auteur doivent, de préférence, être offerts à l'achat à l'auteur, moyennant un prix qui, en cas de désaccord entre le curateur et l'auteur, sera déterminé par le tribunal saisi, à la requête de la partie la plus diligente, le curateur ou l'auteur dûment appelés, et, le cas échéant, sur avis d'un ou plusieurs experts.

L'auteur perd son droit de préférence s'il ne fait pas connaître au curateur sa volonté d'en faire usage dans les trente jours de la réception de l'offre. L'offre et l'acceptation doivent être faites, sous peine de nullité, par exploit d'huissier ou par pli recommandé à la poste avec accusé de réception. L'auteur de l'œuvre pourra renoncer à son droit de préférence, par exploit d'huissier ou par lettre recommandée à la poste adressée au curateur.

Lorsqu'il a été recouru à la procédure prévue à l'alinéa 2, l'auteur pourra renoncer, selon les mêmes voies, à l'offre qui lui est faite, dans un délai de 15 jours, à dater de la notification qui lui sera faite, sous pli recommandé à la poste, par le ou les experts de la copie certifiée conforme du rapport.

Les frais d'expertise seront partagés entre la masse et l'auteur.

Art. 42. In geval van faillissement van de uitgever of gerechtelijk akkoord kan de maker het oorspronkelijk contract onmiddellijk opzeggen bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Alle exemplaren, kopieën of reproducties waarop het auteursrecht van toepassing is, moeten bij voorrang aan de maker te koop worden aangeboden tegen een prijs die, ingeval de curator en de maker het niet eens kunnen worden, vastgesteld wordt door de rechter bij wie de zaak aanhangig is, op verzoek van de meest gereede partij, nadat de curator of de maker behoorlijk zijn opgeroepen en, in voorkomend geval, op advies van een of meer deskundigen.

De maker verliest zijn recht van voorrang indien hij, binnen dertig dagen na de ontvangst van het aanbod, aan de curator niet te kennen geeft dat hij er gebruik van wil maken. Het aanbod en de aanvaarding moeten, op straffe van nietigheid, worden gedaan bij deurwaardersexploot of bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs. De maker van het werk kan van zijn recht van voorrang afzien bij deurwaardersexploot of bij ter post aangetekende brief gericht aan de curator.

Wordt de in het tweede lid bepaalde procedure gevolgd, dan kan de maker op dezelfde wijze afzien van het hem gedane aanbod, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de dag waarop hij door de deskundige of de deskundigen bij ter post aangetekende brief in kennis is gesteld van het voor eensluidend verklaard afschrift van hun rapport.

De kosten van het deskundigenonderzoek worden verdeeld onder de gezamenlijke schuldeisers en de maker.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 8. — Du contrat de représentation

Art. 43. Le contrat de représentation est celui par lequel l'auteur d'une œuvre ou ses ayants droit autorisent une personne physique ou morale dénommée « entrepreneur de spectacle », à représenter ou exécuter publiquement ladite œuvre aux conditions qu'ils déterminent.

Afdeling 8. — Het opvoeringscontract

Art. 43. Het opvoeringscontract is het contract waarbij de maker van een werk of zijn rechtverkrijgenden aan een natuurlijke persoon of een rechtspersoon, hierna de organisator van voorstellingen genoemd, toestemming geven dat werk in het openbaar op te voeren of uit te voeren onder de voorwaarden die zij bepalen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 44. Le contrat de représentation est conclu pour une durée limitée ou pour un nombre déterminé de communications au public.

Sauf stipulation expresse d'exclusivité, il ne confère pas à l'entrepreneur de spectacles un monopole d'exploitation.

La cession des droits exclusifs accordés par un auteur ne peut valablement excéder trois années; l'interruption des représentations au cours de deux années consécutives y met fin de plein droit.

A peine de nullité, l'entrepreneur de spectacles ne peut transférer le bénéfice de son contrat sans l'assentiment formel et donné par écrit de l'auteur ou de ses ayants droit.

Art. 44. Het opvoeringscontract wordt gesloten voor bepaalde tijd of voor het aantal keren dat het werk aan het publiek wordt medegedeeld.

Het verleent aan de organisator van voorstellingen geen exploitiemonopolie, tenzij uitdrukkelijk is voorzien in een exclusiviteitsbeding.

De door een maker overgedragen exclusieve rechten blijven ten hoogste drie jaar gelden; onderbreking van de opvoeringen gedurende twee opeenvolgende jaren doet die rechten van rechtswege vervallen.

Op straffe van nietigheid kan de organisator van voorstellingen de voordelen van zijn contract niet overdragen zonder de uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de maker of zijn rechtverkrijgenden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 45. L'entrepreneur de spectacles est tenu de communiquer à l'auteur ou à ses ayants droit le programme exact des représentations ou exécutions publiques et de leur fournir un état justifié de ses recettes brutes.

Il doit acquitter aux échéances convenues, entre les mains de l'auteur ou de ses ayants droit, le montant des redevances convenues.

Si l'auteur a autorisé un entrepreneur de spectacles à représenter ou à exécuter publiquement son œuvre à des conditions telles que, compte tenu du succès de l'œuvre, la rémunération forfaitaire convenue se trouve manifestement disproportionnée par rapport au profit tiré de l'exploitation de celle-ci, l'entrepreneur est tenu, à la demande de l'auteur, de consentir une modification de la rémunération pour accorder à l'auteur une participation équitable au profit. L'auteur ne peut renoncer anticipativement au bénéfice de ce droit.

Art. 45. De organisator van voorstellingen moet aan de maker of zijn rechtverkrijgenden het exacte programma van de openbare op- of uitvoeringen meedelen en hun een met bewijsstukken gestaafde staat van zijn bruto-ontvangsten bezorgen.

Op de overeengekomen tijdstippen moet hij het bedrag van de bedongen vergoedingen aan de maker of zijn rechtverkrijgenden betalen.

Indien de maker aan een organisator van voorstellingen toestemming heeft gegeven zijn werk in het openbaar op te voeren of uit te voeren op zodanige voorwaarden dat, gelet op het succes van het werk, de bedongen forfaitaire vergoeding kennelijk niet evenredig is aan de winst bij de exploitatie van dat werk, moet de organisator, op verzoek van de maker, de vergoeding wijzigen teneinde hem op billijke wijze te laten delen in de winst. De maker kan niet vooraf afstand doen van dat recht.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 9. — Du privilège des auteurs

Art. 46. A l'article 19 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 constituant le titre XVIII du livre III du Code civil, intitulé « Des privilèges et hypothèques », est inséré, après le 4^onovies, un 4^odecies, libellé comme suit:

« 4^odecies. Les créances des auteurs visées par la loi du ... relative au droit d'auteur, aux droits voisins et à la copie privée d'œuvres sonores et audiovisuelles. »

Afdeling 9. — Voorrecht van de makers

Art. 46. In artikel 19 van de hypotheekwet van 16 december 1851 die, onder het opschrift « Voorrechten en hypotheek », titel XVIII van boek III van het Burgerlijk Wetboek vormt, wordt na het 4^onovies een 4^odecies ingevoegd, luidende:

« 4^odecies. De vorderingen van de makers, zoals omschreven in de wet van ... betreffende het auteursrecht, de naburige rechten en het kopiëren voor eigen gebruik van geluids- en audiovisuele werken. »

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre III. — Des droits voisins

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 47. Les dispositions du présent chapitre ne portent pas atteinte aux droits des auteurs. Aucune d'entre elles ne peut être interprétée comme une limite à l'exercice du droit d'auteur.

Les droits voisins reconnus au présent chapitre sont mobiliers, cessibles et transmissibles en tout ou en partie, sauf les exceptions établies par la présente loi.

La cession des droits voisins, en tant qu'elle porte sur des droits consacrés à l'article 63, est nulle.

Nonobstant toute disposition contraire, la cession des droits concernant des modes d'exploitation encore inconnus est nulle.

Hoofdstuk III. — Naburige rechten

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 47. De bepalingen van dit hoofdstuk doen geen afbreuk aan de rechten van de makers. Geen van deze bepalingen mag op zodanige wijze worden uitgelegd dat zij de uitoefening van het auteursrecht beperkt.

Behoudens de door deze wet bepaalde uitzonderingen, zijn de in dit hoofdstuk erkende naburige rechten roerende rechten die overgaan bij erfopvolging en vatbaar zijn voor gehele of gedeeltelijke overdracht.

De overdracht van de naburige rechten, voor zover die betrekking heeft op de in artikel 63 bekrachtigde rechten, is nietig.

De overdracht van de rechten betreffende nog onbekende exploitatiewijzen is nietig, niettegenstaande enige daarmee strijdige bepaling.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 48 est ainsi libellé:

Section 2. — Dispositions relatives aux artistes-interprètes ou exécutants

Art. 48. Sans préjudice des dispositions de l'article 55, sont soumises au consentement écrit de l'artiste-interprète ou exécutant ou à un acte équivalent, la fixation, la reproduction, la publication, la distribution et la communication au public de sa prestation, ainsi que toute utilisation séparée du son et de l'image de la prestation, lorsque celle-ci a été fixée à la fois par le son et l'image.

La cession par l'artiste-interprète ou exécutant des droits voisins sur des prestations futures n'est valable que pour un temps limité et pour des prestations relatives à des genres d'œuvres déterminés.

L'existence d'un contrat de louage d'ouvrage ou d'un contrat de travail n'affecte pas la titularité du droit voisin de l'artiste-interprète ou exécutant.

Toutefois, dans le cas d'une prestation effectuée par un artiste interprète ou exécutant dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'un statut réglementaire, les droits patrimoniaux peuvent être transférés à l'employeur pour autant que le transfert des droits soit expressément consacré par le contrat ou le statut et que l'activité entre dans le champ du contrat ou du statut et implique l'exécution régulière et successive de prestations.

Des accords collectifs peuvent déterminer le champ d'application de la présente disposition.

Les droits moraux sont inaliénables, de même que les droits patrimoniaux visés à l'article 63 de la présente loi.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende
de uitvoerende kunstenaars

Art. 48. Onverminderd de bepalingen van artikel 55 is de schriftelijke toestemming van de uitvoerende kunstenaar of een daaraan gelijkwaardige akte vereist voor de vastlegging, de reproductie, de openbaarmaking, de verspreiding onder het publiek en de mededeling aan het publiek van zijn prestatie, alsook voor elk afzonderlijk gebruik van het geluid en van het beeld van zijn prestatie, wanneer het geluid zowel als het beeld daarvan zijn vastgelegd.

De overdracht door de uitvoerende kunstenaar van de naburige rechten op toekomstige prestaties geldt slechts voor een beperkte tijd en voor prestaties betreffende welbepaalde genres van werken.

De naburige rechten van de uitvoerende kunstenaar worden niet aangetast door een reeds bestaande overeenkomst voor de huur van werk of arbeidsovereenkomst.

Wordt een prestatie evenwel door een uitvoerende kunstenaar verricht in het raam van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd of van een reglementair statuut, dan kunnen de vermogensrechten met betrekking tot dat werk overgedragen worden aan de werkgever, voor zover de overeenkomst of het statuut uitdrukkelijk voorziet in de overdracht van de rechten en de werkzaamheden binnen het bereik van het contract of het statuut vallen en bestaan in de regelmatige en opeenvolgende vervaardiging van werken.

Het toepassingsgebied van deze bepaling kan bij collectieve overeenkomst worden vastgesteld.

De morele rechten zijn onvervreemdbaar, evenals de vermogensrechten bedoeld in artikel 63 van deze wet.

M. Lallemand et consorts proposent l'amendement que voici :

« A cet article, remplacer les quatrième et cinquième alinéas par les dispositions suivantes :

« Toutefois, dans le cas d'une prestation effectuée par un artiste interprète ou exécutant dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'un statut réglementaire, les droits patrimoniaux sur cette prestation peuvent être transférés à l'employeur pour autant que le transfert des droits soit expressément autorisé par une convention distincte du contrat ou du statut et que l'activité rentre dans le champ du contrat ou du statut et implique une exécution régulière et successive de prestations.

Les accords collectifs peuvent déterminer l'étendue et les modalités du transfert. »

« Het vierde en vijfde lid van dit artikel te vervangen als volgt :

« Wordt een prestatie evenwel door een uitvoerende kunstenaar verricht in het raam van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd of van een reglementair statuut, dan kunnen de vermogensrechten met betrekking tot die prestatie overgedragen worden aan de werkgever, voor zover de overdracht van die rechten uitdrukkelijk wordt toegestaan in een afzonderlijk contract, los van de arbeidsovereenkomst of het statuut, en voor zover de werkzaamheden binnen het bereik van de arbeidsovereenkomst of het statuut vallen en bestaan in de regelmatige en opeenvolgende uitvoering van prestaties.

De strekking van die overdracht en de wijze waarop ze plaats heeft kunnen bij collectieve overeenkomst worden bepaald. »

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, je souhaite apporter la même modification qu'à l'article 2. En d'autres termes, seuls les deux premiers alinéas du texte qui a été communiqué sont maintenus. De plus, je le rappelle, le deuxième alinéa est à modifier: il s'agit de remplacer le terme « déterminent » par les termes « peuvent déterminer ».

M. le Président. — Nous en prenons acte.

Le vote sur l'amendement ainsi corrigé et le vote sur l'article 48 sont réservés.

De stemming over het aldus gewijzigd amendement en de stemming over artikel 48 worden aangehouden.

Art. 49. Même après la cession du droit voisin, l'artiste-interprète ou exécutant a le droit de s'opposer à :

1° La fixation, la reproduction, la communication au public de sa prestation, qui ne mentionnerait pas son nom, ou ferait référence à un autre nom que le sien;

2° Toute déformation de sa prestation qui dépasserait les nécessités impératives de l'exploitation de l'œuvre.

Après le décès de l'artiste-interprète ou exécutant, les droits déterminés au présent article sont exercés, pendant la durée de protection du droit voisin, par la personne qu'il a désignée à cet effet, ou, à défaut, par ses héritiers.

Art. 49. Zelfs na de overdracht van de naburige rechten heeft de uitvoerende kunstenaar het recht zich te verzetten tegen :

1° De vastlegging, de reproductie, de mededeling aan het publiek van zijn prestatie zonder vermelding van zijn naam of onder een andere naam dan de zijne;

2° Elke misvorming van zijn prestatie die niet strikt noodzakelijk zou zijn voor de exploitatie van het werk.

Na het overlijden van de uitvoerende kunstenaar worden de rechten bedoeld in dit artikel, tijdens de duur van de bescherming van de naburige rechten, uitgeoefend door de persoon die hij daartoe heeft aangewezen of, indien dat niet is gebeurd, door zijn erfgenamen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 50. Sauf convention contraire, l'artiste-interprète ou exécutant ayant participé à la réalisation d'une œuvre audiovisuelle, cède au producteur le droit exclusif de l'exploitation audiovisuelle de sa prestation, y compris le droit de la fixer, de la reproduire et de la communiquer au public, sans préjudice des dispositions de l'article 49.

L'artiste-interprète ou exécutant qui refuse d'achever sa participation à la réalisation de l'œuvre audiovisuelle ou se trouve dans l'impossibilité de le faire, ne pourra s'opposer à l'utilisation de sa participation en vue de l'achèvement de l'œuvre. Il aura, pour cette participation, la qualité d'artiste-interprète ou exécutant et jouira des droits qui en découlent.

Le producteur a l'obligation d'exploiter la prestation conformément aux usages de la profession.

Le contrat fixe une rémunération distincte pour chaque mode d'exploitation.

A défaut de convention contraire, la rémunération est proportionnelle aux recettes brutes.

Si, compte tenu du succès de l'œuvre, la rémunération forfaitaire convenue se trouve manifestement disproportionnée par rapport au profit tiré de l'exploitation de celle-ci, le producteur est tenu, à la demande d'un artiste-interprète, de consentir une modification de la rémunération pour accorder à l'artiste-interprète ou exécutant une participation équitable au profit. L'artiste-interprète ou exécutant ne peut renoncer anticipativement au bénéfice de ce droit.

Au moins une fois par an, un relevé détaillé des recettes selon chaque mode d'exploitation est communiqué par le producteur à chaque artiste-interprète ou exécutant.

Art. 50. Tenzij anders is overeengekomen draagt de uitvoerende kunstenaar die aan de vervaardiging van een audiovisueel werk heeft meegewerkt, aan de producent het exclusieve recht van audiovisuele exploitatie van zijn prestatie over, met inbegrip van het recht van vastlegging, reproductie en mededeling aan het publiek, onverminderd de bepalingen van artikel 49.

De uitvoerende kunstenaar die weigert zijn aandeel aan de vervaardiging van het audiovisueel werk af te maken of niet bij machte is dat te doen, kan zich niet verzetten tegen het gebruik van zijn aandeel met het oog op de voltooiing van het werk. Voor die medewerking wordt hij beschouwd als uitvoerende kunstenaar en geniet hij de rechten die daaruit voortvloeien.

De producent moet de prestatie overeenkomstig de beroepsgebruiken exploiteren.

Het contract stelt, voor elke wijze van exploitatie, een afzonderlijke vergoeding vast.

Tenzij anders is overeengekomen moet die vergoeding in verhouding staan tot de bruto-ontvangsten.

Is de bedongen forfaitaire vergoeding, gelet op het succes van het werk, kennelijk niet evenredig aan de winst bij de exploitatie van dat werk, dan moet de producent, op verzoek van een van de uitvoerende kunstenaars, de vergoeding wijzigen ten einde hem op billijke wijze te laten delen in de winst. De uitvoerende kunstenaar kan niet vooraf afstand doen van dat recht.

De producent zendt, ten minste eenmaal per jaar, aan iedere uitvoerende kunstenaar een gedetailleerd overzicht van hetgeen hij voor elke wijze van exploitatie heeft ontvangen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 51. Lorsqu'il s'agit d'une exécution chorale ou orchestrale ou d'une représentation théâtrale, l'autorisation est donnée par les solistes, chefs d'orchestre, metteurs en scène, ainsi que, pour les autres artistes-interprètes ou exécutants, par le directeur de leur troupe.

Art. 51. Gaat het om een uitvoering door een koor of een orkest of om een theatervoorstelling, dan wordt de toestemming gegeven door de solisten, de dirigenten, de regisseurs en, voor de andere uitvoerende kunstenaars, door de directeur van hun groep.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 52. Les droits des artistes-interprètes ou exécutants déterminés par la présente section subsistent pendant cinquante ans.

Le délai sera compté à partir de la première fixation ou, en l'absence de celle-ci, à compter de la première communication au public.

Art. 52. De in deze afdeling bepaalde rechten van de uitvoerende kunstenaars blijven gelden gedurende vijftig jaar.

De termijn gaat in op de datum van de eerste vastlegging of, indien er geen is, op de datum van de eerste mededeling aan het publiek.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 3. — Dispositions communes aux producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes

Art. 53. Sous réserve de l'article 55 et sans préjudice du droit de l'auteur et de l'artiste-interprète ou exécutant, sont soumises à l'accord du producteur de phonogrammes ou de vidéogrammes, la fixation, la reproduction, la publication, la communication et la distribution au public, l'importation du phonogramme ou du vidéogramme.

Sans préjudice du droit de l'auteur et de l'artiste-interprète ou exécutant, le Roi peut limiter ou supprimer le droit des producteurs d'interdire l'importation de phonogrammes ou de vidéogrammes lorsque celle-ci est faite, dans le cadre de sa mission, par une institution visée à l'article 54, alinéa premier.

Le droit du producteur subsiste pendant cinquante ans à compter de la première fixation.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de producenten van fonogrammen en videogrammen

Art. 53. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 55 en onverminderd het recht van de maker en van de uitvoerende kunstenaar, is voor de vastlegging, de reproductie, de openbaarmaking, de mededeling aan het publiek en de verspreiding onder het publiek, de invoer van een fonogram of van een videogram, de toestemming van de producent van het fonogram of van het videogram vereist.

Onverminderd het recht van de maker en van de uitvoerende kunstenaar, kan het recht van de producent om de invoer van fonogrammen of videogrammen te verbieden, door de Koning worden beperkt of opgeheven, wanneer het gaat om de invoer door een in artikel 54, eerste lid, bedoelde instelling in het kader van haar opdracht.

Het recht van de producent blijft gelden gedurende vijftig jaar te rekenen van de eerste vastlegging.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 4. — Dispositions relatives à la location de phonogrammes et de vidéogrammes

Art. 54. L'auteur, l'artiste-interprète ou exécutant, le producteur ne peuvent interdire la location ou le prêt de phonogrammes ou de vidéogrammes à des fins non commerciales, lorsque cette location ou ce prêt sont organisés dans un but éducatif et culturel, par des institutions reconnues officiellement à cette fin par les pouvoirs publics et lorsque la location ou le prêt ont lieu plus de six mois après la première distribution au public des phonogrammes et des vidéogrammes.

L'auteur, l'artiste-interprète ou exécutant, le producteur ont droit à une rémunération pour la location de phonogrammes ou de vidéogrammes, quel que soit le lieu de la fixation de ceux-ci.

Après consultation des institutions et des sociétés de gestion des droits, le Roi peut, pour tous les phonogrammes et les vidéogrammes ou pour certaines catégories de ceux-ci, allonger ou écourter le délai prévu à l'alinéa 1^{er}.

Il détermine le montant de la rémunération visée à l'alinéa 2.

Sous réserve des conventions internationales, celle-ci est répartie par les sociétés de gestion des droits, par tiers entre les auteurs, les artistes-interprètes ou exécutants et les producteurs, pour les phonogrammes et vidéogrammes qui ont été fixés pour la première fois en Belgique.

Afdeling 4. — Bepalingen betreffende de verhuring van fonogrammen en videogrammen

Art. 54. De maker, de uitvoerende kunstenaar, de producent kunnen de verhuring of de uitlening, voor niet-commerciële doeleinden, van fonogrammen of van videogrammen niet verbieden, wanneer die verhuring of die uitlening geschiedt met een educatief en cultureel doel door instellingen die daartoe officieel zijn erkend door de overheid, en wanneer die verhuring of die uitlening plaatshebben meer dan zes maanden na de eerste verspreiding van de fonogrammen en de videogrammen onder het publiek.

De maker, de uitvoerende kunstenaar, de producent hebben recht op een vergoeding voor de verhuring van fonogrammen of videogrammen, ongeacht de plaats waar die zijn vastgelegd.

Na raadpleging van de instellingen en van de vennootschappen voor het beheer van de rechten kan de Koning voor alle fonogrammen en videogrammen of voor sommige categorieën daarvan de in het eerste lid bedoelde termijn verlengen of inkorten.

Hij bepaalt het bedrag van de in het tweede lid bedoelde vergoeding.

Onverminderd het bepaalde in internationale overeenkomsten wordt, voor de fonogrammen en de videogrammen die voor het eerst in België zijn vastgelegd, die vergoeding door de vennootschappen voor het beheer van de rechten verdeeld naar rato van een derde voor de makers, een derde voor de uitvoerende kunstenaars en een derde voor de producenten.

— Adopté.
Aangenomen.

Section 5. — Dispositions communes relatives aux artistes-interprètes ou exécutants et aux producteurs de phonogrammes

Art. 55. Lorsqu'un phonogramme a été publié à des fins commerciales conformément aux articles 48 et 53, l'artiste-interprète ou exécutant et le producteur ne peuvent s'opposer:

1° A sa communication dans un lieu public, dès lors qu'il n'est pas utilisé dans un spectacle;

2° A sa radiodiffusion, non plus qu'à la distribution par câble simultanée et intégrale de cette radiodiffusion.

Afdeling 5. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de uitvoerende kunstenaars en de producenten van fonogrammen

Art. 55. Wanneer een fonogram voor commerciële doeleinden openbaar is gemaakt overeenkomstig de artikelen 48 en 53, kunnen de uitvoerende kunstenaar en de producent zich niet verzetten:

1° Tegen de mededeling ervan op een openbare plaats, op voorwaarde dat het fonogram niet in een voorstelling wordt gebruikt;

2° Tegen de uitzending ervan en evenmin tegen de gelijktijdige en volledige distributie via de kabel van deze uitzending.

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 56. Sans préjudice du droit des auteurs, l'utilisation de phonogrammes, lorsqu'elle a lieu conformément à l'article 55, donne droit, quel que soit le lieu de la fixation, à une rémunération équitable au profit des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs.

La rémunération est versée par les personnes qui utilisent les phonogrammes aux sociétés de gestion des droits, visées au chapitre VI de la présente loi.

A défaut d'accord dans les six mois de l'entrée en vigueur de la loi entre ces sociétés de gestion des droits et les organisations représentant les débiteurs de cette rémunération, celle-ci est déterminée par une commission présidée par un magistrat désigné par le président du Tribunal de première instance de Bruxelles.

Cette commission est composée pour moitié par des personnes désignées par les sociétés de gestion des droits et, pour moitié, par des personnes désignées par les organisations représentant les débiteurs de la rémunération.

Le ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions désigne les sociétés de gestion des droits et les organisations représentant les débiteurs de la rémunération.

Les organisations d'artistes-interprètes ou exécutants désignent parmi les membres de leur délégation des personnes qui siègent dans les commissions d'avis visées à l'article 76 de la présente loi.

Les débiteurs de la rémunération sont tenus de fournir les programmes des utilisations qu'ils ont faites des phonogrammes ainsi que tous les documents indispensables à la répartition des droits.

La commission détermine les modalités selon lesquelles ces programmes et documents seront fournis.

La commission décide à la majorité de ses membres. En cas de partage des voix, le président dispose d'une voix prépondérante.

Les décisions de la commission sont publiées au *Moniteur belge*.

Elles sont, par arrêté royal, rendues obligatoires à l'égard des tiers.

Art. 56. Onverminderd het recht van de makers, geeft het gebruik van fonogrammen, overeenkomstig artikel 55, de uitvoerende kunstenaars en de producenten recht op een billijke vergoeding, ongeacht de plaats waar die fonogrammen zijn vastgelegd.

De vergoeding wordt door de gebruikers van de fonogrammen betaald aan de in hoofdstuk VI van deze wet bedoelde vennootschappen voor het beheer van de rechten.

Is er binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet omtrent die vergoeding geen overeenstemming tussen die beheersvennootschappen en de organisaties van hen die de vergoeding verschuldigd zijn, dan wordt het bedrag ervan bepaald door een commissie voorgezeten door een magistraat die wordt aangewezen door de voorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Deze commissie bestaat voor de ene helft uit personen aangewezen door de beheersvennootschappen en voor de andere helft uit personen aangewezen door de organisaties van hen die de vergoeding verschuldigd zijn.

De vennootschappen voor het beheer van de rechten en de organisaties van hen die de vergoeding verschuldigd zijn, worden aangewezen door de minister die bevoegd is voor het auteursrecht.

De organisaties van uitvoerende kunstenaars wijzen onder de leden die zij afvaardigen, de personen aan die zitting hebben in de in artikel 76 van deze wet bedoelde adviescommissies.

Degenen die de vergoeding verschuldigd zijn, moeten meedelen welk gebruik zij van de fonogrammen gemaakt hebben. Zij moeten eveneens alle stukken voorleggen die voor de verdeling van de rechten onontbeerlijk zijn.

De commissie bepaalt op welke wijze die inlichtingen en stukken worden verstrekt.

De commissie beslist bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De beslissingen van de commissie worden bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Ze worden bij koninklijk besluit bindend verklaard ten aanzien van derden.

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 57. Sous réserve des conventions internationales, la rémunération visée à l'article 56 est répartie par les sociétés de gestion des droits par moitié entre les artistes-interprètes ou exécutants et les producteurs, lorsque les phonogrammes ont été fixés pour la première fois en Belgique.

Lorsque le phonogramme ne contient pas la fixation d'une œuvre au sens de l'article 1^{er}, la rémunération est versée au producteur.

Lorsqu'un artiste-interprète ou exécutant a effectué des prestations lors de la réalisation du phonogramme, qui ne contient pas fixation d'une œuvre, cet artiste-interprète ou exécutant pourra prétendre à une rémunération qui ne pourra excéder la moitié et qui sera fixée proportionnellement à l'importance de sa prestation.

A défaut d'accord entre le producteur et l'artiste-interprète ou exécutant, la rémunération sera fixée par décision de justice.

Le droit à rémunération prévu à l'article 56 subsiste pendant cinquante ans à compter de la première fixation.

Art. 57. Onverminderd het bepaalde in internationale overeenkomsten wordt, voor de fonogrammen die voor het eerst in België zijn vastgelegd, de in artikel 56 bedoelde vergoeding door de vennootschappen voor het beheer van de rechten verdeeld onder de uitvoerende kunstenaars en de producenten, ieder voor de helft.

Wanneer het fonogram geen vastlegging bevat van een werk in de zin van artikel 1, dan wordt de vergoeding aan de producent betaald.

Heeft een uitvoerende kunstenaar prestaties verricht bij de vervaardiging van een fonogram dat geen vastlegging van een werk bevat, dan kan die uitvoerende kunstenaar aanspraak maken op een vergoeding die niet meer mag bedragen dan de helft en die naar verhouding van het belang van zijn prestatie wordt bepaald.

Is er omtrent die vergoeding geen overeenstemming tussen de producent en de uitvoerende kunstenaar, dan wordt het bedrag ervan bij rechterlijke beslissing bepaald.

Het in artikel 56 bedoelde recht op vergoeding blijft gelden gedurende vijftig jaar te rekenen van de eerste vastlegging.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 58 est ainsi libellé:

Section 6. — Dispositions relatives aux organismes de radiodiffusion

Art. 58. L'accord écrit de l'organisme de radiodiffusion est requis pour accomplir les actes suivants:

- a) La fixation de ses émissions et la réémission de celles-ci;
- b) La reproduction et la distribution au public d'une fixation de ses émissions lorsque cette fixation n'a pas été autorisée ou lorsque la reproduction et la distribution au public sont destinées à des fins autres que celles pour lesquelles l'organisme de radiodiffusion a donné son consentement;
- c) La communication de ses émissions faite dans un endroit accessible au public moyennant paiement d'un droit d'entrée.

Afdeling 6. — Bepalingen betreffende de omroeporganisaties

Art. 58. Voor de volgende handelingen is de schriftelijke toestemming van de omroeporganisatie vereist:

- a) De vastlegging van haar uitzendingen en de heruitzending daarvan;
- b) De reproductie en de verspreiding onder het publiek van een vastlegging van haar uitzendingen wanneer voor die vastlegging geen toestemming is verleend of wanneer de reproductie en de verspreiding onder het publiek geschieden met een ander doel dan dat waarvoor de omroeporganisatie toestemming heeft verleend;
- c) De overbrenging van haar uitzendingen op een voor het publiek toegankelijke plaats tegen betaling van toegangsgeld.

M. Lallemand propose l'amendement que voici:

« Remplacer cet article par le texte suivant:

« L'accord écrit de l'organisme de radiodiffusion est requis pour accomplir les actes suivants:

- a) La réémission simultanée ou différée de ses émissions;
- b) La fixation, la reproduction, la distribution et la communication au public de ses émissions par quelque procédé que ce soit;
- c) La communication de ses émissions faite dans un endroit accessible au public moyennant un droit d'entrée. »

« Dit artikel te vervangen als volgt:

« Voor de volgende handelingen is de schriftelijke toestemming van de omroeporganisatie vereist:

- a) Het rechtstreeks of later heruitzenden van haar uitzendingen;
- b) De vastlegging, de reproductie, de verspreiding onder het publiek en de overbrenging aan het publiek van haar uitzendingen door welk procédé ook;
- c) De overbrenging van haar uitzendingen op een voor het publiek toegankelijke plaats tegen betaling van toegangsgeld. »

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, cet article fait l'objet de plusieurs amendements, mais, si je ne m'abuse, MM. Vandenberghe et Arts ont l'intention de retirer le leur. En effet, nous nous sommes mis d'accord sur le texte de l'amendement que j'ai déposé.

De Voorzitter. — De heren Vandenberghe en Arts stellen volgende amendementen voor:

« A. De letter a) van dit artikel te vervangen als volgt:

« a) De vastlegging van haar uitzendingen; »

« A. Remplacer le littéra a) de cet article par le texte suivant:

« a) La fixation de ses émissions; »

« B. De letter c) van dit artikel te vervangen als volgt:

« c) De overbrenging aan het publiek van haar uitzendingen door om het even welk procédé van telecommunicatie van geluiden, beelden, documenten, gegevens en boodschappen van welke aard ook; »

« B. Remplacer le littéra c) de cet article par le texte suivant:

« c) La communication au public de ses émissions par tout procédé de télécommunication de sons, d'images, de documents, de données et de messages de toute nature; »

« C. Aan dit artikel een letter d) toe te voegen, luidende:

« d) De overbrenging van haar uitzendingen op een voor het publiek toegankelijke plaats tegen betaling van toegangsgeld. »

« C. Compléter cet article par un littéra d), rédigé comme suit:

« d) La communication de ses émissions faite dans un endroit accessible au public moyennant paiement d'un droit d'entrée. »

Het woord is aan de heer Vandenberghe.

De heer Vandenberghe. — Mijnheer de Voorzitter, ons amendement heeft inderdaad niet veel zin meer na het amendement van de heer Lallemand.

De Voorzitter. — Het woord is aan de rapporteur.

De heer Erdman, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal mijn fractie vragen het amendement goed te keuren. Zelf zal ik mij echter onthouden omdat ik vrees dat er een probleem van interferentie zou kunnen ontstaan tussen het decreet van de Vlaamse Raad en de nationale wetgeving. De heer Vandenberghe heeft er vanochtend nog de nadruk op gelegd dat het auteursrecht een nationale materie is. Daarover bestaat geen enkele twijfel. Hier gaat het echter om modaliteiten van toepassing. Zonder de tekst van het Vlaams decreet voor ogen te hebben verwijs ik er in ieder geval naar. Daarin wordt bijvoorbeeld aan kabelmaatschappijen opgelegd bepaalde uitzendingen te verzorgen, onder bepaalde voorwaarden, mogelijk ook in het kader van de omroeporganisaties. In het amendement van de heer Lallemand worden op nationaal vlak voorwaarden opgelegd waardoor bijvoorbeeld omroeporganisaties de mogelijkheid zouden krijgen zich te verzetten tegen gehele of gedeeltelijke uitzendingen. Dit zal dus een interferentieprobleem scheppen. Ik heb twijfels en ben van oordeel dat deze aangelegenheid grondiger moet worden onderzocht. Ik zal mij bij de stemming over het amendement dus onthouden.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 58 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 58 sont réservés.

Art. 59. La protection visée à l'article 58 subsiste pendant cinquante ans à compter de la radiodiffusion de l'émission.

Art. 59. De bescherming bedoeld in artikel 58 blijft gelden gedurende vijftig jaar te rekenen van de uitzending.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 60 est ainsi libellé:

Section 7. — Dispositions relatives au réalisateur d'une image photographique

Art. 60. Le réalisateur d'une image fixe ou mobile, obtenue par la photographie ou par un procédé analogue à celui de la photographie, qui n'est pas une œuvre au sens de l'article 1^{er}, dispose d'un droit à rémunération en cas de reproduction, de distribution ou de communication au public de l'image photographique.

Il doit être fait mention du nom du réalisateur.

La durée de ce droit est de 50 ans, à compter de la distribution ou de la communication au public de l'image ou de sa reproduction.

Afdeling 7. — Bepalingen betreffende de makers
van fotografische beelden

Art. 60. De maker van een vast of bewegend beeld vervaardigd door middel van de fotografie of een aan de fotografie verwant procédé, die geen werk is in de zin van artikel 1, heeft recht op een vergoeding ingeval dat beeld wordt gereproduceerd, onder het publiek wordt verspreid of aan het publiek wordt medegedeeld.

De naam van de maker moet worden vermeld.

Dit recht blijft 50 jaar gelden te rekenen van de verspreiding onder het publiek of de mededeling aan het publiek van het beeld of van de reproductie ervan.

De heren Van Belle en de Donnée stellen volgend amendement voor:

« *Dit artikel te vervangen als volgt:*

« *De makers van een beeld vervaardigd door middel van de fotografie of een aan de fotografie verwant procédé, vallen onder de bepalingen van artikel 1.* »

« *Remplacer cet article par ce qui suit:*

« *Le réalisateur d'une image photographique ou obtenue par un procédé analogue à celui de la photographie tombe sous le coup des dispositions de l'article 1^{er}.* »

De heren Van Belle en de Donnée stellen volgende subsidiaire amendementen voor:

« *1. Het tweede lid van dit artikel te vervangen als volgt:*

« *De maker moet daartoe zijn toestemming geven en zijn naam moet vermeld worden.* »

« *1. Remplacer le deuxième alinéa de cet article par ce qui suit:*

« *Le réalisateur doit donner son autorisation à cet effet et il doit être fait mention de son nom.* »

« *2. Het derde lid van dit artikel aan te vullen als volgt:*

« *Dit recht blijft 70 jaar gelden te rekenen van het jaar van de realisatie van de foto.* »

« *2. Compléter le troisième alinéa de cet article par ce qui suit:*

« *La durée de ce droit est de 70 ans, à compter de l'année de la réalisation de la photographie.* »

Het woord is aan de heer Van Belle.

De heer Van Belle. — Mijnheer de Voorzitter, in samenspraak met de commissie die vóór de vergadering van vanmiddag nog is bijeengekomen, zal ik het amendement op artikel 60 intrekken. Ik wijs er evenwel op dat alle foto's de bescherming van de wet moeten kunnen genieten. Het is altijd zeer delicaat na te gaan welke foto's origineel zijn en welke niet. Dat is volgens mij de principiële keuze.

De commissie heeft mij beloofd mijn subsidiair amendement te steunen dat beoogt het tweede lid van artikel 60 te vervangen als volgt: «De maker moet daartoe zijn toestemming geven en zijn naam moet vermeld worden.» Wanneer de maker zijn toestemming niet moet geven, weet hij ook niet wanneer hij zijn rechten kan laten gelden. Ik herhaal dat ik mijn oorspronkelijk amendement op artikel 60 zal intrekken op voorwaarde dat de openbare vergadering mijn subsidiair amendement steunt.

Het tweede subsidiair amendement strekt ertoe het derde lid van dit artikel aan te vullen met volgende bepaling: «Dit recht blijft zeventig jaar gelden te rekenen van het jaar van de realisatie van de foto.» Hierdoor wordt de Europese wetgeving ongeveer gevolgd en de fotograaf zal dit recht gedurende heel zijn leven kunnen laten gelden. Ook hiervoor vraag ik de steun van de vergadering.

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, M. Van Belle relate effectivement un accord qui a eu lieu. Le deuxième alinéa de l'article deviendrait: «Le réalisateur doit donner son autorisation et il doit être fait mention de son nom.» Je supprimerais donc, en français, les termes «à cet effet» qui ne me paraissent pas requis.

Nous sommes d'accord sur cet amendement.

Quant au troisième alinéa, il devient: «La durée de ce droit est de cinquante ans.» La raison en est simple: la durée de septante ans s'inscrit dans le cadre de la protection des «œuvres» alors qu'ici, nous traitons d'images qui précisément ne sont pas des œuvres. Il s'agit donc d'un statut spécial comme celui qui caractérise certains droits voisins dont la durée est généralement fixée à cinquante ans. Vous conviendrez que pour des images qui ne sont pas vraiment originales, avoir une couverture de cinquante ans, ce n'est pas si mal!

De Voorzitter. — Het woord is aan de rapporteur.

De heer Erdman, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb mij aangesloten bij het subsidiair amendement van de heer Van Belle, dat wij om pragmatische redenen aanvaarden. Uit juridisch oogpunt lijkt het mij echter onlogisch omdat een exclusief recht wordt gekoppeld aan een vergoedingsrecht, terwijl de exclusieve rechten in het gehele voorstel uitsluitend worden gekoppeld aan de morele rechten. Hoewel er dus een contradictie bestaat, aanvaard ik dat er pragmatische redenen zijn om de toestemming te vereisen.

Wat het voorstel betreft om de termijn van 50 jaar te verlengen tot 70 jaar, bestond er geen akkoord. De heer Van Belle heeft ongetwijfeld vastgesteld dat er oorspronkelijk slechts in een termijn van 25 jaar was voorzien. Ik stel voor de 50 jaar te behouden, aangezien het precies de bedoeling was een harmonisatie te verwezenlijken met de regeling betreffende alle nevenrechten waarvoor de termijn van 25 jaar werd verlengd tot 50 jaar.

Mijnheer Van Belle, het zou verkeerd zijn om deze termijn op 70 jaar te brengen omdat er dan verwarring kan ontstaan met een heel ander aspect van de auteursrechten, namelijk de 70 jaar voor *post mortem*-rechten. Men zou op die manier een element van inherent reële auteursrechten overplanten naar een bijkomend recht dat eigenlijk beter wordt gelijkgeschakeld met de nevenrechten.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Arts.

De heer Arts. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil de heer Van Belle vragen om de consensus die we daarstraks hebben bereikt, te handhaven en zijn subsidiair amendement in te trekken, verwijzend naar de verklaring van de heer Erdman en naar de discussies die we daaromtrent in de commissie voor de Justitie hebben gevoerd. Weliswaar kon hij vroeger niet aan deze discussies deelnemen, maar zij zijn een perfecte voorafspiegeling van de huidige discussie, aangezien wij ermee akkoord gingen om de termijn te beperken tot 50 jaar. Ik hoop dat wij die consensus thans kunnen handhaven.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Belle.

De heer Van Belle. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb aan de besprekingen die tijdens de voorbije legislatuur werden gevoerd uiteraard niet kunnen deelnemen. Aangezien men aandringt, zal ik mij neerleggen bij de termijn van 50 jaar. In de buurlanden wordt echter overal de periode van 70 jaar aanvaard. Ik vraag mij dus af waarom wij de Europese wetgeving hierin niet volgen. Aangezien de commissie een akkoord heeft bereikt over de periode van 50 jaar, sluit ik mij er graag bij aan.

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, l'information citée par M. Van Belle concernant les pays voisins n'est pas exacte. En effet, la loi danoise prévoit une durée spéciale de 25 ans, par exemple pour la protection des simples images. La loi allemande men-

tionne également une durée différente de celle qui est prévue pour la protection des œuvres. Quant à la loi française, elle ne protège pas les images qui ne sont pas des œuvres. Il ne faut donc pas se référer trop rapidement à la législation des pays voisins. Elle n'est pas uniforme — c'est le moins que l'on puisse dire — sur cette question.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Belle.

De heer Van Belle. — Mijnheer de Voorzitter, er zijn een aantal landen die hier wel aan beantwoorden.

De Voorzitter. — Ik vat de bespreking even samen.

De heer Van Belle trekt zijn hoofdamendement bij artikel 60 in. Bijgevolg worden zijn subsidiaire amendementen twee hoofdamendementen. Het eerste handhaaft hij. Alle leden blijken hiermee in te stemmen, behalve de heer Lallemand, die, omwille van de luister van de taal, voorstelt om *à cet effet* te schrappen.

De heer Van Belle. — Mijnheer de Voorzitter, ik ga akkoord met deze wijziging, als de Nederlandse tekst zoals hij is ingediend, behouden blijft.

De Voorzitter. — Mijnheer Van Belle, het woord «daartoe» — de vertaling van *à cet effet* — moet wel worden geschrapt.

De heer Van Belle. — Geen probleem, mijnheer de Voorzitter, de tekst wordt dan: «... moet zijn toestemming geven en zijn naam moet worden vermeld».

De Voorzitter. — Als ik het goed heb begrepen, mijnheer Van Belle, trekt u uw tweede amendement, handelend over de periode van zeventig jaar, dus in.

De heer Van Belle. — Inderdaad, mijnheer de Voorzitter.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, c'est donc le dernier alinéa de l'article 60 qui est maintenu.

M. le Président. — En effet, l'amendement étant retiré, le texte original demeure.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 60 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 60 sont réservés.

Section 8. — Dispositions communes aux sections 1^{re} à 6

Art. 61. Les articles 48, 53, 56 et 58 ne sont pas applicables lorsque les actes visés par ces dispositions sont accomplis dans les buts suivants:

1. La courte citation effectuée dans un but de critiques, de polémique ou d'enseignement, ou dans des travaux scientifiques, conformément aux bons usages et dans la mesure justifiée par le but poursuivi, de prestations des titulaires de droits visés aux sections 2 à 5 du présent chapitre;

2. La fixation, la reproduction et la communication au public, dans un but d'information, de courts fragments des prestations des titulaires de droits visés dans les sections 2 à 5, à l'occasion de comptes rendus des événements de l'actualité;

3. L'exécution gratuite et privée effectuée dans le cercle de famille;

4. La reproduction de courts fragments des prestations fixées sur un support graphique ou analogue, effectuée à l'aide d'appareils permettant la reproduction, pour autant que celle-ci soit faite exclusivement pour l'usage personnel d'une personne physique ou pour l'usage interne d'une personne morale;

5. Les reproductions des prestations sur des supports sonores ou audiovisuels, réservées à l'usage privé de la personne physique qui les réalise;

6. La caricature, la parodie ou le pastiche, compte tenu des usages.

Dans les cas visés aux points 1 et 2, le nom de l'auteur et, le cas échéant, celui de l'artiste-interprète ou exécutant ainsi que le titre de l'œuvre reproduite ou citée doivent être mentionnés.

Afdeling 8. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de afdelingen 1 tot 6

Art. 61. De artikelen 48, 53, 56 en 58 zijn niet van toepassing wanneer de handelingen bedoeld in die artikelen verricht worden met een van de hierna volgende doelstellingen:

1. De korte aanhaling van prestaties van de in de afdelingen 2 tot 5 van dit hoofdstuk bedoelde rechthebbenden, ten behoeve van kritiek, polemieek of onderwijs, of in wetenschappelijke werken, voor zover zulks geschiedt overeenkomstig de heersende gebruiken en het beoogde doel zulks wettigt;

2. De vastlegging, de reproductie en de mededeling aan het publiek, met het oog op informatie, van korte fragmenten van de prestaties van de rechthebbenden bedoeld in de afdelingen 2 tot 5, in een verslag dat over actuele gebeurtenissen wordt uitgebracht;

3. De kosteloze privé-uitvoering in familiekring;

4. De reproductie van korte fragmenten van prestaties die op grafische of soortgelijke wijze zijn vastgelegd, met behulp van een apparaat dat reproductie mogelijk maakt, op voorwaarde dat dit uitsluitend gebeurt voor eigen gebruik van een natuurlijke persoon of voor intern gebruik van een rechtspersoon;

5. De reproductie van prestaties op geluids- of audiovisuele dragers, uitsluitend bestemd voor eigen gebruik van de natuurlijke persoon die ze maakt;

6. Een karikatuur, een parodie of een pastiche, rekening houdend met de heersende gebruiken.

In de gevallen bedoeld onder 1 en 2 moeten de naam van de maker en, in voorkomend geval, de naam van de uitvoerende kunstenaar, alsook de titel van het gereproduceerde of aangehaalde werk worden vermeld.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 62. Les artistes-interprètes ou exécutants ne peuvent s'opposer à la reproduction et à la communication publique de leur prestation, si celle-ci est accessoire à un événement constituant le sujet principal d'une séquence d'une œuvre ou le sujet principal d'images qu'elles soient sonorisées ou non.

Art. 62. De uitvoerende kunstenaars kunnen zich niet verzetten tegen de reproductie en de mededeling aan het publiek van hun prestatie, wanneer deze van bijkomstig belang is voor een gebeurtenis die het eigenlijke onderwerp vormt van een sequentie van een werk of van al dan niet van geluid voorziene beelden.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre IV. — De la copie privée d'œuvres sonores et audiovisuelles

Art. 63. Les auteurs, les artistes-interprètes ou exécutants et les producteurs d'œuvres sonores et audiovisuelles ont droit à une rémunération, à la suite de la reproduction de celles-ci dans les conditions définies aux articles 34, alinéa 1^{er}, 4, et 61, alinéa 1^{er}, 5, de la présente loi.

La rémunération est versée par le fabricant ou l'importateur de supports utilisables pour la reproduction d'œuvres, et par le fabricant ou l'importateur d'appareils permettant la reproduction de celles-ci, au plus tard lors de la mise en circulation sur le territoire national de ces supports et de ces appareils.

Sous réserve des conventions internationales, la rémunération est répartie conformément à l'article 66, par les sociétés de gestion des droits, entre les auteurs, les artistes exécutants, les éditeurs et les producteurs, pour les phonogrammes et les vidéogrammes qui ont été fixés pour la première fois en Belgique.

Le Roi fixe les modalités de perception, de répartition et de contrôle de la rémunération.

La rémunération est exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée.

Hoofdstuk IV. — Het kopiëren voor eigen gebruik van geluids- en audiovisuele werken

Art. 63. De makers, de uitvoerende kunstenaars en de producenten van geluids- en audiovisuele werken hebben recht op een vergoeding voor de reproductie van die werken onder de voorwaarden bepaald in artikel 34, eerste lid, 4, en artikel 61, eerste lid, 5, van deze wet.

De vergoeding wordt betaald door de fabrikant of de invoerder van dragers die gebruikt kunnen worden voor het reproduceren van werken, en door de fabrikant of de invoerder van apparaten waarmee de werken gereproduceerd kunnen worden, uiterlijk op de datum waarop die dragers en die apparaten op het nationale grondgebied in de handel worden gebracht.

Onverminderd het bepaalde in internationale overeenkomsten wordt, voor de fonogrammen en de videogrammen die voor het eerst in België zijn vastgelegd, de vergoeding door de vennootschappen voor het beheer van de rechten overeenkomstig artikel 66 verdeeld onder de makers, de uitvoerende kunstenaars en de uitgevers en producenten.

De Koning bepaalt de nadere regels met betrekking tot de inning en verdeling van en de controle op de vergoeding.

De vergoeding is vrijgesteld van belasting over de toegevoegde waarde.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 64 est ainsi libellé:

Art. 64. La rémunération visée à l'article 63 est fixée à 8 p.c. du prix de vente pratiqué par le fabricant ou l'importateur du support et des appareils permettant la reproduction des œuvres protégées.

Ce taux peut être augmenté ou diminué par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, après avoir pris l'avis des Exécutifs des Communautés et des associations représentatives des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs d'œuvres sonores et audiovisuelles, et des associations représentatives des fabricants et importateurs des appareils permettant la reproduction des œuvres protégées ainsi que de leurs supports.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avoir recueilli les avis visés à l'alinéa 2, fixer d'autres critères de rémunération, comme la capacité d'enregistrement des supports.

Art. 64. De vergoeding bedoeld in artikel 63 is vastgesteld op 8 pct. van de verkoopprijs die wordt aangerekend door de fabrikant of de invoerder van de drager en van de apparaten waarmee de beschermde werken gereproduceerd kunnen worden.

Dat percentage kan bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden verhoogd of verlaagd, nadat het advies is ingewonnen van de Gemeenschapsexecutieven, van de verenigingen die de makers, de uitvoerende kunstenaars, de producenten van geluids- en audiovisuele werken vertegenwoordigen en van de verenigingen die de fabrikanten en de invoerders van de apparaten waarmee de beschermde werken gereproduceerd kunnen worden, en van hun dragers, vertegenwoordigen.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit en nadat hij de in het tweede lid bedoelde adviezen heeft ingewonnen, andere vergoedingscriteria vaststellen, zoals het registratievermogen van de dragers.

De heer Verreycken stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Verreycken propose la suppression de cet article.

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session extraordinaire 1991-1992
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Buitengewone zitting 1991-1992

Het woord is aan de heer Verreycken.

De heer Verreycken. — Mijnheer de Voorzitter, ik stel vast dat artikel 64 een nieuwe vorm van ongelijkheid creëert. De computerwereld wordt niet vertrouwd, hoewel daar massaal wordt gekopieerd. Ook de offset-kopieerapparaten, die dienen voor het massaal vermenigvuldigen van kunstwerken worden niet aan de heffing onderworpen. Dragere en toestellen die worden gebruikt door hobby-cineasten worden echter wel aan de heffing onderworpen. Ik vrees dat wij hiermee deze mensen naar het buitenland zullen jagen. Ik stel dus voor de heffing van 8 pct. te schrappen tot er duidelijkheid is gekomen.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 64 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 64 sont réservés.

Art. 65. La rémunération visée à l'article 63 est remboursée:

1. Aux producteurs d'œuvres sonores et audiovisuelles;
2. Aux organismes de radiodiffusion;
3. Aux institutions reconnues officiellement et subventionnées par les pouvoirs publics aux fins de conserver les documents sonores ou audiovisuels.

Le remboursement n'est accordé que pour les supports destinés à la conservation des documents sonores et audiovisuels et à leur consultation sur place.

Le Roi fixe les modalités de remboursement de la rémunération.

Art. 65. De vergoeding bedoeld in artikel 63 wordt terugbetaald:

1. Aan de producenten van geluids- en audiovisuele werken;
2. Aan de omroeporganisaties;
3. Aan de instellingen die door de overheid officieel erkend en gesubsidieerd worden met het oog op de bewaring van geluids- of audiovisueel materiaal.

De vergoeding wordt enkel terugbetaald voor de dragers die zijn bestemd om geluids- en audiovisueel materiaal te bewaren en ter plaatse beluisterd of bekeken te worden.

De Koning bepaalt de nadere regels met betrekking tot de terugbetaling van de vergoeding.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 66. § 1^{er}. Une somme correspondant à 70 p.c. du produit de la rémunération sera attribuée, à raison d'un tiers, à chacune des catégories suivantes:

- Les auteurs,
- Les artistes-interprètes ou exécutants,
- Les éditeurs et les producteurs d'œuvres sonores et audiovisuelles.

Les bénéficiaires doivent être membres d'une société de gestion et de répartition des droits, visée au chapitre VI de la présente loi. Les montants leur revenant sont répartis par lesdites sociétés.

§ 2. La part du produit de la rémunération qui n'a pas fait l'objet d'une répartition en application du paragraphe premier est destinée à promouvoir la création d'œuvres au sens de l'article 1^{er} de la présente loi. Le Roi en déterminera, moyennant l'avis des Exécutifs communautaires, les modalités d'affectation. Il veillera, en outre, à ce que les sociétés de gestion des droits soient associées à la répartition des sommes visées au présent paragraphe.

Art. 66. § 1. Een bedrag dat overeenstemt met 70 pct. van de opbrengst van de vergoeding, wordt toegewezen aan de volgende categorieën:

- De makers, naar rata van een derde,

- De uitvoerende kunstenaars, naar rata van een derde,
- De uitgevers en de producenten van geluids- en audiovisuele werken, naar rata van een derde.

De rechthebbenden moeten lid zijn van een in hoofdstuk VI van deze wet bedoelde vennootschap voor het beheer en de verdeling van de rechten. De bedragen die hun toekomen, worden door die vennootschappen verdeeld.

§ 2. Het deel van de opbrengst van de vergoeding dat niet werd verdeeld met toepassing van § 1, moet worden gebruikt ter aanmoediging van de schepping van werken in de zin van artikel 1 van deze wet. De Koning bepaalt, na advies van de Gemeenschapsexecutieven, de toewijzingsregeling. Daarenboven zorgt Hij ervoor dat de vennootschappen voor het beheer van de rechten betrokken worden bij de verdeling van de in deze paragraaf bedoelde bedragen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 67. Les dispositions du chapitre XI de la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée sont applicables aux infractions aux dispositions du présent chapitre et à celles de ses arrêtés d'exécution, le terme « taxe » étant remplacé par celui de « rémunération ».

Art. 67. De bepalingen van hoofdstuk XI van de wet van 3 juli 1969 houdende invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde zijn van toepassing op overtreding van de bepalingen van dit hoofdstuk en van de uitvoeringsbesluiten, met dien verstande dat het woord « belasting » gelezen moet worden als « vergoeding ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 68. Les arrêtés d'exécution des dispositions du présent chapitre devront entrer en vigueur dans les douze mois de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Art. 68. De uitvoeringsbesluiten met betrekking tot de bepalingen van dit hoofdstuk moeten in werking treden binnen twaalf maanden na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre V. — De la copie à usage personnel ou à usage interne des œuvres fixées sur un support graphique ou analogue

Art. 69. Les auteurs et les éditeurs d'œuvres fixées sur un support graphique ou analogue ont droit à une rémunération, en raison de la reproduction de courts fragments de celles-ci, dans les conditions définies à l'article 34, alinéa 1^{er}, 3, de la présente loi.

Cette rémunération est fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, après avoir pris l'avis des Exécutifs des Communautés, des associations représentatives des auteurs et des éditeurs, et des associations représentatives des fabricants et importateurs des appareils permettant la reproduction des œuvres protégées.

Elle est versée par le fabricant ou l'importateur d'appareils permettant la copie des œuvres protégées, au plus tard lors de leur mise en circulation sur le territoire national.

Le Roi fixe les modalités de perception, de répartition et de contrôle de la rémunération.

Il peut rendre applicables les dispositions du chapitre XI de la loi du 3 juillet 1969, créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux infractions aux dispositions du présent article et à celles de ses arrêtés d'exécution, le terme « taxe » étant remplacé par celui de « rémunération ».

Hoofdstuk V. — Het kopiëren voor eigen of voor intern gebruik van werken die op grafische of soortgelijke wijze zijn vastgelegd

Art. 69. De makers en de uitgevers van werken die op grafische of soortgelijke wijze zijn vastgelegd, hebben recht op een vergoeding voor de reproductie van korte fragmenten van die werken, onder de voorwaarden bepaald in artikel 34, eerste lid, 3, van deze wet.

Die vergoeding wordt bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, nadat het advies is ingewonnen van de Gemeenschapsexecutieven, van de verenigingen die de makers en de uitgevers vertegenwoordigen en van de verenigingen die de fabrikanten en de invoerders van de apparaten waarmee de beschermde werken gereproduceerd kunnen worden, vertegenwoordigen.

Zij wordt betaald door de fabrikant of de invoerder van de apparaten waarmee de beschermde werken gereproduceerd kunnen worden, uiterlijk op de datum waarop die apparaten op het nationale grondgebied in de handel worden gebracht.

De Koning bepaalt de nadere regels met betrekking tot de inning en verdeling van en de controle op de vergoeding.

Hij kan de bepalingen van hoofdstuk XI van de wet van 3 juli 1969 houdende invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde van toepassing verklaren op overtreding van de bepalingen van dit artikel en van de uitvoeringsbesluiten, met dien verstande dat het woord « belasting » gelezen moet worden als « vergoeding ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 70. En outre, une rémunération proportionnelle, déterminée en fonction du nombre de copies réalisées, est due par les personnes physiques ou morales qui réalisent des copies de courts fragments d'œuvres protégées par le droit d'auteur.

Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi fixe le montant de la rémunération et définit les secteurs concernés, après avoir pris l'avis des Exécutifs des Communautés et des associations représentatives des auteurs et des éditeurs ainsi que des associations représentatives des utilisateurs.

Le Roi fixe les modalités de perception, de répartition et de contrôle de la rémunération.

Selon les conditions et les modalités qu'il fixe, Il charge une association ou une société représentatives de l'ensemble des sociétés de gestion des droits, concernées par la reprographie, de la perception et de la répartition de la rémunération.

Les arrêtés d'exécution des dispositions du présent chapitre devront entrer en vigueur dans les douze mois de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Art. 70. Bovendien moeten de natuurlijke personen of de rechtspersonen die kopieën vervaardigen van korte fragmenten van auteursrechtelijk beschermde werken, een vergoeding betalen die evenredig is aan het aantal vervaardigde kopieën.

Bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalt de Koning het bedrag van de vergoeding en omschrijft Hij de betrokken sectoren, nadat het advies is ingewonnen van de Gemeenschapsexecutieven en van de verenigingen die de makers en de uitgevers vertegenwoordigen, alsook van de verenigingen die de gebruikers vertegenwoordigen.

De Koning bepaalt de nadere regels met betrekking tot de inning en verdeling van en de controle op de vergoeding.

Overeenkomstig de voorwaarden en de nadere regels die Hij stelt, belast Hij een vereniging of vennootschap waarin alle bij de reprografie betrokken vennootschappen voor het beheer van de rechten zijn vertegenwoordigd, met de inning en de verdeling van de vergoeding.

De uitvoeringsbesluiten met betrekking tot de bepalingen van dit hoofdstuk moeten in werking treden binnen twaalf maanden na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 71. Sous réserve des conventions internationales la rémunération prévue aux articles 69 et 70 est attribuée à part égale aux auteurs et aux éditeurs pour les œuvres éditées pour la première fois en Belgique et est répartie par les sociétés de gestion des droits visées à l'article 70 et au chapitre VI de la présente loi.

La rémunération est exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 71. Onverminderd het bepaalde in internationale overeenkomsten wordt, voor de werken die voor het eerst in België zijn uitgegeven, de in de artikelen 69 en 70 bedoelde vergoeding in gelijke delen toegewezen aan de makers en de uitgevers en verdeeld door de vennootschappen voor het beheer van de rechten, bedoeld in artikel 70 en in hoofdstuk VI van deze wet.

De vergoeding is vrijgesteld van belasting over de toegevoegde waarde.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre VI. — Des sociétés de gestion des droits

Art. 72. Est soumis aux dispositions du présent chapitre quiconque perçoit ou répartit des droits reconnus par la présente loi, pour le compte de plusieurs titulaires de ces droits.

Cette gestion doit être effectuée par une société régulièrement constituée dans un des pays de la Communauté européenne où elle exerce licitement une activité de société de perception ou de répartition desdits droits.

Les associés doivent être auteurs, artistes-interprètes ou exécutants, producteurs d'œuvres sonores ou audiovisuelles, éditeurs, ou les ayants droit de ceux-ci.

Si la société est établie hors des pays de la Communauté européenne, elle exercera son activité en Belgique par une société ou un établissement régulièrement constitué dans un pays de la Communauté européenne, et dont la personne préposée à la gestion remplit les conditions prévues par l'article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Hoofdstuk VI. — Vennootschappen voor het beheer van de rechten

Art. 72. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op al wie de bij deze wet erkende rechten int of verdeelt voor rekening van verschillende rechthebbenden.

Het beheer moet worden waargenomen door een vennootschap die op regelmatige wijze is opgericht in een van de landen van de Europese Gemeenschap, waar zij op geoorloofde wijze als vennootschap voor de inning of de verdeling van die rechten werkzaam is.

De vennoten moeten de hoedanigheid bezitten van maker, uitvoerende kunstenaar, producent van geluids- of audiovisuele werken, uitgever, of van rechtverkrijgende van de voormelde personen.

Is de vennootschap gevestigd in een land dat geen lid is van de Europese Gemeenschap, dan moet zij haar werkzaamheden in België verrichten via een vennootschap of een instelling die in een land van de Europese Gemeenschap op regelmatige wijze is opgericht en waarvan degene die met het beheer is belast, voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 198 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 73. La société a l'obligation de gérer les droits reconnus par la présente loi lorsque le titulaire de ceux-ci lui en fait la demande, dans la mesure où celle-ci est conforme à l'objet de la société.

Art. 73. De vennootschap heeft de plicht de rechten te beheren die door deze wet worden erkend wanneer de rechthebbende daarom verzoekt en dat verzoek overeenstemt met de doelstelling van de vennootschap.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 74. Les sociétés visées à l'article 72 doivent être autorisées par le ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions à exercer leurs activités sur le territoire national.

Un arrêté ministériel détermine de quelle manière les autorisations doivent être demandées et les modalités d'octroi de celles-ci.

Le ministre peut retirer une autorisation dans le cas où les conditions mises à son octroi ne sont pas respectées ou lorsque la société commet ou a commis des infractions graves ou répétées aux dispositions de la présente loi.

Le refus d'octroi de l'autorisation et le retrait de celle-ci doivent être motivés.

Le retrait prend effet après l'écoulement d'un délai de deux ans, à compter de la notification du retrait. Le retrait de l'autorisation vaut résolution du contrat d'adhésion ou de mandat donné par les membres de la société à celle-ci.

Tout octroi d'autorisation ainsi que tout retrait doivent être publiés au *Moniteur belge*.

Art. 74. Om op het nationale grondgebied werkzaam te kunnen zijn, moeten de in artikel 72 bedoelde vennootschappen een vergunning bezitten van de minister die bevoegd is voor het auteursrecht.

Een ministerieel besluit bepaalt op welke wijze de vergunningen moeten worden aangevraagd en onder welke voorwaarden zij verkregen kunnen worden.

De minister kan een vergunning intrekken wanneer de vennootschap niet voldoet aan de voorwaarden voor het verkrijgen van de vergunning of wanneer zij zware of herhaalde overtredingen van de bepalingen van deze wet begaat of heeft begaan.

Het weigeren en het intrekken van de vergunning moeten met redenen worden omkleed.

De intrekking heeft gevolg na verloop van twee jaar te rekenen van de kennisgeving van de intrekking. De intrekking van de vergunning geldt als ontbinding van de toetredingsovereenkomst of van de overeenkomst waarbij de leden aan de vennootschap machtiging hebben verleend.

Elke toekenning en elke intrekking van een vergunning moet in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 75. Les sociétés sont surveillées par un commissaire nommé de la même manière que dans les sociétés anonymes.

Il doit être choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises; il porte le titre de commissaire-réviseur.

Toutes les dispositions prévues par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales pour les commissaires-réviseurs dans les sociétés anonymes sont également applicables au commissaire-réviseur visé à l'alinéa 2.

Art. 75. Op de vennootschappen wordt toezicht uitgeoefend door een commissaris, benoemd op dezelfde wijze als bij de naamloze vennootschappen.

De commissaris moet worden gekozen onder de leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren; hij draagt de titel van commissaris-revisor.

Alle bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen die betrekking hebben op de commissarissen-revisoren in de naamloze vennootschappen, zijn van overeenkomstige toepassing op de commissaris-revisor bedoeld in het tweede lid.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 76 est ainsi libellé:

Art. 76. Il est créé auprès de chaque société gérant les droits des artistes-interprètes ou exécutants une commission d'avis. Cette commission est composée de:

— Deux délégués par organisation syndicale représentative du secteur culturel, public et privé, et reconnue par le Conseil national du travail, et deux suppléants;

— Un nombre égal de représentants de la société.

Le Roi détermine les renseignements et documents qui doivent être communiqués à la commission d'avis ainsi que les règles de fonctionnement de ladite commission.

Celle-ci peut émettre un avis à l'intention des organes de la société si au moins deux de ses membres en font la demande. Elle informe les associés sur les droits auxquels ils peuvent prétendre.

Art. 76. Bij elke vennootschap die de rechten van de uitvoerende kunstenaars beheert, wordt een adviescommissie ingesteld. Die commissie bestaat uit:

— Twee vertegenwoordigers per representatieve, door de Nationale Arbeidsraad erkende vakbondsorganisatie uit de openbare en de particuliere culturele sector, alsmede twee plaatsvervangers;

— Een gelijk aantal vertegenwoordigers van de vennootschap.

De Koning bepaalt welke inlichtingen en welke stukken aan de adviescommissie moeten worden medegedeeld en stelt regels voor de werkwijze van de commissie.

Deze commissie kan een advies uitbrengen ten behoeve van de organen van de vennootschap, indien ten minste twee van haar leden daarom verzoeken. Zij verstrekt de vennoten inlichtingen omtrent de rechten waarop zij aanspraak kunnen maken.

De heer Verreycken stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Verreycken propose la suppression de cet article.

Het woord is aan de heer Verreycken.

De heer Verreycken. — Mijnheer de Voorzitter, een lid heeft er reeds op gewezen dat door dit artikel inderdaad een politieke invloed in de kunstbeleving in België mogelijk wordt gemaakt. Hij heeft terecht benadrukt dat een onrechtstreekse censuur wordt gecreëerd. Daarom stel ik voor het artikel gewoonweg te schrappen.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 76 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 76 sont réservés.

Art. 77. Les fonds récoltés qui ne peuvent être attribués doivent être répartis par les sociétés, selon des modalités définies par le Roi, entre tous les titulaires des droits définis par la présente loi.

Art. 77. De sommen die worden geïnd maar niet kunnen worden uitgekeerd, moeten door de vennootschappen worden verdeeld onder alle in deze wet bepaalde rechthebbenden, op de wijze die de Koning bepaalt.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 78. Sans préjudice de toutes informations qui doivent être communiquées en vertu des lois et des statuts, tout associé ou son mandataire peut obtenir, dans un délai d'un mois à compter du jour de sa demande, une copie des documents des trois dernières années, et relatifs:

1° Aux comptes annuels approuvés par l'assemblée générale et à la structure financière de la société;

2° A la liste actualisée des administrateurs;

3° Aux rapports faits à l'assemblée par le conseil d'administration et par le commissaire-réviseur;

4° Au texte et à l'exposé des motifs des résolutions proposées à l'assemblée générale et à tout renseignement relatif aux candidats au conseil d'administration;

5° Au montant global, certifié exact par le commissaire-réviseur, des rémunérations, des frais forfaitaires et des avantages de quelque nature que ce soit, versés aux administrateurs;

6° Aux tarifs actualisés de la société;

7° A la destination des fonds qui, conformément aux articles 23, alinéa 4, et 77, ont dû être redistribués.

Art. 78. Onverminderd de informatie die medegedeeld moet worden krachtens de wetten en de statuten, kan elke vennoot of zijn gemachtigde, binnen een maand te rekenen van de dag van zijn verzoek, een afschrift krijgen van de stukken van de laatste drie jaren die betrekking hebben op:

1° De door de algemene vergadering goedgekeurde jaarrekeningen en de financiële structuur van de vennootschap;

2° De bijgewerkte lijst van de bestuurders;

3° De verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor aan de algemene vergadering;

4° De tekst van en de toelichting bij de aan de algemene vergadering voorgestelde resoluties, alsmede alle inlichtingen betreffende de kandidaten voor de raad van bestuur;

5° Het door de commissaris-revisor voor juist verklaarde totale bedrag van de bezoldigingen, forfaitaire kosten en voordelen van welke aard ook, die werden uitgekeerd aan de bestuurders;

6° De geactualiseerde tarieven van de vennootschap;

7° De bestemming van de sommen die, overeenkomstig de artikelen 23, vierde lid, en 77, verdeeld moesten worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 79. Les sociétés ont la faculté, dans la limite des mandats qui leur sont donnés, par tout ou partie de leurs membres ou par des organismes étrangers ayant le même objet, de conclure des contrats généraux avec des entrepreneurs de spectacle, des organismes de radiodiffusion et les câblodiffuseurs. Ces contrats autorisent ceux-ci à représenter et diffuser les œuvres actuelles et futures constituant le répertoire de ces sociétés. Les sociétés qui représentent et gèrent les droits des titulaires de droits voisins disposent de la même faculté.

Art. 79. De vennootschappen kunnen, binnen de perken van de machtigingen die hun verleend zijn door al hun leden of een deel van hen of door buitenlandse instellingen die een zelfde doel nastreven, algemene contracten sluiten met organisatoren van voorstellingen, omroeporganisaties en kabelexploitanten. Deze contracten verlenen hun het recht de bestaande en toekomstige werken uit het repertorium van de vennootschappen op te voeren en uit te zenden. De vennootschappen die de rechten vertegenwoordigen en beheren van personen die naburige rechten genieten, kunnen eveneens dergelijke contracten sluiten.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 80. La présente loi ne porte pas atteinte aux contrats de représentation conclus par les sociétés, visées par la loi, ou aux contrats conclus entre celles-ci et des tiers, sous l'empire de lois antérieures.

Cette exception n'est applicable que dans la mesure où ces sociétés auront demandé l'autorisation visée à l'article 74, dans les six mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel visé audit article.

Cette demande sera accompagnée d'une copie de leurs statuts et de leurs trois derniers bilans approuvés.

L'autorisation est accordée de plein droit à la demande des sociétés qui exercent effectivement l'activité, visée à l'article 72, depuis au moins trois ans précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, ou qui ont repris de telles activités d'une société ou d'une association qui les ont exercées durant le même délai.

Art. 80. Deze wet doet geen afbreuk aan de contracten inzake vertegenwoordiging die de in deze wet bedoelde vennootschappen hebben gesloten, noch op de contracten die zij, onder de gelding van vroegere wetten, met derden hebben gesloten.

Deze uitzondering geldt enkel in zoverre die vennootschappen de in artikel 74 bedoelde vergunning hebben aangevraagd binnen zes maanden te rekenen van de inwerkingtreding van het ministerieel besluit bedoeld in dat artikel.

Die aanvraag moet vergezeld gaan van een kopie van de statuten en van de laatste drie goedgekeurde balanssen.

De vergunning wordt van rechtswege toegekend op verzoek van de vennootschappen die, sedert ten minste drie jaar vóór de inwerkingtreding van deze wet, de werkzaamheden bedoeld in artikel 72 werkelijk hebben verricht, of die dergelijke werkzaamheden hebben overgenomen van een vennootschap of van een vereniging die ze even lang heeft verricht.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 81. Les sociétés ont qualité pour ester en justice pour la défense des droits dont elles ont statutairement la charge.

Art. 81. De vennootschappen zijn bevoegd om in rechte op te treden met het oog op de verdediging van de rechten die zij krachtens de statuten beheren.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 82. Outre les procès-verbaux des officiers ou agents de police judiciaire, la preuve d'une représentation, d'une exécution, d'une reproduction ou d'une exploitation quelconque, ainsi que celle de toute déclaration inexacte concernant les œuvres représentées, exécutées ou reproduites ou concernant les recettes, pourra résulter des constatations d'un huissier de justice, ou de celles d'un agent désigné par des sociétés de gestion, agréé par le ministre ayant le droit d'auteur dans ses compétences et assermenté dans les conditions prévues par arrêté royal.

Art. 82. Het bewijs van een opvoering, uitvoering, reproductie of enige andere exploitatie, alsook het bewijs van een onjuiste verklaring over de opgevoerde, uitgevoerde of gereproduceerde werken of over de ontvangsten kan niet alleen door de processen-verbaal van de officieren of de agenten van de gerechtelijke politie worden geleverd, maar ook door de vaststellingen van een gerechtsdeurwaarder of van een door beheersvennootschappen aangewezen persoon die erkend is door de minister bevoegd voor het auteursrecht en beëdigd is onder de bij koninklijk besluit bepaalde voorwaarden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 83. Les sociétés communiquent leurs comptes annuels au ministre qui a le droit d'auteur dans ses compétences et portent à sa connaissance, deux mois au moins avant l'examen par l'assemblée générale, tout projet de modification des statuts, des tarifs ou des règles de perception et de répartition.

Art. 83. De vennootschappen delen hun jaarrekeningen mee aan de minister die bevoegd is voor het auteursrecht en geven hem kennis van elk voorstel tot wijziging van de statuten, de tarieven of de innings- en verdelingsregels, ten minste twee maanden vóór de algemene vergadering tot het onderzoek ervan overgaat.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 84. Le ministre désigne auprès de chaque société un délégué.

Le délégué veille à l'application de la loi et des statuts, ainsi que des tarifs et des règles de perception et de répartition visés à l'article 83.

Il agit d'initiative, ou à la demande du ministre ou de tout intéressé.

La société est tenue de lui fournir tout document ou renseignement utile à sa mission.

Il a accès aux livres et aux documents comptables de la société.

Le délégué fait rapport au ministre de ses démarches et de ses enquêtes, et communique à ceux qui les lui ont demandés les résultats de celles-ci.

Le statut et les émoluments du délégué sont fixés par arrêté royal.

Sans préjudice de l'article 74, la violation répétée des statuts et des règlements de la société peut justifier le retrait de l'agrément par le ministre.

Art. 84. De minister wijst voor elke vennootschap een vertegenwoordiger aan.

De vertegenwoordiger houdt toezicht op de toepassing van de wet en de statuten, alsook van de in artikel 83 bedoelde tarieven, innings- en verdelingsregels.

Hij treedt op uit eigen beweging of op verzoek van de minister of van enige belanghebbende.

De vennootschap moet hem alle stukken en alle inlichtingen verschaffen die dienstig kunnen zijn voor zijn taak.

Hij kan inzage nemen van de boeken en de boekingsstukken van de vennootschap.

De vertegenwoordiger brengt aan de minister verslag uit over zijn handelingen en onderzoeken en deelt het resultaat ervan mee aan wie erom gevraagd heeft.

Het statuut en de bezoldiging van de vertegenwoordiger worden bij koninklijk besluit bepaald.

Onverminderd het bepaalde in artikel 74 kan herhaalde overtreding van de statuten en de reglementen van de vennootschap grond opleveren voor de intrekking van de erkenning door de minister.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 85. Le délégué peut faire inscrire à l'ordre du jour d'une assemblée générale de la société, la limitation des frais de fonctionnement de cette société et désigner un expert qui fera rapport à cette assemblée.

Art. 85. De vertegenwoordiger kan de beperking van de werkingskosten van de vennootschap op de agenda van een algemene vergadering van die vennootschap plaatsen en een deskundige aanwijzen die aan de algemene vergadering verslag moet uitbrengen.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — M. Vaes et consorts proposent l'insertion d'un article 85bis (nouveau) ainsi libellé:

« **Art. 85bis.** Les arrêtés et circulaires d'exécution du présent chapitre devront entrer en vigueur dans les neuf mois de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* pour les dispositions prévues aux articles 75, 76 et 82, et dans les douze mois pour celles prévues aux articles 77 et 84. »

« **Art. 85bis.** De uitvoeringsbesluiten en de circulaires met betrekking tot dit hoofdstuk moeten in werking treden binnen negen maanden na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, wat de bepalingen van de artikelen 74, 76 en 82 betreft, en binnen twaalf maanden wat de bepalingen van de artikelen 77 en 84 betreft. »

La parole est à M. Vaes.

M. Vaes. — Monsieur le Président, au chapitre 6, qui porte sur les sociétés de gestion et qui implique, en tout cas dans cinq de ses articles, des décisions du gouvernement, que ce soit sous forme d'arrêtés royaux ou de circulaires ministérielles, nous nous sommes accordés sur le fait qu'il était intéressant de préciser les délais dans lesquels ces textes devaient entrer en vigueur, de manière à renforcer l'efficacité juridique de la loi dès qu'elle sera effectivement mise en œuvre, c'est-à-dire après son adoption par la Chambre et sa publication au *Moniteur belge*. Il y avait là une lacune qui pouvait porter préjudice à l'efficacité des articles en question. Aussi, mes collègues ont soutenu cette proposition d'ajout d'un article 85bis.

De Voorzitter. — Het woord is aan de rapporteur.

De heer Erdman, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik sluit mij volkomen aan bij het amendement van de heer Vaes. Ik wil alleen een oproep doen tot de regering dat, indien de Senaat deze tekst zou aannemen en hij dus ontwerp wordt, men — onverminderd het respect dat aan de Kamer moet worden betoond en het mogelijk heen en weer sturen van de tekst — tijdig start met de consultaties inzake de uitvoeringsbesluiten. Ongeacht het feit dat de heer Vaes voor bepaalde besluiten voorziet in een tijdsspanne van negen maanden, dan zal dit nog tamelijk kort zijn om de mechaniek van de beheersvennootschappen op gang te brengen.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement dat ertoe strekt een artikel 85bis in te voegen wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement tendant à insérer un article 85bis est réservé.

Chapitre VI. — Dispositions générales

Section 1^{re}. — Champ d'application

Art. 86. Sans préjudice des dispositions des conventions internationales, les auteurs et les titulaires de droits voisins étrangers jouissent en Belgique des droits garantis par la présente loi sans que la durée de ceux-ci puisse excéder la durée fixée par la loi belge.

Toutefois, si ces droits viennent à expirer plus tôt dans leur pays, ils cesseront au même moment d'avoir effet en Belgique.

En outre, s'il est constaté que les auteurs belges et les titulaires belges de droits voisins jouissent dans un pays étranger d'une protection moins étendue, les ressortissants de ce pays ne pourront bénéficier que dans la même mesure des dispositions de la présente loi.

Hoofdstuk VII. — Algemene bepalingen

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 86. Onverminderd het bepaalde in internationale overeenkomsten gelden de bij deze wet gewaarborgde rechten in België ook voor de buitenlandse makers en de buitenlanders die naburige rechten genieten, maar niet voor een langere termijn dan bij de Belgische wet is bepaald.

Indien evenwel die rechten in hun land vervallen na een kortere termijn, vervallen zij ook in België na het verstrijken van die termijn.

Zijn de Belgische makers en de Belgen die naburige rechten genieten in mindere mate beschermd in een vreemd land, dan gelden de voordelen van deze wet voor de onderdanen van dat land slechts in gelijke mate.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 2. — Dispositions pénales

Art. 87. Toute atteinte méchante ou frauduleuse portée au droit d'auteur et aux droits voisins constitue le délit de contrefaçon.

Ceux qui sciemment, vendent, louent, exposent en vente ou en location, tiennent en dépôt pour être loués ou vendus, ou introduisent sur le territoire belge dans un but commercial les objets contrefaits, sont coupables du même délit.

Il en est de même pour ceux qui mettent en circulation ou détiennent à des fins commerciales la copie d'un programme d'ordinateur, lorsqu'ils savent ou ont des raisons de croire qu'elle est illicite, ainsi que tout moyen ayant pour seul but de faciliter la suppression non autorisée ou la neutralisation des dispositifs techniques qui protègent le programme d'ordinateur.

Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables au délit de contrefaçon.

La confiscation des ouvrages ou des objets contrefaits, de même que celle des planches, des moules ou des matrices et des autres ustensiles ayant directement servi à commettre ces délits, sera prononcée contre les condamnés.

Afdeling 2. — Strafbepalingen

Art. 87. Hij die kwaadwillig of bedrieglijk inbreuk pleegt op het auteursrecht en de naburige rechten, is schuldig aan het misdrijf van namaking.

Hij die voorwerpen, wetende dat zij nagemaakt zijn, verkoopt, verhuurt, te koop of te huur stelt, in voorraad heeft voor de verkoop of de verhuur of in België invoert voor commerciële doeleinden, is schuldig aan hetzelfde misdrijf.

Hetzelfde geldt voor degenen die, voor commerciële doeleinden een kopie van een computerprogramma in het verkeer brengen of bezitten, terwijl zij weten of redelijkerwijs kunnen vermoeden dat het een onrechtmatige kopie is, dan wel middelen in het verkeer brengen of bezitten die uitsluitend bestemd zijn om de ongeoorloofde verwijdering of ontwijking van technische voorzieningen ter bescherming van het computerprogramma te vergemakkelijken.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op het misdrijf van namaking.

De nagemaakte werken of voorwerpen, alsmede de platen, vormen of matrijzen en andere gereedschappen die rechtstreeks gediend hebben tot het plegen van die misdrijven, worden verbeurd verklaard.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 88. Les délits prévus à l'article 88 seront punis d'un emprisonnement d'un mois à trois ans, et d'une amende de 100 à 100 000 francs, ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 88. De misdrijven omschreven in artikel 88 worden gestraft met gevangenisstraf van een maand tot drie jaar en met geldboete van honderd frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 89. En cas d'exécution ou de représentation faites en fraude du droit d'auteur ou du droit voisin, les recettes pourront être saisies comme objets provenant du délit. Elles seront allouées au réclamant en proportion de la part que son œuvre ou sa prestation aura eue dans la représentation ou l'exécution, et seront prises en compte dans l'évaluation de la réparation.

Art. 89. Ingeval een uitvoering of een opvoering inbreuk maakt op het auteursrecht of op de naburige rechten, kunnen de ontvangsten in beslag genomen worden als zaken die uit het misdrijf voortkomen. Zij worden aan de eiser toegewezen naar evenredigheid van hetgeen zijn werk of zijn prestatie heeft bijgedragen tot de uitvoering of opvoering en worden bij de raming van de schadevergoeding in aanmerking genomen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 90. Le tribunal peut ordonner l'affichage des jugements rendus en application de l'article 89 pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des installations du contrevenant et aux frais de celui-ci, de même que la publication du jugement, aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Art. 90. De rechter kan bevelen dat de vonnissen gewezen met toepassing van artikel 89 moeten worden aangeplakt voor de duur die hij bepaalt, zowel binnen als buiten de gebouwen van de overtreder en op diens kosten, of dat het vonnis op kosten van de overtreder in nieuwsbladen of op enige andere wijze bekend gemaakt moet worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 91. Les personnes morales sont civilement responsables des condamnations aux dommages et intérêts, aux amendes, aux frais, aux confiscations, aux restitutions et aux sanctions pécuniaires quelconques, prononcées pour infraction aux dispositions de la présente loi contre leurs administrateurs, représentants et préposés.

Art. 91. De rechtspersonen zijn burgerlijk aansprakelijk voor de veroordeling tot het betalen van schadevergoeding, boeten, kosten, verbeurdverklaringen, teruggaven en geldstraffen van welke aard ook, die wegens overtreding van deze wet worden uitgesproken tegen hun bestuurders, vertegenwoordigers of aangestelden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 92. En cas de récidive des infractions prévues par la présente loi, les peines encourues sont portées au double.

En outre, le tribunal peut ordonner, soit à titre définitif, soit à titre temporaire, la fermeture de l'établissement exploité par le condamné.

Art. 92. In geval van herhaalde overtreding van deze wet worden de straffen verdubbeld.

Bovendien kan de rechter, hetzij definitief, hetzij tijdelijk, de sluiting bevelen van de inrichting van de veroordeelde.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 93. Les recettes et les objets confisqués peuvent être alloués à la partie civile à compte ou à concurrence du préjudice subi.

Art. 93. De ontvangsten en de verbeurdverklarde voorwerpen kunnen aan de burgerlijke partij worden toegewezen, in mindering of ten belope van het geleden nadeel.

— Adopté.

Aangenomen.

L'article 94 est ainsi libellé:

Section 3. — Action civile résultant du droit d'auteur

Art. 94. Le président du tribunal de première instance, saisi selon les formes du référé, peut ordonner la cessation de toute atteinte au droit d'auteur et aux droits voisins.

Il est statué sur la demande, nonobstant toute poursuite exercée en raison des mêmes faits devant une juridiction pénale.

Afdeling 3. — Burgerlijke rechtsvordering ter zake van auteursrecht

Art. 94. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, waarbij de zaak zoals in kort geding wordt aangebracht, kan bevelen dat een einde moet worden gemaakt aan de inbreuk op het auteursrecht en de naburige rechten.

Op de vordering wordt uitspraak gedaan, niettegenstaande enige vervolging die voor de strafrechter wordt ingesteld wegens dezelfde feiten.

De heer Van Belle stelt volgend amendement voor:

« Het eerste lid van dit artikel te vervangen als volgt:

« De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, waarbij de zaak zoals in kort geding wordt aangebracht, kan bevelen dat er een einde moet worden gemaakt aan de inbreuk op het auteursrecht en de naburige rechten. »

« Remplacer le premier alinéa du texte néerlandais de cet article par la disposition suivante:

« De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, waarbij de zaak zoals in kort geding wordt aangebracht, kan bevelen dat er een einde moet worden gemaakt aan de inbreuk op het auteursrecht en de naburige rechten. »

Het woord is aan de heer Van Belle.

De heer Van Belle. — Mijnheer de Voorzitter, het woord « zoals » moet worden toegevoegd aan de Nederlandstalige tekst. De Nederlandstalige tekst van het eerste lid van het artikel stemt niet overeen met de Franstalige tekst. Er is immers een fundamenteel verschil tussen « in kort geding » en « selon les formes du référé ». Hierdoor krijgt het artikel een heel andere inhoud. Ik meen evenwel dat iedereen het daarover eens is en dat er geen bezwaar zal bestaan om dit goed te keuren, zoals vanochtend is gebleken tijdens de algemene bespreking.

De Voorzitter. — Tijdens de bespreking van vanochtend is inderdaad gebleken dat er een consensus is over de wijziging, voorgesteld door de heer Van Belle. Het gaat hier eerder om een materiële correctie.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, c'est une traduction différente.

De Voorzitter. — Het woord is aan de rapporteur.

De heer Erdman, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, het kan inderdaad als een materiële correctie worden beschouwd. Aangezien de heer Van Belle zo vriendelijk was een amendement in te dienen, met verantwoording, stel ik voor het amendement te behouden om een spoor te hebben van de verantwoording en om nog eens duidelijk te maken dat het hier gaat om een procedure « zoals in kort geding », dus ten gronde gevoerd.

De Voorzitter. — Wij behouden het amendement als zodanig en beschouwen deze tekstwijziging niet als een materiële correctie. Er zal dus worden over gestemd.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 94 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 94 sont réservés.

Section 4. — Disposition transitoire

Art. 95. Les articles 3, 5, 6, 8 et 21 ne sont pas applicables aux œuvres qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, font partie du domaine public en application de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur.

Les contrats conclus antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi sont soumis aux dispositions de celle-ci pour les modes d'exploitation qui n'ont pas été prévus et qui n'ont pas encore été exercés.

Les dispositions de la présente loi relatives aux programmes d'ordinateur sont également applicables aux programmes créés avant son entrée en vigueur, sans préjudice des actes conclus et des droits acquis avant cette date.

Afdeling 4. — Overgangsbepaling

Art. 95. De artikelen 3, 5, 6, 8 en 21 zijn niet van toepassing op de werken die, op de datum van de inwerkingtreding van deze wet, met toepassing van de auteurswet van 22 maart 1886 tot het openbaar domein behoren.

De contracten gesloten vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn onderworpen aan de bepalingen ervan voor de exploitatiewijzen waarin niet is voorzien en waartoe nog niet is overgegaan.

De bepalingen van deze wet betreffende de computerprogramma's gelden eveneens voor de programma's gemaakt vóór de inwerkingtreding ervan, onverminderd de vóór die datum verrichte handelingen en verworven rechten.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 5. — Dispositions abrogatoires

Art. 96. Sont abrogées:

1. La loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur;

2. La loi du 25 juin 1921 portant prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique;

3. La loi du 25 juin 1921 frappant d'un droit les ventes publiques d'œuvres d'art au profit des artistes auteurs des œuvres vendues.

Afdeling 5. — Opheffingsbepalingen

Art. 96. Opgeheven worden:

1. De auteurswet van 22 maart 1886;
2. De wet van 25 juni 1921 tot verlenging, wegens de oorlog, van de duur der rechten van letterkundig of artistiek eigendom;
3. De wet van 25 juni 1921 tot het innemen van een recht op de openbare kunstveilingen, ten bate der kunstenaars, auteurs der verkochte werken.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 97. A l'article 1^{er} de la loi du 8 avril 1965 instituant le dépôt légal à la Bibliothèque royale de Belgique, les mots « à l'exception des procédés phonographiques et cinématographiques » sont supprimés.

Art. 97. In artikel 1 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van het wettelijk depot bij de Koninklijke Bibliotheek van België vervallen de woorden « met uitzondering van de fonografische en cinematografische procédés ».

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Belle.

De heer Van Belle. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb zoniet nog een telefoontje gekregen van mijn fractievoorzitter en wens zijn bekommerning nog even te verwoorden.

Hij vraagt zich wellicht niet ten onrechte af of dit voorstel van wet niet opnieuw in de commissie moet worden besproken vooraleer hierover wordt gestemd aangezien er vandaag in openbare vergadering nog tal van amendementen werden besproken.

De Voorzitter. — Mijnheer Van Belle, het staat uw fractie vrij om voorafgaand aan de stemming die woensdag zal plaatsvinden een motie tot verdaging of tot terugverwijzing naar de commissie in te dienen. De Senaat zal zich daarover dan uitspreken.

We stemmen dus morgen over het voorstel van wet in zijn geheel.

Il sera procédé demain au vote sur l'ensemble de la proposition de loi.

INTERPELLATIE VAN DE HEER CUYVERS TOT DE MINISTER VAN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, VOLKS-GEZONDHEID EN LEEFMILIEU OVER « HET STANDPUNT VAN BELGIË TEN OPZICHTE VAN DE INVOERING VAN GENETISCH GEWIJZIGD VOEDSEL »

INTERPELLATION DE M. CUYVERS AU MINISTRE DE L'INTEGRATION SOCIALE, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT SUR « LA POSITION DE LA BELGIQUE A L'EGARD DE L'IMPORTATION D'ALIMENTS MANIPULES GENETIQUEMENT »

De Voorzitter. — Aan de orde is de interpellatie van de heer Cuyvers tot de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu over « het standpunt van België ten opzichte van de invoering van genetisch gewijzigd voedsel ».

Het woord is aan de interpellant.

De heer Cuyvers. — Mijnheer de Voorzitter, tomaten die ook na twee weken nog stevig, vers en rood zijn, aardappelen met een gifgen tegen insecten, vlees van nog grotere varkens, reusachtige karpers, bier gebrouwen met behulp van nieuwe supergiststoffen, snelrijpende goedkope kaas, zoetstof gemaakt door darmbacteriën, echte vanille uit de reageerbuis, de gentechnici knutselen met ons voedsel.

Gentechnologie: een aantal methoden en procédés die alle hetzelfde doel hebben, namelijk verandering van het erfelijk materiaal van levende wezens.

Meestal wordt een bepaald stuk uit de genetische substantie van een organisme weggesneden en in een ander organisme ingebouwd. Met genen kunnen bepaalde eigenschappen van bacteriën worden ingebracht in planten, van de ene bacteriesoort in een heel andere, en nog veel meer, bijvoorbeeld van de mens in een bacterie, waarom niet? Bijna altijd ontstaan in het laboratorium levende wezens die in deze vorm niet in de natuur voorkomen. Dit levert tal van gevaren op voor gezondheid en milieu.

Deze voorbeelden zijn geen loze hersenspinsels van een fantist, maar behoren stuk voor stuk al tot de mogelijkheden. Welke genetisch gemanipuleerde voedselproducten zijn al te koop?

Van de nieuwe levensmiddelen uit het genenlaboratorium staan er al heel wat klaar voor de sprong naar de rekken en koelkasten in de supermarkt. In Groot-Brittannië mag een nieuwe tomatensoort worden aangeboden die in de laboratoria van twee Amerikaanse concerns zodanig is veranderd dat ze veel langer smakelijk, rood en vast blijft dan gebruikelijk. In dat land mag ook een genetisch gemanipuleerde bakkersgist vrij worden verkocht en gebruikt. Genetisch veranderde giststoffen voor bier en wijn kunnen binnenkort worden ingevoerd.

Nu al produceren genetisch gemanipuleerde micro-organismen bepaalde hulpstoffen en toevoegingen voor produkten uit de voedingsmiddelenbranche. Een groot deel van de steeds meer populaire « light »-zoetstof aspartaam is, althans in de Verenigde Staten, afkomstig van genetisch gestileerde bacteriën. Vele ontwikkelingen blijven met wettelijke bescherming verborgen: om te worden toegelaten is het niet van belang of zoetstoffen en toevoegingen via genetische manipulatie of conventioneel zijn vervaardigd.

Misschien eet u nu al of in de nabije toekomst kaas die dankzij het ingrijpen van de gentechnologen is gerijpt. Chymosine, het belangrijkste werkzame bestanddeel van het lebferment, wordt in Frankrijk geproduceerd door het Nederlandse Gist Brocades met genetisch gemanipuleerde bacteriën. Dit chymosine wordt over de gehele wereld als Maxiren op de markt gebracht en mag in de meeste landen van de Europese Gemeenschap worden gebruikt. Ook in de bondsrepubliek Duitsland is Maxiren al in grote hoeveelheden afgezet, maar, zo wordt er geruststellend aan toegevoegd, alleen voor « experimentele doeleinden ».

Mevrouw de minister, beschikken uw diensten over een lijst van voedingsmiddelen die onderdelen bevatten die genetisch gewijzigd zijn en die nu al verkocht worden op de Belgische markt? Ik hoop van niet. Ik hoop althans dat zulke produkten nog niet op de Belgische markt worden verkocht, maar ik heb er geen zicht op.

We zouden het ten stelligste betreuen indien er reeds zulke produkten op de Belgische markt verkocht worden. Volgens ons zijn er immers werkelijk bijzondere risico's verbonden aan levensmiddelen die met behulp van de gentechnologie zijn vervaardigd.

Is de gentechnologie eigenlijk geen « zachte » technologie die nabootst wat de natuur ook doet — alleen veel beter?

Neen, want de gentechnologie werkt niet samen met de natuur, maar is een tot het uiterste doorgedreven poging om de natuur te beheersen. Met deze techniek wordt alle levende materie onderworpen aan de logica van de industriële produktie. De ingrepen van gentechnologen in de erfelijke materie van organismen verschillen principieel en wezenlijk van de traditionele werkwijze van kwekers. Die konden dieren, planten en zelfs micro-organismen alleen in de loop van generaties en alleen binnen de grenzen van elke soort veranderen, zodat er voldoende tijd was om fouten en ongewilde resultaten te corrigeren.

De gentechnologie is bij uitstek een techniek die geen enkele fout vergeeft. Het is een risicotechnologie. Wij vergelijken de risico's van de gentechnologie met de risico's van de nucleaire technologie. In de jaren vijftig sprak men van *atoms for peace*. De atoomenergie zou de bron zijn van een probleemloze energie. Niets kon ermee misgaan. De incidenten van Three Mile Island en Tsjernobyl waren voldoende om het optimistische geloof in die nieuwe supertechnologie die nooit kon falen, een flinke deuk te

geven. Wij, groenen, hopen dat wij het nooit zullen moeten meemaken dat er in de werkelijkheid een deuk wordt gegeven in de gentechnologie, maar hopen dat wij het geloof in deze nieuwe supertechnologie een beetje aan het wankelen kunnen brengen.

Als principe geldt dat met elk transgeen gewas en met elk dier met extra goeihormoon, met elk gebruik van genetisch gemanipuleerde bacteriën of gisten en met elke installatie waarin door middel van veranderde micro-organismen hulpstoffen of toevoegingen voor de voedingsmiddelenindustrie worden geproduceerd, voortdurend genetisch veranderde organismen in het leefmilieu worden gebracht.

Als de gentechnologen telkens weer verzekeren dat zowel de levensmiddelen zelf als de productieprocedures volstrekt ongevaarlijk zijn, dan gaan zij ervan uit dat levende wezens als een machine kunnen worden beheerst.

De Amerikaan Atkins heeft daarover een fantastisch boek geschreven, *The Second Genesis*. Hij stelt daarin dat wij in het begin een grote flater hebben begaan door met het chemische rijk te knoeien, zodat wij nu zijn opgescheept met een enorme milieuverloeding. Hij waarschuwt voor «deze hubris», de overmoed van de moderne mens die denkt dat hij een tweede schepping kan organiseren en dat nu het moment is gekomen om heel het biologische rijk probleemloos aan zijn willekeur te onderwerpen. Volgens ons kan het niet zijn dat men levende wezens als machines beheerst.

Er zijn echter voldoende voorbeelden die deze gemakzuchtige stelling weerleggen. Welke eigenschappen een genetisch gemanipuleerd organisme werkelijk zal ontplooiën, welke wisselwerkingen met andere organismen zullen plaatsvinden en welke veranderingen in het ecosysteem daarvan het gevolg kunnen zijn, kan hoogstens even betrouwbaar worden voorspeld als het weer van de volgende week. Niet betrouwbaar genoeg, want elke verrassing van de natuur, elke uitzondering op de regel zou fatale gevolgen kunnen hebben. Onbeheerbaar geworden microben kunnen niet als een chemische stof weer worden ingezameld of verwijderd. Integendeel, zij kunnen zich vermenigvuldigen en hebben geen natuurlijke vijanden.

Tot nu toe is de lobby van de biotechnologie erin geslaagd, ondanks pogingen van Agalev en Ecolo, zonder enig publiek debat voor haar zeer gunstige Europese richtlijnen te doen goedkeuren, namelijk het «contained use» enerzijds en anderzijds het vrijlaten van genetisch gewijzigde wezens in het vrije veld.

Mevrouw de minister, wij hebben vanmorgen naar aanleiding van de Rio-conferentie nog gediscussieerd over het verband dat volgens ons moet worden gelegd tussen enerzijds, het instandhouden van de biodiversiteit en anderzijds, het beter in de hand houden van de ambities van de biotechnologie.

Nog schreeuwt deze machtige lobby moord en brand, omdat ze volgens haar gehandicapt moet werken vergeleken met de Verenigde Staten, waar de biotechnologie nog meer de vrije hand zou krijgen.

Momenteel staat op Europees niveau het koninginnestuk in dit ingewikkeld schaakspel ter stemming, namelijk de Europese richtlijn in verband met «novel food» of genetisch gemanipuleerd voedsel. De vergadering van de Europese ministers beslist daarover misschien binnenkort. Daarom moet België volgens de groenen dringend zijn standpunten publiek maken in het Parlement om een begin te maken van een openbaar debat onder het motto: beter laat dan nooit. Weg met de sluipende besluitvorming indien we als politici de verwittiging van de kiezer van 24 november ernstig willen nemen en indien we het Parlement willen herwaarderen als centrum van echte besluitvorming.

Telkens er meer levensmiddelen uit het genenlaboratorium op de markt komen, betekent dit volgens de groenen meer risico's voor de volksgezondheid. Via het voedsel komen genetisch gemanipuleerde organismen niet alleen in het milieu terecht. De in salami of zuivelprodukten gebruikte bacteriën, of delen daarvan, worden meegeconsumeerd en komen dus in het menselijk lichaam vrij. Daar komen zij, vooral in de keelholte en in de dar-

men, in aanraking met een groot aantal levensbelangrijke bacteriën, waarmee zij erfelijk materiaal kunnen uitwisselen. In elk geval valt niet met zekerheid uit te sluiten dat daarbij ook gevaarlijke of giftige stoffen kunnen ontstaan.

Ook genetisch gemanipuleerde gewassen bevatten nieuwe werkzame stoffen die het menselijk lichaam nog niet kent. Een aardappel of tomaat die in een laboratorium resistent is gemaakt tegen insecten, produceert nu in zijn cellen een gif dat dodelijk is voor «schadelijke» indringers. Zo is de plant zelf een «pesticide» geworden. Als deze produkten eenmaal op het dagelijks menu staan, kan dat op lange termijn onvoorziene schade aan de gezondheid berokkenen.

Niemand kan garanderen dat uit het genlaboratorium alleen levensmiddelen worden aangeboden die geen gevaar inhouden voor de gezondheid. Zelfs wetenschappers die positief zijn ingesteld ten opzichte van de gentechnologie geven toe dat er momenteel geen echt betrouwbare testmethoden zijn om alle risico's voor de gezondheid die kunnen kleven aan gentechnologisch vervaardigde levensmiddelen en toevoegingen uit te sluiten. Ook de overheidsdiensten die belast zijn met het toezicht op de levensmiddelen zijn geenszins opgewassen tegen de nieuwe taken.

Er worden onberekenbare risico's genomen, als binnenkort steeds meer toevoegingen en hulpstoffen voor de voedingsmiddelenindustrie worden gewonnen met behulp van genetisch veranderde micro-organismen. Deze leveren immers zeker niet alleen de gewenste stoffen. Men heeft vastgesteld dat in de genreactoren blijkbaar ook bijprodukten met een extreme biochemische activiteit kunnen ontstaan. De hoeveelheden zijn zo gering dat zij zelfs met uiterst doeltreffende reinigingsprocedures niet kunnen worden verwijderd. Als deze in het voedsel terechtkomen, kunnen enkele moleculen van deze stoffen al acuut op de lange termijn schade toebrengen aan de gezondheid.

Een intriëtig voorbeeld van onze stellingname werd de zaak-Tryptofaan. Drie jaar geleden, in 1989, werden in de Verenigde Staten duizenden mensen ernstig ziek. Er vielen doden. Lange tijd was er sprake van een raadselachtige epidemie. Toen ontdekten enkele hardnekkig zoekende medici de oorzaak: alle slachtoffers hadden medicijnen of kalmeringsmiddelen ingenomen met de werkzame stof L-tryptofaan, die een bepaald Japans bedrijf had geleverd. Om de kosten te drukken had dit bedrijf het productieproces gewijzigd en voor het eerst gebruik gemaakt van genetisch gemanipuleerde bacteriën. Deze produceerden echter niet alleen de gewenste stof, een op zich ongevaarlijk en voor het menselijk lichaam zelfs noodzakelijk aminozuur, in veel grotere hoeveelheden dan voorheen, maar ook enkele «gebrekkige» moleculen. Inmiddels wordt er nauwelijks nog aan getwijfeld dat deze verontreiniging de rampzalige ziektegevallen heeft veroorzaakt.

Deze ontwikkeling naar «novel food» moet ook nog om andere redenen tegengehouden worden. Aangezien mijn collega Michel Maertens vorige week daarover de minister van Landbouw heeft geïnterpelleerd, kom ik daar vandaag niet op terug.

Het huidige ontwerp van richtlijn moet volgens Agalev/Ecolo dus dringend worden afgewezen omdat ze volgens ons, ecologisten, de volgende te grote gebreken vertoont.

Eerste gebrek. Genetisch gewijzigd voedsel wordt zonder enige aanduiding op de etiketten, verkocht en dit ondanks de duidelijke anti-tendens naar biologisch geteeld voedsel. Ik kan als consument niet beslissen of ik al dan niet het risico neem dergelijke voedingsbestanddelen tot mij te nemen, gewoon omdat het etiket hierover zwijgt. Er is ter zake ook geen enkele wettelijke verplichting.

Tweede gebrek. Een milieu-effectenrapport over de gevolgen van het massaal verspreiden van genetisch gewijzigde organismen of stukken erfelijke informatie is niet verplicht.

Derde gebrek. Genetisch gemanipuleerde voedselbestanddelen die lijken op sinds lang bestaande voedselonderdelen worden zonder enige bijkomende procedure toegelaten tot de gemeenschappelijke markt.

Vierde en wellicht voornaamste gebrek. Een knap uitgekozen land beslist voor alle andere leden van de EG zonder verhaalrecht van een andere lidstaat — bijvoorbeeld Denemarken of Duitsland ter zake gevoeliger — die meent toch iets minder nonchalant met de verspreiding van genetisch gemanipuleerde stukken erfelijk materiaal in de voedselketen te moeten omspringen. Het andere land in kwestie beschikt momenteel over geen enkel wettelijk instrument meer om die substantie toch van haar grondgebied te weren.

Om de verantwoordelijke minister op de valreep nog aan te sporen zich tegen deze nefaste ontwerprichtlijn te verzetten, stel ik de volgende vragen.

Verdedigt België het standpunt dat het etiket duidelijk moet vermelden wanneer een bestanddeel van het industrieel bereid voedsel is bekomen via biotechnologie? Deze problematiek valt onder de wet op de handelspraktijken of onder de wet op de bescherming van de consument, en is derhalve een nationale materie.

Eist België een milieu-effectenrapport voor elke genetische gemanipuleerde substantie vóór die, waar ook in de EG, in het milieu mag terechtkomen? Milieuverontreiniging kent geen grenzen en verontreiniging via micro-organismen spijtig genoeg evenmin.

Welke garanties heeft de EG dat residuen van genetisch gemanipuleerde micro-organismen geen gevaarlijke neveneffecten zullen veroorzaken omdat er nog stukjes ongewenste of, nog veel erger, ongekend en onvoorziene genetische informatie van het micro-organisme in kwestie in minuscuul kleine, maar zeer actieve hoeveelheden aanwezig is?

Welke garanties heeft de minister op basis van welke artikelen van het ontwerp van richtlijn, dat de toelatingsvoorwaarden in elke lidstaat even streng zullen zijn zodat geen enkele Staat kan optreden als paard van Troje om ons op te zadelen met een explosie van genetisch gemanipuleerd voedsel? (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Onkelinx, ministre.

Mme Onkelinx, ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement. — Monsieur le Président, M. Cuyvers vient de plaider avec beaucoup de ferveur en faveur d'une législation extrêmement contrôlée en ce qui concerne les organismes génétiquement modifiés. Je suis entièrement d'accord avec lui lorsqu'il dit que cette problématique est importante et qu'elle nous concerne tous.

Par ailleurs, je suis heureuse de pouvoir répondre à son interpellation aujourd'hui — plutôt que la semaine dernière — puisque ce matin, j'ai ouvert un symposium, justement consacré à la biotechnologie, au cours duquel les projets de directives ont été largement évoqués.

La problématique de biosécurité des organismes génétiquement modifiés — les OGM — est complexe et fait — comme l'a dit M. Cuyvers — l'objet de plusieurs directives européennes qui ont été édictées principalement dans le courant des années 90. Il faut savoir qu'en fait, le monde scientifique interpelle le monde politique depuis 1970 sur les dangers qui découlent de la manipulation génétique des organismes vivants.

Parmi les directives européennes, il faut distinguer, d'une part, la directive non sectorielle 90/220, qui s'applique à tous les OGM et qui régit la dissémination volontaire d'OGM et leur commercialisation et, d'autre part, les projets de directives sectorielles qui harmonisent les réglementations de commercialisation pour produits à base d'OGM. Une de ces directives la plus discutée en ce moment est appelée la directive *Novel Food*. Je répète que pour ces dernières, on en est toujours au stade de projets, qui connaissent d'ailleurs des évolutions importantes, et parfois spectaculaires, d'une réunion à l'autre.

Comme ministre responsable de la Santé publique et de l'Environnement, j'ai demandé à mes délégués qui participent aux discussions européennes de défendre des garanties maximales de sécurité pour les consommateurs et pour l'environnement, l'espace vécu.

En ce qui concerne la directive 90/220, mon administration vient de terminer une proposition de transposition de celle-ci dans la législation belge. Ces textes sont maintenant à l'étude et j'ai l'intention de vous présenter des textes définitifs dans un délai qui pourrait être très bref.

Pour ce qui concerne les quatre questions précises que vous m'avez posées, ma réponse se situera au niveau des intentions, intentions dont je veux qu'elles soient défendues avec ardeur lors des discussions européennes. Je peux vous assurer une fois encore que je ferai tout pour que des garanties maximales soient prises en vue de la santé des consommateurs et de la protection de l'environnement.

Premièrement, quant à la question de l'étiquetage des produits alimentaires à base d'OGM, nous sommes tenus de suivre les exigences de la directive 90/220. Il résulte de l'article 11 du projet de directive que les conditions d'étiquetage ne seront pas d'application en cas de directive *Novel Food*, au moins au stade actuel.

Ce qui me semble essentiel, c'est que les produits alimentaires à base d'OGM suivent correctement toutes les étapes de certification et d'enregistrement. Je n'ai aucune objection à ce que l'étiquetage de ces produits mentionne clairement leur origine. Ce sujet devrait, selon moi, être discuté avec les représentants des consommateurs. Si pour une raison ou une autre — fût-elle d'ordre psychologique — un étiquetage est préférable, je veux bien qu'il soit réalisé.

Deuxièmement, les procédures de notification définies dans la directive 90/220 sont d'ores et déjà appliquées par mes services et ceux de mon collègue de l'Agriculture. Les notifications font l'objet d'une évaluation des risques, réalisée conjointement par les experts.

Comme vous le savez, cette évaluation comprend aussi une évaluation spécifique des risques pour l'environnement, comme l'article 10 de cette directive le prévoit. Une évaluation doit être instaurée pour les produits, visés dans la directive *Novel Food*; ce sera au moins la position de la Belgique.

Troisièmement, jusqu'à maintenant, la Commission n'a pas inclû l'évaluation des risques des résidus génétiques de micro-organismes génétiquement modifiés.

De mon point de vue, la Commission n'a pas à régler toutes les compétences. Je veillerai à ce qu'un contrôle effectif soit instauré, au moins au niveau national. C'est tout à fait indispensable pour répondre aux interrogations que vous avez développées ici.

Quatrièmement, dans la proposition actuelle de la directive *Novel Food*, une décision positive d'un Etat membre entraîne le permis de commercialisation d'un produit issu d'OGM dans toute la Communauté. Il va de soi qu'un arrangement semblable n'est acceptable qu'à condition que les règles européennes soient suffisamment sévères en ce domaine. Si un règlement satisfaisant n'est pas possible au niveau européen, je serai obligée de prévoir des corrections au niveau national.

Comme vous le voyez, toute une série de décisions doivent encore être prises au niveau national. Nous aurons dès lors l'occasion d'en discuter longuement, notamment sur la base de projets qui seront examinés par la commission de la Santé publique du Sénat.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cuyvers.

De heer Cuyvers. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil mevrouw de minister danken voor haar antwoord. Ik had een motie klaargeemaakt, maar aangezien het antwoord van de minister echter in grote mate tegemoetkomt aan onze bezorgdheid zal ik ze, als blijk van waardering voor haar antwoord, niet indienen. Ik reken erop dat de minister haar belofte zal nakomen.

Wij kijken met spanning uit naar haar wetsontwerp dat de Europese richtlijn in een Belgische wet zal omzetten. Wij rekenen vooral op haar belofte met betrekking tot punt 4, namelijk dat België op Europees niveau inspanningen zal doen om te verhinderen dat een van de zuidelijke landen wordt misbruikt als paard van Troje om ons op te zadelen met onbetrouwbaar voedsel. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

VOORSTEL VAN WET — PROPOSITION DE LOI

Verwijzing — Renvoi

De Voorzitter. — Aan het bureau wordt voorgesteld het voorstel van archiefwet te verwijzen naar de commissie voor het Onderwijs en de Wetenschap.

Il est proposé au bureau de renvoyer à la commission de l'Enseignement et de la Science, la proposition de loi relative aux archives.

Dit voorstel van wet is momenteel aanhangig bij de commissie voor de Justitie.

Cette proposition de loi est actuellement pendante à la commission de la Justice.

Is hier tegen geen bezwaar?

Pas d'opposition?

Dan is aldus besloten.

Il en sera donc ainsi.

PROPOSITION DE LOI — VOORSTEL VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — M. de Seny a déposé une proposition de loi modifiant l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.

De heer de Seny heeft ingediend een voorstel van wet tot wijziging van artikel 35 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren.

Cette proposition de loi sera traduite, imprimée et distribuée.
Dit voorstel van wet zal worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Il sera statué ultérieurement sur la prise en considération.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

INTERPELLATIE — INTERPELLATION

Verzoek — Demande

De Voorzitter. — De heer Bartholomeeussen wenst de Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven te interpellieren over « de toestand bij De Post ».

M. Bartholomeeussen désire interpeller le Vice-Premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques sur « la situation à La Poste ».

De datum van deze interpellatie wordt later bepaald.

La date de cette interpellation sera fixée ultérieurement.

Dames en heren, onze agenda voor vandaag is afgewerkt.

Notre ordre du jour est ainsi épuisé.

De Senaat vergadert opnieuw op woensdag 20 mei, om 10 en om 14 uur.

Le Sénat se réunira le mercredi 20 mai, à 10 et à 14 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten om 16 h 30 m.)

(La séance est levée à 16 h 30 m.)

